

Charles JOLIVET

L'agitation contre-révolutionnaire

dans l'Ardèche

sous le Directoire

(Thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres)



LYON
IMPRIMERIE DU NOUVELLISTE
14, rue de la Charité, 14

1930

Charles JOLIVET

L'agitation contre-révolutionnaire
dans l'Ardèche
sous le Directoire



LYON
IMPRIMERIE DU NOUVELLISTE
14, rue de la Charité, 14

—
1930



BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS D'ARCHIVES

I. — ARCHIVES NATIONALES.

Procès-verbal des assemblées électorales de l'an IV, V, VI, VII ; C. 480, 509, 530, 571. Personnel administratif : F 1 b I 103 ; F 1 b. II Ardèche 1, 5, 17.

Esprit public et élections : F 1 b III Ardèche 1, 2, 7.

Etat civil : F 2 I 382.

Police et sûreté générale. Troubles divers : F 7 3.652 2, 3.681 14, 4.371, 4.372, 4.373, 4.375 23, 6.258, 6.259, 6.260, 7.097, 7.136, 7.147 B, 7.165, 7.173, 7.175, 7.186, 7.191, 7.198, 7.251, 7.222, 7.253, 7.284, 7.315, 7.342, 7.693, 7.698, 7.704 A, 7.710, 7.991.

Cultes : F 19 403, 1.005.

Affaires diverses : A F III 27, 44, 47, 97, 99, 213.

Brochures diverses sur l'Ardèche : A D XVI 20.

Discours et rapports : AD XVIII a 35, 62.

II. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ARDÈCHE.

Procès-verbaux de l'administration du département : L 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150.

Correspondance du département : L 203, 204, 205, 206, 207, 212, 213, 214.

Lettres reçues ou expédiées L 251, 252, 253, 284, 285.

Elections : L 267, 269, 270.

Police générale : L 327, 328, 329.

Compte rendu de l'administration centrale pour l'an VI : L 355.

Troupes cantonnées dans le département : L 435, 436.

Déserteurs L 449.

Correspondance militaire : L 495, 496.

Une dizaine de dossiers classés simplement sous l'étiquette de « Brigands » et qui comprennent une multitude de procès-verbaux sur des vols et des assassinats de l'an IV à l'an IX, des jugements divers, des registres de dénonciations, bulletins de police, enquêtes, interrogatoires...

FONDS MAZON

Le fonds Mazon aux Archives départementales de l'Ardèche forme une magnifique collection de plus de 150 volumes de pièces originales ou de copies et notes recueillies dans les bibliothèques ou archives publiques et privées. Constituée par M. Mazon de 1860 à 1908, elle est divisée en trois sections: une encyclopédie ou dictionnaire des notabilités et localités de l'Ardèche en 46 volumes, une chronologie en 35 et enfin 72 recueils divers sur les principales villes, familles ou personnalités du Vivarais.

L'encyclopédie nous a fourni peu de renseignements. La chronologie, par contre, contient de très nombreux et très importants documents originaux ou copies de documents et surtout la riche correspondance de l'ex-conventionnel Gleizal. Les volumes les plus souvent cités sont les T. 13, 16, 19, 23, 24, 25, 26 et 27.

La troisième section cotée F, comprend surtout des copies d'archives privées et publiques et un certain nombre de manuscrits originaux. Nous avons trouvé de précieux renseignements dans F 12 (Joyeuse et ses environs),

F 16 (Largentière), F 21 (Privas), F 23 (St-Agrève), F 36 (Savine et le clergé), F 41 (correspondance de Challamel de l'an VI à l'an IX), F 44 (manuscrit de Delichères sur Aubenas) et F 47 (papiers d'Enjolras).

Archives de la Lozère L 126.

Archives de Chantilly Z. T. 60, 72, 73, 90, 93, 95, 140, 186.

IMPRIMÉS

I. Livres et brochures de l'époque révolutionnaire (1).

ADMINISTRATION CENTRALE DU DÉPARTEMENT DE L'ARDÈCHE.

Compte rendu. Gestion de l'an VI, 2 vol, 47 et 55 p. F. V.

ANNUAIRES DE L'ARDÈCHE DE L'AN X ET XI, 2 vol., F. V.

BOISSY D'ANGLAS. — *La conspiration de Saillans*, 1792, Privas, B. A.

DABRAY. — *Rapport au Corps législatif sur la translation à Viviers de l'administration centrale du département de l'Ardèche*, séance des 500 du 26 nivôse, an VII, impr. nat., 11 p., in-4°, F. V.

DALMAS. — *A ses concitoyens. Sur les inculpations répandues contre moi, dans l'assemblée électorale de l'Ardèche de 1797*, 40 p. s. l. B. A.

FRESSENEL. — *Opinion sur la liberté, la police des cultes et leurs ministres*, Conseil des 500, séance du 20 messidor an V, 30 p. impr. nat., B. A.

Projet de résolution sur la liberté et la police des cultes, 20 messidor an V, 4 p., impr. nat., B. A.

Rapport sur plusieurs questions de législation criminelle, Conseil des 500, séance du 16 fructidor, an V, 12 p., impr. nat., B. A.

GARILHE, BOISSET, ROUCHON. — *Sur les opérations électorales de l'Ardèche* an VI, 23 p., s. l. n. d. B. A.

GLAIZAL. — *Réponse du citoyen Glaizal à une partie de l'écrit signé par Rouchon, Garilhe et Boisset, sur les opérations électorales de l'Ardèche*, 32 p., s. l. n. d. Bibliothèque nationale L b 42 1871.

Lettre pastorale de l'Archevêque de Vienne, 31 mai 1796. — Rome 15 p. F. V.
Procès-verbal de l'assemblée électorale du département de l'Ardèche de l'an VII, Paris, impr. nat., 59 p. F. V.

Réimpression du *Moniteur*, T. 26-29.

ROGER DUCOS. — *Rapport du 19 germinal VI au Conseil des Anciens sur la résolution du 18 pluviôse dernier qui transfère de Privas à Viviers le siège de l'administration centrale de l'Ardèche*, séance du 19 germinal V 24 p. impr. nat. B. A.

ST-MARTIN. — *Opinion de St-Martin, député de l'Ardèche sur la revision des jugements criminels*, Conseil des 500, séance du 3 nivôse VII, impr. nat. 14 p. B. A.

Sa correspondance avec L.-Th. Chomel publiée par Nicod, Privas, 1906, in-8°, 56 p. F. V.

ST-PRIX. — *Rapport sur la pétition de la citoyenne Guillaumon, veuve du citoyen Brun, assassiné le 10 prairial VII*, Conseil des 500, séance du 2 thermidor VII, impr. nat., 6 p., B. A.

Discours sur un acte civique des citoyens de Viviers, Conseil des 500, 17 thermidor VII, impr., nat., 7 p., B. A.

Discours au Conseil des 500, séance du 12 prairial VII, impr. nat., 6 p., F. V.

SAVINE (LAFOND DE). — *Déclaration faite par l'évêque de Viviers aux fidèles et citoyens du département de l'Ardèche*, 20 vendémiaire VI, 12 p., F. V.

Réponse de Savine à un curé de son diocèse, Paris 27 ventôse V, 19 p., F. V.

(1) Ces ouvrages se trouvent presque tous soit au fonds Vivarois de la bibliothèque historique des archives départementales de l'Ardèche, soit à la bibliothèque d'Annonay. — Abréviations : Fonds Vivarois F. V. — Bibliothèque d'Annonay B. A.

Lettre à M. Chouvet, curé de Chomérac, assermenté, Avignon 1800, 22 p., F. V.

THOULOUBE, ex-conventionnel. — *A ses concitoyens*, s. l. n. d. (an VI), 11 p. F. V.

VALLADIER (Isidore). — *A ses concitoyens qui l'ont honoré de leur confiance* 4 p. s. l. B. A.

Abbé VERNET. — *Lettres apologétiques du clergé catholique du diocèse, de Viviers à M. Charles Lafond de Savine, évêque assermenté abdicataire*, 192 p. s. l. 1800, F. V.

VINCENT (Andéol). — *Histoire des guerres du Vivarais de 1790 à 1816*, Privas 1817, F. V.

WICKHAM. — *Correspondance de Wickham*, 2 vol., Londres 1870.

II. — Publications postérieures à la Révolution.

BALLOT. — *Le coup d'Etat du 18 fructidor*, Paris 1906.

BOISSIN. — *Le schisme constitutionnel dans l'Ardèche*, Toulouse 1889, 72 p. *Les camps de Jalès*, Annonay 1896.

BOUDON-LASHERMES. — *Les chouans du Velay*, Yssingeaux 1911.

CAUDRILLIER. — *La trahison de Pichegru et les intrigues royalistes de l'Est avant fructidor*, Paris 1908.

L'Association royaliste de l'institut philanthropique, Paris 1908.

CHABANNES. — *Monographie de la paroisse de Mayres*, Largentières 1927.

DABERT. — *Vie de M. Vernet*, Lyon 1848.

DAUDET. — *La conspiration de Pichegru et les complots royalistes du midi et de l'Est*, Paris 1901.

DELON. — *La révolution en Lozère*, Mende 1922.

DOURILLE DE CREST. — *Histoire des guerres civiles du Vivarais*, Valence 1866.

DU LAC. — *Le général comte de Précý*, Paris 1908.

FILHOL. — *Histoire d'Annonay et du haut Vivarais*, 4 vol, Annonay 1880-1882

KUSCINSKI. — *Les députés au corps législatif* (an IV, an VII), 1905.

LYONNET. — *Vie de Mgr d'Aviau*, 2 vol, Lyon 1847.

MATHIEZ. — *La Théophilanthropie et le culte décadaire*, Paris 1904.

MAZON. — *Notes ardéchoises*, Privas 1870.

Petites notes ardéchoises, 1^{re} et 2^e série, Privas 1873-1874.

Voyage aux pays volcaniques du Vivarais, autour de Valgorge, autour de Privas, dans le midi de l'Ardèche, le long de la rivière de l'Ardèche, au pays Helvien, au bourg St-Andéol, autour de Crussol, 8 vol., Privas 1878-1888.

Notice sur St-Alban-sous-Sampzon, sur le Cheylard, sur Uzer, sur Laurac et Montréal, sur Vals-les-Bains, sur Jaujac, sur Vinezac, sur la baronnie de la Voulte sur Lyas et le petit Tournon, sur Desaignes, sur Ailhon, sur Tournon, 12 vol, Privas.

Histoire de Largentière, Privas 1904.

PIERRE VICTOR. — *La déportation ecclésiastique sous le Directoire*, Paris 1895.

ROSTAING. — *Les anciennes loges maçonniques d'Annonay et les Clubs*, 1766, 1815, Lyon 1903.

SAUREL. — *Les brigands royaux dans l'Hérault*, Académie de Montpellier, 2^e série, T. 1, p. 165-287.

SEVESTRE. — *La déportation du clergé orthodoxe*.

TALLON. — *Histoire des Vans*, 3 vol., Privas, 1884-1888.

VASCHALDE. — *L'Ardèche à la Convention nationale* 1893, *Revue du Vivarais* de 1893 à 1930.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41553025_0049

CHAPITRE PREMIER

La réaction politique et la chouannerie avant fructidor

I. — LA LUTTE DES PARTIS AU DÉBUT DU DIRECTOIRE.

Les deux tendances contre-révolutionnaires. La mentalité des nouveaux élus et des commissaires du pouvoir exécutif. Leurs appuis. Mauvaise volonté des autorités dans l'application des lois révolutionnaires.

La restauration religieuse. L'activité de Vernet et l'agonie du schisme constitutionnel. Les rétractations, le culte public.

Les troubles. Violente agitation religieuse et politique à Laurac, Lamastre, Villeneuve-de-Berg, Joyeuse, Bourg-Saint-Andéol et Largentière.

II. — LA CHOUANNERIE DE L'AN IV ET LES CORPS CONSTITUÉS

Les menaces d'insurrection. Inquiétude des patriotes, négligence des diverses administrations. La préparation. Les principaux chefs et leurs affidés. L'explosion dans la région de Bannes et dans la montagne. Son échec. Efforts infructueux des Jacobins pour faire destituer l'administration centrale. Les représailles des administrateurs et l'hostilité populaire contre les patriotes. Impunité des malveillants.

III. — LA DÉSAGRÉGATION DU PARTI INSURGÉ.

Nouvelle tactique des chouans. Leurs divisions. La mission de Surville et son échec. Les chauffeurs et les crimes de droit commun. L'assassinat de Blachère-Laprade.

IV. — LES ÉLECTIONS DE L'AN V.

L'éclipse du parti jacobin et le triomphe de la réaction. L'état d'esprit à la veille du 18 fructidor.

Au début de l'an IV, malgré l'échec de l'insurrection du 13 vendémiaire et les mesures de rigueur maintenues par la Convention expirante contre les émigrés, les prêtres réfractaires et les contre-révolutionnaires, le parti royaliste n'a pas perdu l'espoir de renverser la république. Dans tout le pays, il a des agents qui préparent de nouvelles séditions. L'Angleterre fournit l'argent, et il est facile de se procurer armes et munitions.

I

D'accord avec les émigrés, les conjurés tâchent de circonvenir les généraux et de s'assurer de leur appui. Pendant que Condé sème des germes de trahison dans l'armée du Rhin et négocie avec Pichegru, les royalistes de Lyon et du Sud-Est annoncent un soulèvement imminent et font espérer le concours du général Kellermann. « Vous pouvez compter encore sur l'insurrection du Vivarais, des Hautes-Cévennes, du Gévaudan..., écrit Tessonnet à Wickham, le 21 septembre 1795..., nous avons à nous un adjudant général dont nous sommes sûrs. » (1). Le 13 novembre, Imbert-Colomès mande de Lyon (2) à Louis XVIII qu'en trois jours il aura à sa disposition 40.000 hommes en état de se battre, fournis par la ville, les montagnes des environs et la lisière des départements voisins. Il se fait fort, au premier signal, de mettre en mouvement 5 ou 6 départements.

Il ne demande qu'une lettre authentique de la main du roi, pour agir avant l'arrivée de Précý. Sans pouvoir fixer une date précise, il prévoit que tout sera prêt pour le mois de décembre.

Tous ces projets, où il y avait une large part d'illusion, furent bientôt connus du Directoire. Un des insurgés du Midi, le marquis de Besignan, qui intriguait auprès de Condé pour avoir un commandement, fut surpris, le 18 novembre, en passant la frontière, et laissa entre les mains des douaniers un manuscrit volumineux et une abondante correspondance. Ces papiers révélaient en partie le plan d'Imbert-Colomès et compromettaient de nombreux affidés (3). La découverte du complot de Besançon, quelques jours plus tard (4), acheva de ruiner les espérances de l'agence de Lyon. La police arrêta une foule de comparses, mais la plupart des chefs

(1) Arch. Chantilly Z. T. 72. — *Correspondance de Wickham*, 2 vol. Londres 1870, T. 1, p. 159. Cf.) aussi Ernest DAUDET, *La Conspiration de Pichegru et les royalistes du Midi* 1902, pp. 117-119. Cf.) encore Caudrillier, *La trahison de Pichegru*, 1908.

(2) *Correspondance de Wickham*, T. I, pp. 195-214 ; Ernest DAUDET, *La conspiration de Pichegru*, pp. 121-124 et aux pièces historiques, les lettres de Condé à Wickham, des 6 et 9 novembre 1795, pp. 350-356 cf.) aussi Arch. Chantilly Z.T. 186.

(3) Cf.) Ernest DAUDET, pp. 135-136, et Caudrillier, *La trahison de Pichegru*, p. 162-163. Cf.) aussi Arch. Chantilly, Z. T. 90. Lettre d'Imbert-Colomès à Condé du 19 décembre 1795.

(4) E. DAUDET, pp. 146-148 cf.) Arch. Chantilly, Z. T. 186. Lettre de Condé à Wickham du 28 novembre 1795.

prévenus à temps, passèrent en Suisse ou gagnèrent la montagne.

Cette nouvelle déception, si elle ne corrige pas le petit groupe d'aventuriers qui ont pris goût à l'insurrection, dévoile, du moins, aux yeux des plus sensés, l'impuissance et la vanité de ces folles tentatives et décide les éléments les plus pondérés du parti royaliste à orienter leurs efforts dans des voies nouvelles. Au lieu de préconiser un soulèvement impossible, leur objectif sera désormais de gagner la confiance populaire, de pénétrer dans les administrations et les assemblées pour, à l'heure propice, renverser la Constitution et rétablir la monarchie. Le moyen pouvait paraître moins brillant et moins rapide, le résultat des élections de 1795 montrait qu'il était plus habile et plus sûr.

Dans l'Ardèche, les nouveaux fonctionnaires sont presque tous acquis à cette politique et travaillent, de leur mieux, à saper l'influence des patriotes et à détruire le prestige des républicains (1). Tout en se gardant bien de l'avouer, ils acheminent insensiblement l'opinion vers un changement de régime. Mais ce plan pacifique et bourgeois n'inspire qu'un sourire de pitié (2) aux vieux conspirateurs qui, dès le début de 1796, se sont répandus dans les régions voisines de Jalès, sur les confins de l'Ardèche, du Gard et de la Lozère (3). Désavoués par les princes et l'agent de l'Angleterre (4), ils vont faire appel à tous les mécontents et essayer de soulever le pays par leurs propres forces. Ils remplaceront les fonds qu'on leur refuse par le pillage des patriotes, les contributions imposées aux acquéreurs de biens nationaux et l'enlèvement des caisses publiques.

Ce zèle intempestif n'était pas de nature à simplifier la tâche déjà si délicate des administrateurs. Aussi, pour sauvegarder leur situation et suspendre les foudres du pouvoir exécutif qui les soupçonne de connivence avec les contre-révolutionnaires, seront-ils amenés à combattre des alliés trop compromettants, mais ils ne pécheront pas par excès de vigilance. Ils n'interviendront qu'à la dernière extrémité et leurs adversaires auront beau jeu pour opposer à la timidité et à la faiblesse de cette répression la perfidie et l'animosité de leurs attaques contre les fidèles partisans de la Constitution de l'an III.

(1) Arch. nat. F. 7, 7.136, dossier 965. Rapport du ministre de la police générale au Directoire, s. d., mais de l'été de 1796. Cf. aussi F. 19, 1.005, lettre du juge de paix de Largentière au ministre de la police du 23 messidor, an IV.

(2) Extrait de l'instruction secrète adressée à Allier par Surville. *Moniteur*, T. 29, pp.393-394, où il parle « des imbéciles ou des imposteurs » qui songeaient à « rétablir toutes choses par des intrigues et par des décrets » et qui dépensaient « 10 fois plus d'argent... qu'il n'en aurait fallu pour faire dix contre-révolutions ».

(3) Arch. nat., F. 7, 7.136 et 7.173. Nombreuses dénonciations des patriotes de l'Ardèche.

(4) Lettres de Condé, d'Imbert-Colomès et de Wickham, citées par E. DAUDET, *La conspiration de Pichegru*, pp. 140-143, cf. aussi Arch. Chantilly Z. T. 186.

Presque partout aux dernières élections, aussi bien dans les assemblées primaires qu'à l'assemblée électorale de Privas et dans les assemblées de canton, les républicains ont été chassés de la salle de vote ou mis dans l'impossibilité d'exprimer librement leurs suffrages (1). Aux Vans, en dépit des prescriptions légales, le président et les scrutateurs sont nommés par acclamation et le secrétaire de l'assemblée est un réquisitionnaire insoumis et étranger au canton (2). A Lamastre, « maîtres, domestiques, mendiants, tous accourent, le 17 brumaire, armés de fusils, de pistolets, de sabres et de bâtons » (3), et leur attitude menaçante réduit au silence les rares républicains du pays. A Bourg-Saint-Andéol, à Aubenas, à Serrières, à Vernoux, à Joyeuse, à Bannes... les élections se déroulent dans la même atmosphère de partialité et de violence (4).

Les Jacobins dénoncent avec indignation ces manœuvres déloyales, qui ont vicié dans leur source les pouvoirs des nouveaux élus. « La dernière assemblée électorale, mande le juge de paix de Largentière (5) au ministre de la police générale, était plutôt une assemblée de la ci-devant province. Jugez des élections qui en ont résulté soit au corps législatif, soit au tribunal civil et criminel, et jugez encore de la composition des jurys d'accusation et de jugement. « Ce sont les enfants d'une assemblée de chouans » (6), conclut de son côté Blachère, commissaire du pouvoir exécutif de Largentière, en parlant des membres de l'administration centrale. Mais, si Privas est un « second Coblenz », l'esprit de la plupart des autorités locales est « pour le moins aussi mauvais » (7). Seuls, les cantons de Ville-neuve-de-Berg et de Viviers et la commune de Largentière ont réussi, après une lutte mémorable et des incidents très vifs, à maintenir aux affaires des républicains éprouvés (8).

Tous les administrateurs du département, même s'ils continuent à se parer du titre de patriote, appartiennent au parti aristocrate et contre-révolutionnaire. Les plus influents sont des nobles comme Monfof, des royalistes notoires comme Chateaufieux, ancien garde du corps, et Viguier, ancien agent du comte d'Antraigues et beau-

(1) Manuscrit de Delichères, Arch. Ardèche, Fonds Mazon F. 44, pp. 214-215. — Cf. aussi réponse du citoyen Gleizal. — Biblioth. Nationale, Lb. 42 1871, 32 p. s. d. pp.16-17. Cf. encore arch. nat., F. 7, 7.136.

(2) Arch. Ard. L.138, procès-verbal de l'administration centrale du 5 fructidor IV.

(3) Arch. nat. F. 19 1.005. Lettre des citoyens de Lamastre au Conseil des 500, 16 floréal IV.

(4) Arch. Ard. L. 137, procès-verbal des 29 et 30 brumaire IV et Arch. nat. F. 7, 7.136 et 7.173, dossier 8.181.

(5) Arch. nat. F. 7, 7.136, rapport du 1^{er} germinal IV. — Cf. aussi F. 19, 1.005, lettre du 23 messidor IV au ministre de la justice.

(6) Arch. nat. F. 7, 7.136, lettre du 16 germinal IV au ministre de la police générale.

(7) Arch. nat. F. 7, 7.136, lettre du juge de paix de Largentière du 16 germinal IV. Cf. aussi F. 7, 7.147 B, dossier 3.891, rapport du commissaire des Vans du 18 thermidor IV, sur les diverses agences du canton.

(8) Arch. nat., F. 19, 1.005. Lettre du juge de paix de Largentière du 23 messidor IV.

frère d'émigré (1). Dans les campagnes, nombreux seront les agents municipaux, les adjoints, les juges de paix et les présidents d'administration cantonale qui, en vertu de la loi du 4 brumaire IV, devront résigner leurs fonctions et laisser incomplètes et inorganisées les municipalités.

Les commissaires du pouvoir exécutif présentent une gamme plus variée d'opinions. Désignés par le gouvernement sur la recommandation des administrateurs, des députés ou d'autres personnalités influents, ils reflètent les tendances diverses de leurs parrains et garants. Quelques-uns, comme ceux de Banpes, des Vans, de St-Marcel, proposés par le département, sont connus pour leurs idées réactionnaires. S'ils ne se compromettent pas eux-mêmes dans les bandes royalistes ou les compagnies de brigands, leurs proches parents, fils ou frères, seront arrêtés dans des rassemblements insurrectionnels (2).

D'autres, qui doivent leur nomination aux instances de St-Prix, manifestent des sentiments plus républicains et plus démocrates que les corps avec lesquels ils doivent collaborer. S'ils désapprouvent et combattent les excès des terroristes, ils réprouvent la politique de répression contre les Jacobins et veulent le maintien de la constitution de l'an III. Ils suivent l'impulsion de Braveix, commissaire du pouvoir exécutif près l'administration centrale, ancien Girondin, dont le fils, compromis dans la révolte de Lyon, a été fusillé par les troupes de la Convention, après la capitulation de la ville. Malgré leur modération (3), plusieurs, par souci de loyalisme à l'égard du gouvernement dont ils sont les agents, se rapprocheront peu à peu du petit groupe des patriotes exclusifs que l'influence de Gleizal et St-Martin a maintenus en fonctions.

Les plus combatifs sont Blachère, beau-frère de St-Martin, Merle, Meynier et Mamarot, anciens montagnards dénoncés comme terroristes, qui ne renient rien de leur passé. Ils veilleront à l'application stricte et rigoureuse des lois révolutionnaires et ne se laisseront pas de dénoncer (4) l'inertie et la mauvaise volonté des aristocrates et royalistes qui peuplent les diverses administrations.

Dans cette lutte, les uns et les autres cherchent des appuis à l'extérieur. Les Jacobins sont toujours sûrs de trouver un accueil favorable auprès de Gleizal, rédacteur aux Cinq cents, et du député St-Martin (5) qui servent leurs intérêts et leurs rancunes auprès

(1) Arch. nat., F. 7, 7.136, Cf. les appréciations de Blachère sur les divers administrateurs lettre du 16 germinal IV.

(2) Arch. nat., F. 7, 7.147 B., lettre de Joyeuse du 30 germinal IV, adressée à Thoulouze, ancien conventionnel.

(3) Arch. nat., F. 7, 7.173. — Cf. lettre de Braveix du 20 messidor IV au ministre de la police générale.

(4) Cf. Leurs nombreuses dénonciations, Arch. nat., F. 7, 7.136, 7.173, F. 19, 1.005.

(5) Depuis l'an IV, St Martin ne fait plus partie de la députation de l'Ardèche ; il a été porté sur la liste complémentaire de la Côte-d'Or et de la Somme.

des ministres de la justice et de la police générale. St-Prix, au début (1), évite de prendre parti. Son passé modéré l'incline à faire confiance aux administrateurs, mais, à partir de germinal an IV, sous la pression des commissaires du Directoire, il ne tarde pas à partager les inquiétudes des républicains et à épouser les querelles des patriotes avancés. Les officiers et généraux, qui, dans l'Ardèche, ont la responsabilité de l'ordre et de la sécurité publique, se plaignent, eux aussi, de la négligence des autorités (2).

Les élus de l'an IV, en retour, ont de précieux avocats dans les députés du nouveau tiers. En toute circonstance, Rouchon et Madier se portent garants de leur loyalisme, excusent leurs erreurs et interviennent efficacement pour faire approuver leurs décisions. Les autres représentants du département : Boissy d'Anglas, Gamon, Corenfustier et Garilhe, contrebalaient, auprès du pouvoir exécutif, l'influence de Gleizal et de St-Martin et secondent de leur mieux toutes les initiatives des administrateurs (3).

Mais c'est dans la masse populaire que ces derniers trouvent les auxiliaires les plus fidèles. Paysans et catholiques, nobles et bourgeois n'ont pas pardonné aux Jacobins les mesures vexatoires dont ils furent les victimes sous la Convention, et presque tous restent résolument hostiles (4) à toutes les lois d'exception qui frappent les émigrés, les déserteurs et les réfractaires.

Forts de cet appui, les divers corps administratifs vont résolument de l'avant. Non seulement ils ferment les yeux sur la rentrée clandestine de la plupart des émigrés (5), mais, pour accélérer le rythme des radiations, ils délivrent sans contrôle tous les certificats de résidence et de civisme qu'on leur réclame. La réputation de libéralisme des municipalités de Thueyts, Meyras, Burzet, St-Pierreville est si générale que, de tous les points de la République, on vient dans l'Ardèche solliciter les certificats indispensables (6). Les patriotes protestent contre ces complaisances criminelles, mais l'administration centrale écarte systématiquement toutes leurs dénonciations, et, avant le coup d'État de fructidor, plus de 150 émigrés du Vivarais ont été réintégrés dans leurs droits de

(1) Cf. Lettre de Rouchon, du 8 ventôse IV, pour faire connaître l'opinion unanime de la députation de l'Ardèche favorable à l'administration centrale, F. 7, 7 136.

(2) Nombreuses lettres de Châteauneuf-Randon et Motte et surtout la lettre de Châteauneuf du 7 floréal IV, Arch. nat., F. 7, 7.136.

(3) Rapport du ministre de la police au directoire, s. d., F. 7, 7.136.

(4) Même les gardes nationales de Vernoux et de Chalencon ont refusé de prêter le serment de haine à la royauté. Lettre de Châteauneuf-Randon au ministre de la police générale, le 11 prairial IV, Arch. nat., F. 7, 7.173.

(5) Arch. nat., F. 7, 7.284, dossier 1.819, rapport sur la situation politique du département de l'Ardèche, 14 frimaire VI.

(6) Manuscrit de Delichères, p. 283. Cf. aussi Arch. Ard. L. 214, circulaire de Darnaud président de l'administration centrale, aux administrations municipales, en pluviôse an VII.

citoyens (1). On accusera même, un peu plus tard, les administrateurs du département d'avoir expédié hors des frontières des passeports en blanc pour faciliter le retour des exilés (2). C'était pour eux un moyen de s'assurer des partisans dévoués, tout en battant en brèche la législation révolutionnaire.

Leur indulgence à l'égard des déserteurs et des insoumis est dictée par les mêmes motifs (3). Leur intérêt n'est pas de renforcer les armées de la République, et ils tiennent à se concilier les sympathies des paysans hostiles à toute espèce de réquisition. Le souci de ne pas éveiller les susceptibilités de l'autorité supérieure, et aussi la préoccupation de mettre leur responsabilité à couvert, les portent bien de temps à autre à prendre des arrêtés fortement motivés pour sommer les récalcitrants de rejoindre leurs corps, mais ils s'inquiètent peu des résultats (4). On pourra leur reprocher la même négligence au sujet des contributions. Plutôt que de presser la confection des rôles et de hâter les versements, ils estiment plus avantageux pour leur prestige auprès de leurs administrés de protester contre l'obligation du paiement en nature (5) et de critiquer les modalités de l'emprunt forcé.

Plus caractéristique encore est leur attitude à l'égard du clergé. Ils n'ignorent pas qu'en dépit de toutes les lois révolutionnaires la plupart des non-conformistes ont regagné leurs paroisses et restauré l'exercice du culte. Ils savent que les instructions de l'abbé Vernet sont fidèlement suivies et que pas un seul insermenté n'a fait la déclaration requise par le décret du 7 vendémiaire an IV. Tous les commissaires du pouvoir leur signalent que « partout les réfractaires reprennent leurs fonctions avec audace et effronterie, en déclarant ouvertement que jamais ils ne feront acte de soumission » (6). Les ministres leur transmettent les plaintes et les dénonciations qu'ils reçoivent de toutes part, mais la crainte des réactions populaires et aussi leurs convictions intimes refroidissent leur zèle et enchainent leur activité. Ils s'efforcent même, au grand scan-

(1) Arch. Ard., L. 141, procès-verbal du 21 nivôse IV.

(2) Fonds Mazon, chr. T. 25. — Lettres de Flaugerques du 18 ventôse et du 2 floréal VI. Cf. aussi Arch. nat. F. 1 C III, Ard. 7, — Compte-rendu décadaire du 11 floréal VI.

(3) Les 19/20 des réquisitionnaires ne sont pas partis, écrit le juge de paix de Largentière, le 23 messidor, IV, au ministre de la police. L'agent municipal de Viviers parle de 6.000 déserteurs dans le département, lettre du 6 brumaire V au ministre de la police, Arch. nat., F. 19, 1.005.

(4) Rapport du ministre de la police au directoire, F. 7, 7.136 et lettre du ministre de la justice à Braveix le 18 thermidor IV : « on se donne l'air d'agir et on ne fait rien... » F. 19, 1.005.

(5) Arch. Ard., L. 137, procès-verbal 18 brumaire IV. — Le 24 messidor IV, le département n'a encore rien payé en grains. — L. 202. — Cf. L. 140, procès-verbal du 10 messidor V, lettre du ministre des finances sur la lenteur de la rentrée des impositions et L. 141, procès-verbal du 14 brumaire VI : il reste à recouvrer sur les impositions de 1790 à la fin de l'an V, 2.046.518 livres.

(6) Lettre du commissaire du directoire de Vernoux du 22 fructidor IV, Arch. nat., F. 19, 1.005.

dale des Jacobins (1), d'atténuer les infractions à la loi et ils n'ordonnent des perquisitions qu'autant qu'ils peuvent escompter un résultat négatif. Ils enregistrent avec satisfaction et s'empressent de communiquer au pouvoir exécutif les témoignages des autorités locales qui toutes affirment qu'elles ne connaissent, dans leur ressort, aucun prêtre sujet à la déportation (2).

Les commissaires près des tribunaux eux-mêmes observent qu'il serait dangereux de heurter les sentiments de la population. Les rapports de tous les juges de paix, en messidor an IV, constatent que le paysan est fort attaché à sa religion et qu'il ne tolérerait pas qu'on touche à ses églises ni à ses prêtres. A vouloir agir par la force, il faudrait des troupes considérables, et, même avec leur appui, on aurait à redouter, surtout dans la montagne, de graves complications qui ne se dénoueraient pas sans effusion de sang (3). « Les prêtres, note Braveix, le 2 fructidor IV, ont pris un empire sur le peuple tel qu'il ne paraît pas possible d'en faire arrêter aucun, quand même il serait coupable ». Le 23 messidor, il écrivait déjà : « Si on prend des mesures de rigueur... on risque une explosion » (4). Plusieurs patriotes, qui passent pour favorables aux Jacobins, insinuent même qu'il serait plus politique de faire un geste d'apaisement et de donner satisfaction au vœu des catholiques. « Il faut nécessairement, déclare l'agent municipal de Viviers, le 6 brumaire an V, que la loi sur la police des cultes soit rapportée ou modifiée » (5).

Aussi les divers fonctionnaires ne s'avisent-ils guère de contrarier les manifestations religieuses. Les prêtres vont librement, aussi bien dans les villes que dans les campagnes, et, si le zèle indiscret d'un patriote provoque l'arrestation de quelques-uns, ils sont aussitôt remis en liberté (6).

Cette complicité tacite ne profite qu'aux seuls réfractaires. Les conformistes ont perdu toute influence et tout crédit sur la population catholique. Les défections sont nombreuses dans leurs rangs, et le schisme est en voie d'extinction rapide. Son chef, l'abbé Chamblon, ancien vicaire épiscopal, ne parvient pas, malgré tous ses efforts, à lui insuffler un regain d'activité et de vie. Il a repris l'exercice du culte à St-Etienne-de-Boulogne dans la chapelle de Pramailhet, qu'il a l'ambition de transformer en église cathédrale ;

(1) Lettre du commissaire de Largentière au ministre de la police générale, 16 germinal IV, Arch. nat., F. 7, 7.136.

(2) Arch. Ard. L. 203 et Arch. nat., F. 19, 1.005 et F. 7, 7.173.

(3) Rapport de Perrier, commissaire du directoire près les tribunaux, au ministre de la justice le 1^{er} fructidor IV, Arch. nat., F. 19, 1.005. Cf. aussi réponses d'une trentaine de juges de paix du département.

(4) Arch. nat. F. 19, 1.005, Lettres de Braveix au ministre de la police générale.

(5) Arch. nat. F. 19, 1.005.

(6) Le curé et le vicaire de Mayres, arrêtés en floréal IV, sont remis en liberté, quelques jours après, sur avis favorable de l'administration centrale. — Arch. Ard., L. 137, procès-verbal du 13 floréal.

mais son projet de grouper en une vaste association tous les prêtres assermentés, sous le titre de « clergé et chapitre du diocèse de Viviers », ne recueille que de rares adhésions (1). Ses collègues, les autres vicaires épiscopaux, s'en désintéressent ; Mgr de Savine, lui-même, refuse de s'embarquer dans cette galère.

Il ne daigne même pas reparaitre dans son diocèse, et à toutes les sollicitations de l'abbé Chambon, à tous les appels anxieux, il ne trouve à répondre, le 25 prairial an IV, que ces mots déconcertants, qui semblent sonner le glas de l'Eglise constitutionnelle dans le Vivarais : « Je ne puis vous donner d'autre conseil, dans les circonstances présentes, que de vous soumettre à la direction des commissaires de M. l'archevêque de Vienne ou d'interrompre vos fonctions. J'ai reconnu moi-même que je n'avais pas de juridiction proprement dite » (2).

L'abbé Chambon est étourdi par ce coup de massue, mais, avec son obstination têtue de paysan, il ne tarde pas à revenir à la charge. Il écrit lettres sur lettres à Savine pour le supplier de reprendre sa houlette de pasteur. L'évêque désabusé n'y songe guère : « Que puis-je faire, gémit-il le 27 ventôse an V, cette fameuse Constitution du clergé n'était qu'un météore passager, un fantôme..... Nous sommes les pasteurs des prêtres, comme les prêtres sont les pasteurs des peuples, mais que puis-je être à présent à la tête du clergé du diocèse ? Il est composé d'ecclésiastiques qui, à peu près tous, ont refusé ou rétracté le serment. Dans cet état de choses, je ne puis que me réduire à la nullité. » (3).

L'abbé Vernet profite de ce cri de découragement et de cet aveu d'impuissance pour jeter l'interdit sur la chapelle de Pramaillhet (4) et le schisme qui n'a plus que quelques rares adhérents achève d'agoniser. Dans les premiers mois de 1796, les commissaires du pouvoir exécutif ne connaissent pas plus de 5 ou 6 curés conformistes (5) qui aient reparu dans leurs églises et leur nombre n'augmente guère. Le 23 messidor an IV, le juge de paix de Largentière constate avec dépit que « cette commune est peut-être la seule du département à posséder un prêtre soumissionnaire », et il note que ce trait de civisme est considéré comme un scandale intolérable, une abomination, dans les paroisses voisines. A Aubenas, on fait prier publiquement au prône pour la conversion des schis-

(1) *Vie de Vernet*, par DABERT, p. 115.

(2) Lettre ostensible à un prêtre du diocèse, citée par les *Lettres apologétiques* 192 p.s.l. 1.800 biblioth. d'Annonay, p. 31. Déjà, dans ses lettres du 2^e jour complémentaire III et du 26 vendémiaire IV, Savine déclare qu'il ne peut blâmer les personnes qui exercent dans son diocèse des pouvoirs au nom du pape ou du métropolitain. — Cf. *Lettres apologétiques*, p. 9.

(4) Lettre à un curé du diocèse, du 27 ventôse an V. Fonds Mazon F. 36.

(5) *Vie de Vernet*, par Dabert, p. 133.

(6) Arch. nat., F. 7, 7.136 et F. 19, 1.005.

matiques de Largentièrre (1). En l'an V, d'ailleurs, l'habile diplomatie de Vernet parviendra à décourager cet intrus et à l'éloigner (2).

Le même cas se produit à Viviers et aux Vans. Deux prêtres exerçaient leur ministère à Viviers, après avoir satisfait à la loi du 7 vendémiaire ; or, le 6 brumaire an V, l'agent municipal écrit au ministre de la police générale qu'ils viennent de se rétracter « non officiellement, mais d'une manière publique et scandaleuse » (3). Aux Vans, l'ancien vicaire constitutionnel, l'abbé Ranc, qui avait profité de l'installation d'un nouveau commissaire du pouvoir exécutif jacobin pour s'emparer de l'église, est chassé par la population indignée, au printemps de 1797. C'est un curé « chargé des pouvoirs de l'évêque d'Uzès » qui le remplace (4). A Montréal, à Montselgues, les partisans des deux cultes rivaux en viennent aux mains (5), mais, là encore, devant l'attitude menaçante de la majorité des fidèles, le conformiste juge prudent de disparaître.

D'ailleurs, si peu enviable que paraisse le sort des réfractaires, la situation morale et matérielle des jureurs et intrus est plus lamentable encore. Partout les catholiques s'écartent d'eux et refusent d'avoir recours à leur ministère, les prêtres fidèles les anathématisent et contestent la validité des sacrements qu'ils administrent. Alors que les paysans, même si leur générosité est un peu mesquine entourent de respect et de vénération les confesseurs de la foi, ils n'ont que mépris, dédain et moquerie pour les assermentés (6). Ces malheureux ne trouvent quelque appui que parmi les rares Jacobins, eux aussi en butte à la malveillance de la population. Depuis qu'ils n'ont plus de situation officielle, aucun fonctionnaire ne se soucie d'intervenir en leur faveur. Privés de leur maigre traitement, la plupart sont dans le dénuement, et parfois, dans la plus noire misère. Quelques-uns trouvent un refuge dans leur famille, d'autres s'adonnent aux métiers les plus divers. Les uns deviennent cultivateurs, manœuvres, bûcherons, d'autres, maîtres d'école, greffiers et même juges de paix, mais beaucoup sont incapables de gagner leur vie et souffrent la faim (7).

(1) Arch. nat., F. 19, 1.005, Lettre au ministre de la justice.

(2) Fonds Mazon, F. 36, Lettre de Vernet aux fidèles de la paroisse de Largentièrre, s. d.

(3) Arch. nat., F. 19 1.005. Il est probable qu'il en fut de même pour Bonnet, Chollet, Taponier et Moulin qui, après s'être conformés à la loi du 7 vendémiaire IV, suspendirent l'exercice du culte, refusèrent de prêter le serment prescrit par la loi du 19 fructidor et furent frappés d'un arrêté de déportation le 14 nivôse VI. Arch. nat., F. 7, 4.371.

(4) Arch. Ardèche, L. 251, Lettre du commissaire des Vans au commissaire près l'administration centrale du 23 prairial V. Le canton des Vans relevait de l'ancien diocèse d'Uzès.

(5) Arch. nat., F. 19, 1.005, Lettre de Braveix au ministre de la police le 30 messidor IV.

(6) Arch. Ardèche, L. 251, Lettres du commissaire des Vans des 10 thermidor et 18 pluviôse V.

(7) Arch. nat., F. 19, 1.005, Lettre de Vienne, 1^{er} janvier 1797, au ministre de la police sur la misère des prêtres constitutionnels dans l'Ardèche. Cf. aussi F. 7, 7.284, dossier 1.819, rapport du 14 frimaire VI sur la situation du département de l'Ardèche.

Des caractères mieux trempés succomberaient dans ce désarroi du corps et de l'âme. Aussi le plus grand nombre, soit conviction intime, soit nécessité de vivre, se résignent-ils très vite à dépouiller la livrée du schisme et à rétracter leur serment entre les mains de l'abbé Vernet. Ils espèrent que, touché de leur contrition, il aura pitié d'eux et leur confiera de nouveau une paroisse qui leur assurera au moins le pain quotidien. « La mission de Vernet, écrit Delichères (1), a eu un grand succès dans le département.. On n'y a mis aucune opposition. Tous les prêtres sermentés se sont successivement rétractés dans les oratoires, devant le peuple, de la manière la plus humiliante. Le besoin et l'espoir d'être placés, au moment où on les berce du rétablissement du culte dans sa première splendeur, détermine les uns..... les autres sont décidés par la crainte d'être sacrifiés à la vengeance. »

Pour éclairer pasteurs et fidèles, Vernet répand à profusion dans les diverses paroisses les écrits et libelles contre la Constitution civile du clergé ; il donne une large publicité aux brefs de condamnation du souverain pontife, à la lettre pastorale de Mgr d'Aviau du 30 mai 1796 et aux rétractations de personnages importants (2). Le succès couronne ses efforts. De l'an III à la fin de l'an V, pour la seule partie du Vivarais qui relevait de l'ancien diocèse de Viviers, l'abbé Vernet ne reçoit pas moins de 125 rétractations (3), mais il inflige de dures pénitences, et ce n'est qu'après de longs mois d'épreuve qu'il appelle à de nouvelles fonctions les prêtres qui ont fait amende honorable.

Vernet, le 20 mai 1796 (4), publie un règlement minutieux sur la nouvelle organisation qu'il entend donner au diocèse. Au point de vue matériel, il impose aux paroisses des subventions obligatoires (5) pour assurer une honnête subsistance à leurs pasteurs. Dans chaque canton, il délègue ses pouvoirs à un prêtre zélé (6), qui est responsable de la vie religieuse du pays et qui a autorité sur les desservants des diverses paroisses, sur les catéchistes et les fidèles. C'était un travail de longue haleine qui n'était pas encore terminé à la veille de fructidor, mais déjà, au printemps de 1797, lors de sa rentrée en

(1) Manuscrit de Delichères, p. 276. Cf. aussi Arch. nat., F. 7, 7.147 B., dossier 3.891, Lettre du commissaire de Largentière à Braveix du 15 germinal IV.

(2) Déclaration et rétractation de Panisset du 22 février 1796, 23 p. s. l., lettre de Panisset, évêque constitutionnel du Mont-Blanc, aux évêques, ses consécrateurs, 15 p. — Vincent. Lausanne. Fonds Mazon F. 36.

(3) *Vie de Vernet*, par DABERT, p. 111. Cf. aussi Arch. nat. F. 7, 7.342 sur l'activité de Cartal dans le haut Vivarais et les nombreuses rétractations qu'il obtint.

(4) *Vie de Vernet*, p. 115. Cf. aussi Fonds Mazon F. 36, lettre des préposés au gouvernement du diocèse à tous leurs confrères dans le sacerdoce 1^{er} juin 1796.

(5) Arch. nat., F. 7, 7.284, rapport du 14 frimaire VI. Cf. aussi manuscrit de Delichères, p. 263 et 278.

(6) Lettre de Vernet au citoyen curé à St-Agrève, du 25 octobre 1796, publiée par Mazon dans la « Revue du Vivarais » du 15 juin 1902.

France, Mgr d'Aviau eut de longs entretiens (1), à Aubenas et à St-Symphorien, avec les chefs de canton, qui lui permirent d'apprécier les heureux résultats dûs au zèle de l'abbé Vernet.

Le déclin de l'église constitutionnelle, en supprimant la principale cause des conflits religieux, favorise la restauration du culte public. Dans les villes, il reste confiné quelque temps encore dans les maisons particulières ; mais, dans les campagnes, les catholiques reprennent vite possession des églises (2). Les autorités ferment les yeux. Souvent même, sous la pression de la population, elles sont obligées de remettre en état les édifices du culte et les chapelles ou tribunes réservées aux diverses confréries (3). Les presbytères reviennent, eux aussi, à leur première destination. Si les occupants cèdent bénévolement la place, le calme n'est pas troublé, mais des scènes pénibles se produisent en cas de résistance. A Aubenas, on insulte Croze, qui a acquis de la nation la maison presbytérale et refuse de l'évacuer (4). A Lyas, la foule pénètre par effraction dans la cure, malmène le locataire, et, en un clin d'œil, déménage tout son mobilier dans la rue, par la porte et les fenêtres (5).

L'estimation des demi-arpenets de jardin réservés aux curés, et dont la loi vient de prescrire l'aliénation, soulève de graves difficultés. Des manifestations violentes éclatent à Vion, à St-Andéol-de-Bourlenc, à Antraigues. On sonne le tocsin. Les femmes et les paysans, armés les uns de fusils, les autres de pierres ou de bâtons, assaillent les experts et les forcent à se retirer. Quelques-uns sont blessés. Vigne d'Antraigues est laissé pour mort, les autres s'empressent de donner leur démission (6).

Les lois sur l'état civil ne sont pas mieux respectées. Les prêtres, écrit le commissaire du pouvoir exécutif des Vans le 18 pluviôse an V, « baptisent, marient et enterrent, tiennent registre de tout et font entendre aux peuples ignorants qu'ils n'ont pas besoin de s'adresser à l'officier public » (7). On recueille les mêmes plaintes à Lamastre et à Annonay (8).

(1) *Vie de Mgr d'Aviau*, par l'abbé LYONNET, T. 2, pp. 42, 64. *Vie de Vernet*, p. 129-132. —

(2) Arch. nat., F. 19, 1.005, Lettre de Vienne du 1^{er} janvier 1797... « Je m'aperçois tous les jours que les réfractaires s'emparent de toutes les églises dans le département de l'Ardèche et des pays circonvoisins. »

(3) A St-Marcel, le 23 frimaire IV, la population oblige l'agent municipal à faire réparer la chapelle des pénitents. Arch. Ardèche, L. 171.

(4) Manuscrit de Delichères, p. 262.

(5) Arch. nat. F. 19, 1.005, Lettre du juge de paix de Privas à l'administration centrale, 19 frimaire V.

(6) Arch. nat., F. 19, 1.005, Lettre de Perrier, commissaire près les tribunaux, du 1^{er} fructidor IV ; — lettre de Gleizal du 16 thermidor au ministre son ancien collègue ; — lettres du commissaire près l'administration centrale au ministre de la police des 6 thermidor et 4 fructidor IV. — Cf. aussi Arch. Ardèche, L. 138, procès-verbaux des 28 prairial et 6 thermidor IV.

(7) Arch. nat. F. 2 I, 382, lettre du commissaire des Vans à l'administration centrale.

(8) Arch. nat., F 2 I, 382.

Les cloches sonnent, comme sous l'ancien régime, pour appeler les fidèles aux offices, et le commissaire des Vaus, qui a voulu empêcher cet « usage fanatique », constate, le 24 prairial an V, qu'il ne peut plus résister à la pression de la foule déchaînée. Le peuple s'est emparé des clefs du clocher, et « il fera sonner les cloches tant qu'il lui plaira..... Mes réquisitions sont comme si elles n'avaient jamais existé. Là où le fanatisme triomphe, les lois républicaines ne peuvent qu'être foulées aux pieds » (1).

Dans la plupart des paroisses, les processions traditionnelles se déroulent avec la même solennité qu'autrefois. « Jamais, écrit Delichères, parlant de la procession de l'Ascension, à Aubenas, en 1797, je n'en avais vu d'aussi nombreuse. Elle a été tranquille. La municipalité a gardé le silence. Alors, ce premier pas fait, on en a préparé une nouvelle, beaucoup plus brillante encore, et, le jour de la Pentecôte, on s'est livré à un étalage de mascarade et de pompe sans exemple. Tous les prêtres s'y sont trouvés. Une trentaine de jeunes gens ont escorté en armes le Saint-Sacrement. On a insulté les citoyens qui gardaient leur chapeau sur la tête..... Depuis, les processions n'ont pas cessé. Champanhet en a fait une, le 3 août, à Prades, et, quelques jours après, une autre à La Blachère (2). » Les cérémonies expiatoires pour la profanation des églises ou la destruction des croix et calvaires se multiplient, et, le plus souvent, fournissent à la population l'occasion de manifester bruyamment ses sentiments d'hostilité à l'égard des Jacobins. Parfois elles prennent un caractère nettement provocateur. On abat les arbres de la liberté, et on affecte d'ériger croix et calvaires sur leur emplacement, au milieu des chants religieux et, souvent aussi, des cris contre-révolutionnaires... (3).

A Laurac, le commissaire du pouvoir exécutif du canton de Largentière, après avoir dressé procès-verbal d'une manifestation de ce genre, constate avec dépit qu'il n'y a rien à faire pour s'y opposer : « Je ne trouverais pas, dit-il, un seul témoin pour constater le fait » (4).

Souvent, les autorités locales sont de connivence avec les instigateurs du délit. A Lamastre, l'attroupement, qui, le 1^{er} vendémiaire an IV, rouvre l'église, a à sa tête l'agent national, Dubesset, qui, le 17 brumaire, sera nommé juge de paix du canton. Le principal meneur est un jeune réquisitionnaire insoumis, Deygas Villeneuve. « La cocarde tricolore est foulée aux pieds aux cris de : Vive le roi, à bas la république ! »

Le 16 nivôse an IV, le même Deygas Villeneuve lance un nouvel

(1) Arch. Ardèche, L. 251.

(2) Manuscrit de Delichères, pp. 277-278.

(3) Arch. nat., F. 7, 7.136, rapport du ministre de la police au directoire s. d.

(4) Arch. nat., F. 19, 1.005, Lettre du commissaire de Largentière à Braveix, 17 messidor IV.

appel à ses volontaires pour planter des croix à Macheville et à Lamastre. Il réunit un bataillon de 300 jeunes gens et leur distribue des ganses blanches. Les arbres de la liberté sont renversés et leurs débris alimentent un immense feu de joie, autour duquel s'organise une joyeuse farandole. Les Jacobins accusent le juge de paix d'avoir lui-même fourni les pelles et les pioches, et l'agent municipal, d'avoir distribué de l'eau-de-vie aux manifestants. Le 16 pluviôse, jour de foire, une rixe violente éclate entre les partisans et les adversaires de Dubesset. Deygas Villeneuve et son frère Duverger interviennent encore et dispersent les républicains à coups de matraque.

Quelques citoyens de Lamastre, exaspérés de la passivité des pouvoirs publics, s'adressent au Conseil des 500. Dans un long mémoire, plein de fiel, ils exposent la situation du canton de Lamastre, qui « fut assez malheureux pour n'avoir dans son arrondissement que des prêtres réfractaires ». Le culte s'exerce publiquement dans toutes les paroisses sans soumission, sans respect pour la loi. Les prêtres, affirment-ils, « prêchent ouvertement la contre-révolution », en plein accord avec l'administration municipale. Dans tout le canton, on ne trouverait pas 3 arbres de la liberté qui aient échappé au vandalisme des aristocrates et des royalistes. La municipalité, qui « abhorre l'anarchie autant que le royalisme », profite de cette dénonciation pour rejeter, le 15 prairial, sur les Jacobins toute la responsabilité des troubles survenus, et elle demande au département de frapper sans pitié ces énergumènes, qui ne connaissent que l'injure et la calomnie (1).

Des incidents aussi graves surgissent à St-Pierreville (2), à Colombier-le-Jeune, à Gilhoc, à St-Félicien (3), à Rochemaure, à Vernoux (4) et dans la plupart des communes de la montagne. L'administration centrale, lorsque ces forfaits lui sont signalés, renouvelle ses arrêtés sur l'application des décrets, envoie des commissaires pour prendre des informations, et prescrit aux juges de paix de poursuivre les délinquants ; mais les juges de paix n'entament aucune procédure, et les conclusions des délégués du département tendent invariablement à excuser les catholiques et à inculper les Jacobins (5).

(1) Arch. nat. F. 19, 1.005. — Nombreuses pièces, lettres, rapports, pétitions sur les affaires de Lamastre. — Cf. aussi F 7, 7.136, rapport du ministre de la police au directoire, et Arch. Ardèche L. 203 et L. 251, correspondance du commissaire près l'administration centrale. Cf. encore les notes de l'abbé Malleval, citées par Tartary dans la *Revue du Vivarais* du 15 avril 1902, p. 177.

(2) Arch. nat., F. 7, 7.147 B.

(3) Arch. nat., F. 19, 1.005, au sujet des incidents de Lamastre, nombreuses allusions à des troubles de même nature à Colombier, St-Félicien...

(4) Arch. Ardèche, L. 138, procès-verbal du 1^{er} germinal IV.

(5) Arch. nat., F. 7, 7.136, rapport du ministre de la police au directoire.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que, malgré les imputations de certains patriotes, les prêtres, dociles aux conseils de l'abbé Vernet, agissent en général avec prudence et réserve. Tout en profitant de l'agitation populaire pour soustraire leur ministère au contrôle des lois, ils évitent de se compromettre dans des manifestations plus politiques que religieuses ; et Delichères, lui-même, qui ne les aime guère, est obligé de convenir que, « s'ils exaspèrent l'opinion, ce n'est point en public, ni par aucune démarche extérieure » (1).

Les administrateurs se portent garants de la correction de leur attitude et, bien loin de songer à les poursuivre, ils trouvent plus expédient de communiquer aux habitants les dénonciations des Jacobins. C'est un moyen d'assurer leur popularité et de se venger de leurs adversaires, en les désignant à la vindicte publique (2). Le juge de paix de Jaujac en fait la douloureuse expérience. La divulgation de son mémoire sur l'exercice illégal du culte catholique lui vaut de terribles inimitiés. Il ne peut plus sortir de chez lui sans être hué et insulté et, à tout instant, il court le risque d'être assassiné (3).

Le département profite de toutes les imprudences ou intempérances de langage des patriotes exclusifs pour les déconsidérer dans l'opinion, les flétrir comme anarchistes et terroristes, en attendant l'occasion de les frapper sans pitié. Tous les juges du tribunal civil et criminel, le président du tribunal, l'accusateur public, les présidents des jurys et la plupart des juges de paix nourrissent les mêmes antipathies. A tout instant, les Jacobins écrivent à Gleizal et à St-Martin que la liste des jurés est effrayante pour leurs amis. Un républicain, mis en accusation, est sûr de sa condamnation, tandis que royalistes et brigands, fraternellement confondus dans les mêmes rassemblements criminels, sont invariablement acquittés, même après l'aveu ou la preuve de leur culpabilité (4).

Si ces accusations sont exagérées, elle ne sont pas dépourvues de tout fondement. A mesure que l'influence des modérés s'affirme dans le Directoire exécutif et les deux Conseils, la réaction s'accroît dans le département. Toutefois, elle reste assez bénigne dans l'ancien district du Mézenc et la plupart des communes du Coiron. A Annonay, à Tournon, à Aubenas, les municipalités, tout en favorisant

(1) Manuscrit de Delichères, p. 253. Cf. aussi Arch. nat., F. 19, 1.005, les réponses des juges de paix.

(2) Arch. nat., F. 7, 7.147 B., dossier 3.891. — Le commissaire des Vans le 18 thermidor IV supplie le ministre de tenir secrets les renseignements donnés, pour ne pas mettre ses jours en danger.

(3) Arch. nat., F. 19, 1.005. Lettre de Teissier, juge de paix de Jaujac, au ministre de la justice le 20 fructidor IV. « Votre lettre a fini de me mettre sous le couteau ».

(4) Arch. nat., F. 7, 7.136, Lettre du commissaire de Largentière au ministre de la police, 16 germinal IV, et F 19, 1.005. Lettre du juge de paix de Largentière au ministre de la justice, 23 messidor IV.

les adversaires de la révolution et en négligeant l'application des lois, s'efforcent d'éviter tout déni de justice trop criant et ne soulèvent pas de protestations bruyantes. Les Jacobins baissent la tête et cherchent à se faire oublier. A Lamastre, à Vernoux, les républicains se résignent plus difficilement à la perte de leur crédit, mais leurs plaintes (1) trouvent peu d'écho dans la population, et le calme se maintient.

Il n'en est pas de même dans le midi et le sud-ouest du département. Dans ces régions, les haines politiques sont trop vives, les rancunes trop impitoyables pour qu'on puisse escompter le moindre répit. Les épithètes de royalistes, muscadins, chouans et brigands répondent invariablement aux qualificatifs de terroristes, anarchistes, buveurs de sang. Les injures provoquent les voies de fait et les attaques à main armée, qui aboutissent à de véritables assassinats (2).

A Villeneuve-de-Berg, la parti avancé est parvenu, aux élections de l'an IV, à reconquérir le pouvoir, mais une forte minorité, bien organisée, entretient une violente agitation dans la commune. A tout instant, en brumaire et en frimaire, dans les maisons, dans les rues, sur les places publiques, on entend des cris séditieux : « A bas la république, à bas la Convention nationale ! » Les aristocrates sont à l'affût des moindres prétextes pour exciter et soulever la population contre la municipalité. On se moque de ses déclarations, on tourne en ridicule ses appels au calme. Le principal meneur est un étranger, Joffre, de Montélimar, qui a établi son quartier général dans la maison de Barruel, ancien officier de la sénéchaussée. La municipalité crie au complot et à l'insurrection. Elle prétend que le plan des royalistes est d'attaquer la garde nationale et de la désarmer pour opprimer les patriotes (3).

Le 26 frimaire, l'agent municipal fait renforcer les postes de garde et prescrit des perquisitions dans les maisons suspectes. Durant la nuit, des portes sont enfoncées, des habitations envahies, plusieurs particuliers sont blessés et l'un d'eux, Bernard, qui a dû se réfugier sur le toit, essuie plusieurs coups de fusil. Les amis de Barruel s'empres- sent de déférer ces attentats au département. Ils accusent les Jacobins de pousser au meurtre et au pillage et de vouloir remettre la terreur à l'ordre du jour. Ils supplient l'administration centrale d'accorder assistance et protection aux honnêtes gens, qui ne sont

(1) Cf. leurs nombreuses lettres aux divers ministres. Arch. nat., F. 7, 7.136, 7.173 et F. 19 1.005.

(2) *Ibidem* Cf. Lettres de Châteauneuf-Randon, Motte, Blachère, Rouvière, Braveix...

(3) Fonds Mazon, chron. T. 19, Lettre de l'agent municipal à l'administration centrale du 10 frimaire IV. Procès-verbal de l'administration de Villeneuve-de-Berg, 24 et 29 frimaire IV. Cf. aussi Fonds Mazon, chr. T. 16, nombreuses pièces sur les troubles de Villeneuve-de-Berg de frimaire et nivôse IV, surtout des procès-verbaux de la municipalité et des informations judiciaires.

plus en sécurité chez eux (1). Par son arrêté du 30 frimaire (2), le département ordonne une enquête sur le rôle de la municipalité et envoie sur le champ à Villeneuve-de-Berg un détachement de 30 hommes, avec un officier de gendarmerie, pour assurer la sécurité des individus et le respect des propriétés (3). Les contre-révolutionnaires triomphent.

A Joyeuse, la partialité du juge de paix suscite de nombreuses réclamations au ministre de la justice et de la police générale. Il poursuit sans pitié les citoyens qui déclarent que les autorités sont mal constituées : il condamne un républicain, pour de légères critiques à l'adresse de l'administration, et il ne prend aucune mesure contre un aristocrate qui a frappé d'un coup de sabre et grièvement blessé un patriote, qui tenait des propos désobligeants pour les royalistes. Il refuse d'engager une procédure contre un déserteur, qui a dissous par la force une assemblée de canton, et il ne considère pas comme un délit les cris de : « Vive le roi et à bas la république ! » (4). Le département, à qui les divers ministres communiquent ces doléances, se garde bien d'intervenir pour stimuler le zèle de ce juge de paix (5).

A Bourg-St-Andéol, à la suite de bagarres qui, les 2 et 4 pluviôse, mettent aux prises la garnison et la population, les administrateurs incriminent l'attitude provocatrice des officiers. Poussés par les Jacobins, ils ont troublé sans motif une innocente farandole de paysans. On prétend que la foule a proféré des cris séditeux. Les commissaires du département n'en ont pas connaissance, mais ils viennent d'apprendre que le commandant Giboyer, qui a maltraité un membre de la municipalité, était en état de désertion (6).

Annony, à son tour, dénonce les agissements des délégués de Reverchon, qui sèment le désordre dans ses murs. Par leur apologie du terroriste Javogues et leurs cris de : Vive la montagne ! ils ont provoqué, le 23 nivôse, une grave contre-manifestation. Des jeunes gens et des militaires en congé, qui portaient des ganses blanches à leurs chapeaux, ont chanté le Réveil du Peuple. Les agents de Reverchon ont voulu les faire arrêter. Une rixe a éclaté, accompagnée de coups de fusil. L'administration centrale appuie les pro-

(1) Arch. nat., F. 7, 7.136, Plaintes des habitants de Villeneuve-de-Berg du 27 frimaire an IV.

(2) Arch. Ard., L. 137, procès-verbal et arrêté du 30 frimaire.

(3) Arch. Ard., L. 203, Lettre de l'administration centrale au ministre de l'intérieur, 2 nivôse IV.

(4) Arch. nat., F. 7, 7.136, Rapport du ministre de la police générale au directoire s. d., procès-verbal et extrait des dépositions faites devant le juge de paix de Joyeuse, envoyés par Braveix au ministre de la police le 13 ventôse IV.

(5) Arch. nat., F. 19, 1.005, Lettre du ministre de la justice au commissaire près l'administration centrale, du 10 thermidor IV.

(6) Arch. Ardèche L. 203, Lettres du département au ministre de la police du 7 pluviôse et du 15 ventôse IV. Cf. aussi L. 137, procès-verbal du 7 pluviôse.

testations de la municipalité et la députation de l'Ardèche, le 2 pluviôse, demande au ministre de la police de réprimer les incartades de ces commissaires (1).

La lutte entre Jacobins et aristocrates est encore plus vive à Largentière, depuis les élections de l'an IV. Au cours d'une assemblée fort orageuse, cette ville a nommé un agent municipal et un juge de paix suspects de terrorisme. Les autres communes du canton, sous prétexte que les formes légales ont été violées, contestent la validité des choix de Largentière, et leurs élus, contre-révolutionnaires notoires, refusent d'organiser la municipalité. Depuis lors, les haines, les inimitiés individuelles et les représailles collectives ont créé dans le pays une véritable atmosphère de guerre civile (2).

Le 2 pluviôse, jour de foire à Largentière, une trentaine de jeunes gens de Rocles et de Montréal, excités par de fréquentes libations, chantent à gorge déployée le Réveil du Peuple avec, en guise de refrain : Vive le comte d'Artois ! la nation sous les pieds ! Vive la famille royale ! Au diable la Convention ! Vive le roi ! Des habitants de Largentière interviennent pour faire cesser ce scandale. Des injures sont échangées ; un pugilat s'engage et plusieurs citoyens sont blessés. Aussitôt la garde nationale est alertée, et cinq des principaux meneurs sont incarcérés, sans aucune formalité. Le juge de paix, Rouvière, ne songea à décerner des mandats d'arrêt qu'après l'assignation des témoins. Le bruit courut même dans les communes voisines que les prisonniers avaient été malmenés et privés de nourriture.

La population est indignée et, le 7 pluviôse, 200 à 300 paysans marchent en armes sur Largentière, bien résolus à forcer les portes de la prison et à délivrer leurs concitoyens. Une fusillade éclate à l'entrée de la ville, mais la petite garnison riposte avec vigueur et contraint les assaillants à battre en retraite. Le 13 pluviôse, l'administration centrale, prévenue de ces graves incidents, expédie un détachement de 60 hommes à Largentière, avec deux commissaires, Michel et Saléon, pour rétablir l'ordre.

Le 17, les délégués du département organisent la municipalité cantonale. Le premier acte de « ces 12 gros royalistes bien prononcés » (3) est de rendre la liberté aux prisonniers. Ils blâment l'irrégularité de la procédure du juge de paix et inculpent de détention

(1) Arch. nat., F. 7, 7.097, dossier 1.381. — Lettre des députés de l'Ardèche du 2 pluviôse et rapport du commissaire d'Annonay du 16 pluviôse.

(2) Arch. nat., F. 7, 7.136, Sur les troubles de Largentière, volumineux dossier de lettres, délibérations, pétitions et rapports de l'administration centrale, de la municipalité, du commissaire et du juge de paix de Largentière et du ministre de la police. Plusieurs pièces aussi dans F. 19, 1.005. Cf. encore Arch. Ard. L. 203, transcription de lettres reçues et expédiées et L. 137, procès-verbaux de l'administration centrale.

(3) Arch. nat., F. 19, 1.005. Lettre du juge de paix du 23 messidor IV.

illégal et arbitraire le gardien de la maison d'arrêt. Le 26 pluviôse, le président de l'administration du canton constate que la libération des détenus a ramené le calme et la tranquillité dans le pays. Les seuls instigateurs des troubles sont le juge de paix et l'agent municipal de Largentière, soutenus par le commissaire du directoire et une poignée d'anarchistes qui terrorisent leurs concitoyens.

Le juge de paix en appelle au ministre de la police générale. Dans son rapport du 20 pluviôse, il attaque la partialité de l'administration et l'accuse de soulever les passions de la populace contre les républicains. L'audace des royalistes est telle, ajoute-t-il, que les témoins assignés, craignant pour leur vie, n'ont pas osé faire leur déclaration. Plusieurs ont avoué en particulier que, s'ils parlaient pour rendre hommage à la vérité, leurs biens seraient pillés, leurs maisons dévastées et eux-mêmes courraient le risque d'être assassinés. Il est obligé de suspendre toute action judiciaire en attendant des ordres : car, dans les circonstances actuelles, il ne peut pas trouver d'huissiers pour porter les cédules. Tous allèguent leur salaire dérisoire en assignats et surtout les dangers auxquels ils s'exposeraient de la part des fanatiques.

Les esprits sont si exaltés que, quelques jours plus tard, de nouvelles difficultés surgissent. L'agent municipal de Joannas, Deleuze, est hué, injurié et maltraité dans les rues de Largentière. La municipalité cantonale, pour assurer la liberté de ses délibérations et la sécurité de ses membres, demande la translation provisoire de son siège à Montréal. Le département, trop heureux de trouver un prétexte pour brimer la ville jacobine, s'empresse de donner un avis favorable, le 28 pluviôse, et la députation de l'Ar-dèche intervient auprès du ministre pour faire ratifier ce transfert. Les Jacobins réagissent avec fureur. Blachère dénonce au Directoire les lâches complaisances du département et de la municipalité du canton pour les fauteurs de désordre. Les patriotes de St-Pierre-ville, de Lamastre, des Vans, de Vallon, de Villeneuve-de-Berg et d'Aubenas rendent, eux aussi, les administrations locales responsables de la perversion de l'esprit public et du progrès inquiétant des idées contre-révolutionnaires (1).

II

Dès la fin de pluviôse, le danger d'une insurrection imminente préoccupe les esprits. Le 6 ventôse, Blachère signale dans la région de Bannes des rassemblements suspects. Le 12 germinal, il écrit au général Motte « que les royalistes de cette contrée ourdissaient de

(1) Arch. nat. F. 7, 7.097 ; F. 7, 7.136, 7.173 et F. 19, 1.005. Nombreuses lettres et rapports divers. — Cf. surtout les lettres de Blachère au ministre de la police des 6, 15, 20 et 30 ventôse ; de Rouvière, juge de paix de Largentière, au ministre de la justice, du 20 pluviôse.

nouvelles trames contre la tranquillité et la sûreté publiques ». Le grand coup « doit éclater dans 20 jours..... deux généraux sont à la tête de l'entreprise....., d'autres chefs les secondent..... plusieurs milliers d'hommes doivent y concourir. » Les conjurés, ajoute-t-il, ont l'intention « de se défaire de vous ainsi que de vos officiers par le fer ou le poison. » La tête des républicains est mise à prix et les patriotes de Largentière et les protestants de Vallon seront les premiers à tomber sous leurs coups. Le 15 germinal, en transmettant au gouvernement les noms et le signalement des chefs du complot, il précise que, ce jour-là même, au « marché de Largentière, on enrôlait publiquement. » Châteauneuf-Randon et Motte confirment les appréhensions des patriotes et Gleizal et St-Martin pressent le ministre de la police de prendre des mesures énergiques et rapides pour empêcher l'éclosion d'une nouvelle Vendée (1).

Les municipalités et les divers fonctionnaires mis en cause s'inscrivent en faux contre ces accusations malveillantes. St-André-de-Cruzières, le 8 ventôse, n'a jamais entendu parler de rassemblement. L'administration du canton de Bannes, le 16 ventôse, n'a aucune connaissance des prétendus complots qui s'organiseraient sur son territoire. Si Fontanieu est venu quelquefois à Bannes, personne n'a remarqué qu'il ait cherché à exciter des troubles. Le 27 ventôse, elle s'indigne de la mauvaise foi des Jacobins qui, de parti pris, dénigrent ce canton et veulent le faire passer pour un foyer de contre-révolution. Les commissaires provisoires de Bannes, des Vans, de Jaujac, de Joyeuse, de Valgorge, à leur tour, répondent de la tranquillité et du loyalisme de leurs concitoyens et presque toutes les municipalités qualifient de « chimère absurde » et de « calomnie infâme » les allégations de leurs adversaires (2).

L'administration centrale se hâte de communiquer au pouvoir exécutif ces informations optimistes et toute la députation de l'Ar-dèche assure le ministre de la police de l'impartialité et de la pureté d'intention des divers corps administratifs du département. Le seul reproche, écrivent Rouchon et Madier, (3) qu'ils auraient pu encourir, ce serait d'avoir fait preuve de trop de modération et de lenteur dans la poursuite des délits des terroristes et anarchistes qui ont usurpé le nom de patriotes de 1789 pour surprendre la confiance et la faveur du gouvernement.

Le malheur veut que ces déclarations si rassurantes et ces pro-

(1) Arch. nat., F. 7, 7.136, Lettres de Blachère, Lettre du ministre de la police à St-Martin et réponse de St-Martin, le 6 ventôse. Cf. aussi F. 7, 7.173. Rapport de Châteauneuf-Randon du 10 germinal.

(2) Cf. cette correspondance dans F. 7, 7.136 et F. 7, 7.147 B. — Cf. aussi Fonds Mazon, F. 12. — Lettres du commissaire de Joyeuse du 21 pluviôse et 24 ventôse.

(3) Arch. nat., F. 7, 7.136, Lettre de l'administration centrale au ministre de la police, le 14 pluviôse, et extraits de son procès-verbal du 20 pluviôse. Lettre de Rouchon au ministre du 8 ventôse. Lettre de Rouchon et Madier, le 23 germinal.

testations de fidélité à la Constitution coïncident avec les graves événements qui surviennent à la fin de germinal. Depuis plusieurs mois, des messagers mystérieux parcouraient le département. Ils arrivaient le soir dans un village ou une maison isolée et ils avaient disparu le lendemain. Ils avaient des rendez-vous clandestins et tenaient de longs conciliabules avec tous les suspects de la région : nobles, aristocrates ou émigrés, déjà compromis dans les soulèvements antérieurs. Malgré les noms d'emprunt dont ils s'affublaient, la perspicacité, toujours en éveil, des Jacobins avait réussi à percer la véritable identité de plusieurs de ces fourriers de guerre civile (1).

Le plus actif et le plus infatigable est Dominique Allier qui, en juillet 1792, au bois de Courry, commandait, avec le chevalier de Melon, le seul détachement qui ait disputé courageusement le passage aux troupes patriotes (2). Il est le frère du prieur Claude Allier, l'âme de la conspiration de Saillans et l'instigateur de la révolte de Charrier, qui a payé de sa tête sa haine de la Révolution. Un autre de ses frères, Charles, s'est battu vaillamment au siège de Lyon et a été fusillé par les troupes de la Convention. Lui-même a servi sous les ordres de Précý. Il a connu la prison et vu la mort de près, mais son audace lui a ménagé une heureuse évasion, qui l'a sauvé de la justice expéditive de la commission militaire (3). On le retrouve, en septembre 1794, préparant une incursion contre la ville d'Alais. Dénoncé et arrêté à Pont-de-Cèze, (4) il obtiendra du Comité de sûreté générale un arrêté qui le rendra à la liberté, comme opprimé par la faction de Robespierre (5).

Jamais de 1792 à 1796, il n'a connu de trêve ni de répit dans sa lutte contre le nouveau régime. Il ne quitte le fusil que pour endosser la balle du colporteur et, à la faveur de ce déguisement, rétablir la liaison entre les royalistes du Vivarais et de Lyon et les émigrés du Piémont, de Coblenz et de la Suisse (6). Entre deux coups de main, il porte des nouvelles aux princes ou transmet leurs ordres à leurs partisans.

(1) Lettre de Blachère du 15 germinal, F. 7, 7.136.

(2) Allier avait déjà été arrêté après l'affaire de Saillans, au début de 1793. — Cf. Archives parlementaires, T. 57, p. 598. — Lettre du procureur général syndic, datée de Privas, le 8 janvier 1793. Il s'évade peu après.

(3) Fonds Mazon, *Dictionnaire de l'Ardeche*, T. 2. Cf. aussi Arch. Chantilly, Z T., 186, Lettre de Condé à Wickham du 21 août 1795.

(4) Cf. réimpression du *Moniteur*, T. 21, p. 798-799. Lettre des administrateurs du district du Tanargue à la Convention nationale et extraits d'une lettre de Dominique Allier à Pelet de Gravière, du 21 août 1794.

(5) Arch. nat., F. 7, 7.173, dossier 8.181, Rapport de Châteauneuf-Randon du 24 floréal IV.

(6) Cf. Arch. de Chantilly Z. T. 186, lettre de Condé à Wickham, 21 août 1795. « Il (Allier) m'a été envoyé ou il est venu de lui-même, plusieurs fois, depuis le commencement de la Révolution, me dire des nouvelles de son pays ». Cf. encore pièces justificatives annexées à la conspiration de Saillans par Boissy-d'Anglas, 1792. Privas. A la fin de 1795, il est encore en Suisse pour solliciter de l'argent d'Imbert-Colomès et de Wickham. E conduit, il rentre en Vivarais, au début de 1796. — Cf. Arch. Chantilly, Z. T. 140. — Cf. aussi correspondance de Wickham, T. 1, p. 234.

Toujours par monts et par vaux, il dort au hasard de ses randonnées dans les fermes, dans les granges isolées ou dans les cavernes et les trous de rocher. Si on le recherche dans l'Ardèche, il est dans la Lozère, le Gard ou la Drôme, mais le plus souvent il séjourne dans la région de Bannes ou de Berrias ou parmi les bergers et les bûcherons de la forêt de Bauzon. Il se présente au paysan comme le défenseur de ses intérêts matériels et moraux les plus chers, le redresseur des torts sociaux et surtout le protecteur de la religion, des bons prêtres et de toutes les victimes de la Révolution. Il attise les haines et les colères de tous les mécontents et recrute des volontaires au nom du roi. Il est sans pitié pour les Jacobins et les espions, mais il ménage les petites gens et fait respecter leurs biens et leurs propriétés. Cette attitude lui vaut de précieuses sympathies dans les milieux ruraux et, même s'il ne décide pas facilement le cultivateur à s'enrôler dans sa troupe, toujours, au cours de ses pérégrinations, il trouvera chez lui un asile et il n'aura jamais à redouter aucune trahison (1).

Il a avec lui de vieux et fidèles compagnons : Perrochon, Fontanieu dit la-jambe-de-bois, Pagès, Ducros, Fabregat, Crégut (2), tous très populaires dans la région de Bannes, Berrias, Courry et St-Ambroix. Dans la montagne, il peut compter sur l'appui des brigands, contumaces et contrebandiers et de leurs chefs, Donat Duny, le roi de Bauzon, le petit Saillans, et surtout le fameux Degout Lachamp (3), plusieurs fois condamné à mort, toujours poursuivi et toujours insaisissable.

De nouveaux venus se sont joints à ces vétérans de l'insurrection et du désordre. Il y a là des émigrés chassés de Lyon par Reverchon : les deux Vernon, Laforest fils, le marquis de St-Just, Derouilhé La Vermalette, ou des inconnus comme Durieu, dit le chevalier de la Lune, dont l'identité n'a pu être percée. Le plus entreprenant est le chevalier de Lamothe, qui a opéré longtemps dans le Velay et le Forez et qui, au début de l'an IV, a essayé encore de soulever la ville d'Yssingeaux (4). Après son échec, il s'était réfugié à Lyon, mais la découverte du plan d'Imbert-Colomès l'a obligé à chercher une retraite plus sûre. Les uns et les autres agissent de concert avec le marquis de Besignan, le comte de St-Christol ou l'ex-prieur Béranger, qui harcèlent les républicains sur la rive gauche, toujours prêts à unir leurs bandes pour une entreprise plus importante.

(1) Cf. Les lettres d'Enjolras, juge de paix de Coucouron, Fonds Mazon, F. 47.

(2) Arch. nat., F. 7, 7.136, lettre de Blachère du 15 germinal, déjà citée. Cf. aussi Arch. Chantilly Z.T. 73. Lettre d'Allier à Condé du 12 janvier 1796 et T.90, Lettre d'Allier à Condé, s. d.

(3) Cf. multiples dénonciations des patriotes, Arch. nat., F. 7, 7.186, 7.147 B, 7.173 et F. 19 1.005.

(4) Manuscrit de Delichères, pp. 211 et 245.

On est un peu surpris de rencontrer, dans un milieu aussi mêlé, un homme d'une culture aussi haute et d'une délicatesse de sentiment aussi exquise que le marquis de Surville. Jeune, intelligent, spirituel, il est l'auteur de poésies longtemps attribuées à Clotilde de Surville. Ancien officier de l'armée royale, d'une noblesse éprouvée, fort connu et très apprécié à Viviers, il avait dû émigrer en 1792. Après le 9 thermidor, il ne put résister à l'attraction de la petite patrie et il profita de l'accalmie de l'an III pour repasser la frontière. Son besoin d'activité et son désir de se rendre utile le rapprochent du petit groupe de royalistes qui tiennent la campagne (1). Dans une proclamation datée du mois de mai 1796, il s'intitule commandant pour le roi de l'armée du Midi (2), mais, malgré le prestige de son nom et la confiance qu'inspire sa valeur, il ne jouera jamais qu'un rôle secondaire dans les diverses tentatives d'insurrection.

Au printemps de 1796, tous ces aventuriers exploitent habilement le mécontentement général qu'inspirent la création des mandats, le maintien des lois contre le clergé et les mesures prises contre la jeunesse réquisitionnaire, pour recruter des partisans, lever une petite armée et préparer la guerre civile (3). Leurs agents offrent 20 sols par jour aux volontaires, ou 6 louis d'or pour la durée de la campagne (4). Ils sèment la panique dans les campagnes, en dénaturant les événements et en colportant les bruits les plus tendancieux. A les entendre, neuf départements du midi sont soulevés, la plus grande fermentation règne à Marseille, les assassinats et les fusillades se perpétuent dans les départements de la Drôme, du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône. L'anarchie, disent-ils, est générale dans toute la France, les villes de Pont-St-Esprit et du Puy sont aux mains des partisans de Louis XVIII ou sur le point d'être prises, les armées de la République, en Allemagne et en Italie, ont tourné casaque, une invasion ennemie est imminente, qui renversera le Directoire et rétablira l'ancien régime. Déjà, ils annoncent que le nouveau tiers l'emporte dans le Corps législatif et que les terroristes sont proscrits. C'est l'heure de se déclarer. « Toutes ces circonstances, conclut Delichères, exaltaient les têtes faibles et étaient bien propres à favoriser un plan de contre-révolution » (5).

Au début de germinal, les conjurés enlèvent les caissons du général Motte, à Joyeuse, et reçoivent de Villefort de la poudre et du plomb. A Bannes, à Berrias, à St-Ambroix et dans la forêt de Bauzon, on fabrique des cartouches et on accumule les dépôts d'armes et de

(1) Ernest DAUDET, *La conspiration de Pichegru*, pp. 150-152.

(2) Fonds Mazon, chron., T. 23. Cf. aussi Andéol VINCENT, *Les guerres du Vivarais de 1790 à 1816*, 1 vol. in-8, Privas, 1817, pp. 168-179, B. A.

(3) Manuscrit de Delichères, p. 245.

(4) Arch. nat., F. 7, 7.147 B., Lettre de Braveix, commissaire près l'administration centrale, au ministère de la police, le 1^{er} floréal IV.

(5) Manuscrit de Delichères, pp. 245-246.

munitions. Si les volontaires sont assez rares, les insurgés escomptent le concours de la gendarmerie, en partie gagnée à leur cause (1), et ils sont convaincus qu'un premier succès décidera les paysans et les catholiques à courir aux armes.

Pour désorganiser la résistance et empêcher le groupement des diverses troupes de ligne, leur tactique est d'attaquer à l'improviste, sur plusieurs points à la fois. Allier se réserve le secteur de Bannes, Barjac et St-Ambroix, avec Pont-St-Esprit et Nîmes comme objectif. Perrochon et Fontanieu commandent chacun un détachement, sous ses ordres, et l'ex-prieur Béranger doit amener des renforts de la rive gauche. Lamothe, qui est en relations suivies avec les contre-révolutionnaires de la Haute-Loire et de la Lozère, soulèvera la montagne, avec le marquis de St-Just, et Perbost, dit le petit Saillans (2), se portera sur le Puy « pour soumettre le peuple, conserver la religion et nommer un roi » (3). Une troisième colonne occupera Largentière et Joyeuse, pour briser la réaction des patriotes et tenir en respect les protestants des Vans et de Vallon.

Cette dernière mission fut proposée à Degout-Lachamp, qui disposait de 300 hommes, mais, soit que les avantages offerts lui parussent insuffisants, soit qu'il n'eût pas confiance dans le succès de l'entreprise, le fameux brigand hésita. Avant de s'engager, il voulut connaître en détail les moyens dont disposaient les insurgés. Combaluzier de Mentaressé, un des lieutenants d'Allier, lui dépêcha Vincent Thibon, de Bannes, pour lui communiquer le plan de campagne. Degout-Lachamp promit son concours. Tout semblait prêt, lorsque, dans la nuit du 14 au 15 germinal, Degout-Lachamp se rend en secret à Janjac et dévoile au juge de paix toute la trame du complot. Gros émoi des Jacobins qui s'empressent de prévenir l'administration centrale et le commandant de la force armée. Le général Motte renforce la garnison de Joyeuse et le département lève rapidement quelques compagnies de gardes nationales et envoie des commissaires dans la région menacée (4).

Mais aucune agitation ne suit les révélations de Degout-Lachamp ; pas un brigand ne paraît. Le 20 germinal, nouvelle alerte. Le tocsin sonne à Bannes. Plusieurs postes de Motte sont attaqués et désarmés. Deux estaffettes de Châteauneuf-Randon tombent dans une embuscade et leurs dépêches sont enlevées au nom du roi. A St-André-de-

(1) Arch. nat., F. 7, 7.136, Lettres de Blachère au général Motte des 12 et 15 germinal IV, et déclarations de Degout-Lachamp au juge de paix de Janjac, le 15 germinal.

(2) Arch. nat., F. 7, 7.173, Rapport de Châteauneuf-Randon du 24 floréal IV, Lettres de Châteauneuf au ministre de la police du 11 floréal, 12 prairial et 10 messidor.

(3) Arch. nat., F. 7., 7.147 B, Lettre de Braveix au ministre de la police du 1^{er} floréal.

(4) Arch. nat. F. 7, 7.136, Lettre de Blachère à Motte, 12 germinal, lettre du commissaire de Vallon à Braveix du 19 germinal, lettre de Braveix au ministre de la police du 23 germinal, révélations de Degout-Lachamp, le 15 germinal. Cf. encore F 7, 7.173, rapport de Châteauneuf, le 24 floréal. Cf. enfin Arch. Ard., L. 137, procès-verbal de l'administration centrale du 20 germinal.

Cruzières, le patriote Malignon, dont le père avait été assassiné en l'an II, est investi dans sa maison, son mobilier est saccagé et lui-même n'échappe à la mort qu'en se sauvant par la fenêtre. Un républicain de St-Ambroix, moins heureux, est massacré sur le pas de sa porte (1).

Le 24 germinal, le bruit se répand qu'une attaque sur Joyeuse est imminente. Le président du département s'y transporte de nouveau en toute hâte, avec des forces importantes, mais, cette fois encore, le calme n'est pas troublé (2).

L'administration centrale profite de ces fausses alarmes et des assurances prodiguées par les autorités locales pour railler la fâcheuse tournure d'esprit des Jacobins, qui ne rêvent que complots et insurrections. Elle affirme, une fois de plus, que seules les criaileries injustifiées des « exclusifs » risquent de mettre en danger la paix et la tranquillité publique. Monfoy s'efforce de faire partager sa confiance à Motte et tente de lui arracher une déclaration optimiste sur l'état d'esprit du pays. Le général, qui a de bonnes raisons pour ne pas se fier aveuglément aux protestations intéressées des diverses municipalités, refuse avec indignation et dénonce même au pouvoir exécutif l'attitude suspecte des administrateurs. Monfoy n'en renvoie pas moins les gardes nationaux dans leurs foyers et lui-même rentre à Privas.

Les soldats venaient à peine de se retirer quand, le 28 germinal, on signale de graves événements du côté de Bannes et de Barjac. La veille, Allier, Perrochon, Fontanieu et Béranger, « en cocardes blanches » et « à panache blanc », avaient réuni près de 300 volontaires et les avaient jetés sur Barjac. Ils avaient occupé la ville par surprise, cerné et désarmé la garnison et, pour terroriser les républicains, avaient donné l'ordre de fusiller les deux malheureux officiers qui commandaient les troupes de ligne. Profitant ensuite de la stupeur générale, ils avaient arrêté les divers fonctionnaires et s'étaient emparés de la caisse de la municipalité, mais, devant la faiblesse de leurs effectifs, ils n'avaient pas osé marcher sur Pont-St-Esprit et avaient battu en retraite sur Berrias et Bannes, avec leur butin et une pièce de canon. A Bannes, ils avaient exercé de graves sévices sur les patriotes, abattu les arbres de la liberté, enfoncé les portes de Bérard et saisi le fils Tastevin et le frère cadet de Bérard (3).

(1) Arch. nat. F. 7, 7.136. Rapport du ministre de la police au directoire, s. d. — 3 lettres de Motte, des 19 et 21 germinal, au commissaire de Largentière. — Lettre du commissaire des Vans au ministre de la police du 27 germinal et nombreuses autres lettres.

(2) Manuscrit de Delichères, p. 246.

(3) Arch. Ardèche L. 137, procès-verbaux des 28 et 29 germinal et 1^{er} floréal. Arch. nat., F. 7, 7.147 B, lettre de Braveix au ministre de la police du 30 germinal ; lettre envoyée de Joyeuse à Thoulouze, le 30 germinal, rapports de Monfoy du 29 germinal et du 13 floréal ; rapport des républicains des Vans du 27 germinal. — Arch. nat., F. 7, 7.173. — Lettre de Châteauneuf-Randon au ministre de la police du 30 germinal ; lettre de Motte à Châteauneuf, le 4 prairial. Cf. encore nombreuses lettres diverses dans F 7, 7.136 et 7.173.

Le même jour, l'insurrection se propageait dans la montagne. Des attroupements apparaissaient sur les confins de la Lozère et de la Haute-Loire et menaçaient Lanarce, Burzet, Le Béage et St-Laurent-les-Bains. Le 29 germinal, un fort parti pillait la maison de Palhon-Laribe, juge de paix de St-Etienne-de-Lugdarès, et s'en prenait le lendemain à Enjolras, ancien curé intrus d'Aubenas, devenu juge de paix de Coucouron (1). La commune de Montpezat dans son affolement évaluait à plus de 3.000 hommes le rassemblement que les rebelles avaient formé dans la forêt de Bauzon (2).

Les autorités se hâtent de prescrire des mesures de défense. Motte dirige ses divers détachements sur les Vans, pendant que le département met en réquisition les gardes nationales sédentaires. Châteauneuf-Randon, averti du danger, alerte les troupes du Gard, de la Lozère et de la Haute-Loire et lui-même, avec plusieurs centaines d'hommes et de l'artillerie, marche sur Nîmes et Barjac (3). La garnison des Vans, renforcée des gardes nationales du canton, prend l'offensive, dès le 28 germinal, et culbute les insurgés près de Bannes. Les chouans perdent une pièce de canon et laissent entre les mains des patriotes une douzaine de prisonniers (4). Allier, lui-même, légèrement blessé, abandonne son manteau sur le champ de bataille (5). Les brigands se dispersent.

Ce premier succès était de bon augure et permettait de concentrer toutes les forces disponibles sur Montpezat. Dès le 29 germinal, Monfoy fait rétrograder d'Uzer le renfort qu'Aubenas dirigeait sur Bannes, avec de la poudre et un canon, et rappelle de Vallon les deux compagnies de Villeneuve-de-Berg. Le département requiert toutes les gardes nationales de l'ancien district du Tanargue de se porter immédiatement sur Aubenas, pour être à la disposition du général Motte. Celles du Coiron se rendront à Privas, pour protéger l'administration contre un coup de main des brigands, et celles du Mèzenc empêcheront toute incursion des malveillants sur leur territoire (6).

Dès le 2 floréal, 30 volontaires d'Aubenas marchent au secours de la petite garnison de Montpezat. Le 3, les divers détachements de Villeneuve-de-Berg, de Viviers et de Bourg-Saint-Andéol atteignent Aubenas et, le lendemain, abordent la montagne. Le 5, le général Motte, à la tête d'une petite armée, pénètre dans la forêt de Bauzon.

(1) ENJOLRAS, *Mémoire au 1^{er} consul du 13 février 1804*, Fonds Mazon, F. 47.

(2) Manuscrit de Delichères, p. 247. Cf. aussi Arch. Ardèche, dossier des brigands. Lettres de Montpezat du 30 germinal et du 1^{er} floréal. Cf. encore Arch. nat., F. 7, 7.147 B.

(3) Arch. nat., F. 7, 7.136, rapport du ministre de la police au Directoire et lettres de Motte et de Châteauneuf-Randon.

(4) Arch. nat., F. 7, 7.147 B., Lettre de Joyeuse à Thoulouze du 30 germinal.

(5) Arch. Ardèche, L. 214.

(6) Arch. Ard. L. 137, Procès-verbal du 1^{er} floréal et L 203, Correspondance du département avec les diverses administrations cantonales et le ministre de la police générale.

Châteauneuf-Randon, qui depuis la veille occupe Bannes, renforce l'arrière-garde de son lieutenant de 160 hommes de ligne. Le 7, il arrive, lui-même, à Aubenas, avec son état-major, 200 hommes et 5 pièces de canon (1). De son côté, le général Piston, qui commande dans la Haute-Loire, s'avance, avec deux bataillons du 26^e de ligne et quelques chasseurs, dans la région de Mazan et de Burzet. Enjolras et Champalbert se joignent à lui, avec les gardes nationales de Pradelles et de Coucournon, pour couper la retraite à l'armée des rebelles (2).

Les nombreuses troupes qui parcourent la montagne n'ont pas à combattre. L'attaque de Montpezat, effectuée par surprise, le 1^{er} floréal, à 2 heures du matin, n'avait pas réalisé les espérances des insurgés. Les assaillants avaient blessé trois patriotes, mais avaient eu, de leur côté, deux hommes hors de combat : un tué et un prisonnier. A l'aube, ils s'étaient retirés par la côte du Pal, sans être poursuivis (3). Lorsque les bataillons de l'Ardèche et de la Haute-Loire firent leur jonction dans la forêt de Bauzon, les chouans, prévenus par leurs espions, s'étaient évanouis. Les diverses patrouilles eurent beau fouiller les communes de Montpezat, Thueyts, Mayres, Burzet, Lanarce, St-Laurent, elles ne rencontrèrent pas un seul ennemi et ne purent obtenir des paysans le moindre renseignement précis sur la retraite des brigands (4).

Le calme et la tranquillité semblent revenus. Cette échauffourée n'a pas de répercussions sérieuses dans l'arrière-pays et ne provoque que quelques manifestations locales peu dangereuses. Le 6 floréal, à Balazuc, de jeunes réquisitionnaires insoumis coupent l'arbre de la liberté, enlèvent la caisse de la municipalité et parcourent les rues aux cris de : Vive le roi, à bas la république ! Il en est de même le 14, à Gluiras et à Fay-le-Froid, à l'occasion de la foire, mais tout se borne à des cris séditieux et à des rodomontades de jeunes gens. A Fay, un peloton de hussards charge les manifestants, en sabre quelques-uns et tout rentre dans l'ordre (5).

Les insurgés, d'ailleurs, étaient loin de grouper les effectifs impressionnants que leur attribuaient des imaginations trop vives. Les paysans avaient refusé leur collaboration ; et c'est à peine si Dominique Allier et Lamothe étaient parvenus à réunir quelques centaines de déserteurs et de vagabonds, encadrés par une vingtaine de bourgeois ou d'émigrés (6).

(1) Manuscrit de Delichères, pp. 247-248.

(2) Fonds Mazon, F. 47 et Arch. nat. F. 7, 7.136, Rapport de Châteauneuf-Randon au ministre de la police du 7 floréal et lettres de Braveix au ministre de la police des 4 et 6 floréal.

(3) Fonds Mazon, chronol. T. 19, Lettre de Chalas, juge de paix de Montpezat, au département du 2 floréal. Il envoie le procès-verbal des événements et l'interrogatoire du prisonnier.

(4) Arch. nat., F. 7, 7.136 et 7.173. Rapports de Châteauneuf-Randon des 7 et 24 floréal et du 11 prairial.

(5) Manuscrit de Delichères, pp. 249-251. — Cf. aussi Fonds Mazon, chron. T. 19.

(6) Cf. les divers rapports de Châteauneuf-Randon, de Thoulouze et de Braveix au ministre de la police. Arch. nat., F. 7, 7.136, 7.173 et F. 19, 1.005.

Après cette expédition infructueuse, les gardes nationaux regagnent leurs foyers, mais Châteauneuf-Randon, avant de quitter l'Ardèche, renforce la garnison d'Aubenas de 50 canonniers et de 200 fantassins. Le 14 floréal, il rentre à Privas, avec son état-major. Il n'ose pas toutefois regagner le Puy par la montagne. Il sait qu'Allier s'est vanté de l'enlever, lui et son escorte. Aussi évite-t-il des régions trop propices aux embuscades, où l'on risque, à un détour du chemin, de se trouver face à face avec quelques brigands résolus. Il s'achemine par St-Agrève, où le pays est plus paisible et les mauvaises rencontres moins à craindre (1).

Toute cette agitation contre-révolutionnaire, qui démontrait la clairvoyance des républicains, n'était pas de nature à renforcer la situation des administrateurs auprès du pouvoir exécutif. Depuis longtemps, leurs adversaires menaient contre eux une ardente campagne pour ruiner leur influence et leur crédit. Déjà, en nivôse et pluviôse, ils avaient habilement exploité les incidents de Villeneuve-de-Berg, de Lamastre, de Bourg-Saint-Andéol et de Largentière, pour révoquer en doute le loyalisme constitutionnel des élus de l'an IV. Si leurs récriminations violentes n'avaient pas réussi à émouvoir l'opinion publique, les accusations, de plus en plus précises, de Blachère, commissaire de Largentière, avaient vivement préoccupé le ministre de la police générale (2).

Le 5 ventôse, Merlin de Douai faisait part à St-Martin de ses inquiétudes et lui demandait une liste de patriotes fermes et énergiques, susceptibles de gérer honorablement les fonctions administratives. Dès le lendemain, St-Martin communiquait au ministre le dossier de quelques amis politiques, qui avaient déjà occupé des postes importants sous la Convention (3).

Les députés de l'Ardèche, informés du danger que courent les membres du département, se hâtent d'intervenir. Rouchon et Madier, le 8 ventôse, transmettent au ministre de la police une déclaration collective, signée de tous leurs collègues, pour protester contre les insinuations mensongères de Blachère et de St-Martin (4). Ils répondent de l'impartialité et de la pureté d'intention de l'administration centrale et condamnent les dénonciations des Jacobins, comme une œuvre de basse vengeance anarchiste. La vigueur de cette réplique et surtout l'adhésion unanime des députés du Vivarais au Corps législatif font impression sur le ministre et le décident à attendre des précisions nouvelles (5).

(1) Manuscrit de Delichères, p. 250.

(2) Cf. Arch. nat. F. 7, 7.136 et 7.173.

(3) Arch. nat. F. 7, 7.136. — Lettre de St-Martin à Merlin, le 6 ventôse, nouvelle lettre le 12.

(4) Arch. nat., F. 7, 7.136. Cf. aussi la lettre de Rouchon et de Madier du 23 germinal.

(5) *Ibidem*. Rapport du ministre de la police au Directoire. Lettre du ministre de la police à Braveix et à Châteauneuf-Randon du 1^{er} germinal pour leur demander « si les administrateurs du département de l'Ardèche méritent la confiance du gouvernement ».

Les renseignements qui lui parviennent, à la fin de ventôse et au début de germinal, ne sont guère plus rassurants et la destitution des administrateurs semble imminente, lorsque des changements survenus dans le ministère viennent fort opportunément tout remettre en question. Le 14 germinal, Merlin abandonnait la police générale pour redevenir ministre de la justice (1).

Les mêmes intrigues vont se renouer autour de Cochon, son successeur. « Aujourd'hui, écrivent les patriotes des Vans, le 27 germinal, la morale publique est pervertie par les administrations vendémiairistes, qui donnent, chaque jour, à l'esprit public une direction royaliste et contre-révolutionnaire... Les assassinats de républicains sont tolérés... Les scélérats sont enhardis dans le crime par l'impunité qu'on leur assure. » (2).

Les troubles de germinal et de floréal fournissent aux Jacobins une mine inépuisable d'arguments. Ils se prévalent, surtout, des déclarations de Monfoy, qui, à la veille de l'insurrection, traitait de chimère et d'infâme calomnie le prétendu complot royaliste. Les généraux, à leur tour, accusent l'autorité de négliger son devoir et de contrarier leurs efforts. Motte ne voit, dans la levée ordonnée par le département, qu'une manœuvre habile, pour mettre sa responsabilité à couvert. Châteauneuf-Randon dans ses rapports des 7 et 11 floréal condamne, lui aussi, l'inertie des administrateurs, leur attitude ondoyante, leurs demi-mesures et laisse planer sur eux des soupçons de connivence et de complicité avec les chouans (3).

Monfoy et ses collègues protestent énergiquement contre ces inculpations tendancieuses (4), pendant que leurs avocats des deux Conseils plaident les circonstances atténuantes. Le patriotisme de l'administration centrale, écrivent-ils, le 23 germinal, est au-dessus de toute contestation, mais elle a été mal renseignée et trompée par les autorités inférieures (5).

Le pouvoir exécutif est d'autant plus perplexe qu'à la fin floréal, Châteauneuf-Randon semble revenir sur ses dénonciations antérieures. Dans son rapport du 24 floréal, il juge avec plus de modération l'attitude du département, reconnaît ses bonnes intentions et convient de la situation difficile des corps constitués, au cours de la dernière crise (6). Le ministre frappe quelques comparses. Il révoque Fabregat, son commissaire de Bannes, destitue le président

(1) Réimpression du *Moniteur*, T. 28, p. 149.

(2) Arch. nat., F. 7, 7.147 B. Cf. aussi F. 7, 7.136. Lettres de Blachère du 16 germinal et du commissaire des Vans du 27 germinal.

(3) Arch. nat., F. 19, 1.005. Lettre de Rouvière au ministre de la justice du 23 messidor. F. 7, 7.173. Nombreuses lettres de Motte et de Châteauneuf, de floréal et de prairial.

(4) Arch. nat. F. 7, 7.147 B. Rapports de Monfoy du 29 germinal et du 13 floréal.

(5) Arch. nat., F. 7, 7.136. Cf. aussi rapport du ministre de la police au Directoire, s. d.

(6) Arch. nat., F. 7, 7.173.

de la municipalité et l'agent municipal de Bannes (1), mais, plus préoccupé de réprimer la conspiration de Babeuf que de servir les rancunes des Jacobins, Cochon se borne à envoyer un de ses agents dans le département, pour faire une enquête sur l'état d'esprit et la moralité politique des divers fonctionnaires (2).

Ce nouvel échec ne décourage pas les adversaires irréductibles de l'administration centrale. En messidor, ils tentent un dernier effort mais s'adressent au ministre de la justice, plus accueillant à leurs dénonciations que son collègue de la police. Le juge de paix de Largentière, Rouvière, lui écrit, le 23 messidor, une lettre furibonde contre les « royalistes et les chouans » de Privas (3). Les commissaires du pouvoir exécutif : Braveix, Merle, Blachère, Thoulouze, rédigent, eux aussi, des rapports d'un pessimisme outrancier et Gleizal, St-Martin et St-Prix présentent de nouvelles listes de candidats(4).

Cette fois encore, l'administration n'est pas prise au dépourvu. Comme on a porté la cause devant le ministre de la justice, elle fait appel au témoignage de l'accusateur public, des commissaires près des tribunaux et des juges de paix. « On calomnie le département, déclare le premier, on crie au complot, on alarme le ministre... mais point de faits articulés... quelques rassemblements, aussitôt dissipés que formés, ont fourni prétexte à la malveillance. » Les lettres de Perrier, commissaire du Directoire près les tribunaux civil et criminel du département, et les déclarations de Defrances, son substitut, démentent les bruits inquiétants colportés par les mécontents et presque tous les juges de paix s'inscrivent en faux contre les accusations intéressées des Jacobins (5).

C'est au tour des administrateurs de prendre l'offensive. Rassurés sur les dispositions du ministère, ils peuvent préparer à loisir leurs vengeance. Ils n'oublieront aucun de leurs adversaires. S'ils ne parviennent pas à arracher au pouvoir exécutif la destitution de Blachère, ils obtiennent, du moins, l'annulation de l'élection du juge de paix de Largentière (6) et son remplacement par un aristocrate notoire, Comte, tout dévoué à leur politique. Quelque temps plus tard, ils suspendent de leurs fonctions les juges de paix de Jaujac et de Villeneuve-de Berg et l'agent municipal de Largentière (7), qui ont donné des gages aux patriotes exclusifs. Ils accusent Motte et

(1) Arch. nat., F. 7, 7.147 B., lettre de Braveix du 21 messidor.

(2) Arch. nat., F. 7, 7.136. Rapport du ministre de la police au Directoire, s. d.

(3) Arch. nat. F. 19, 1.005. Lettres du ministre de la justice à Braveix des 30 prairial, 12 et 18 thermidor. Lettre de Rouvière du 23 messidor.

(4) Arch. nat. F. 7, 7.136, 7.173 et F. 19, 1.005.

(5) Arch. nat. F. 19 1.005. Lettre de l'accusateur public à Defrances du 20 messidor, rapports de Perrier du 24 thermidor et 1^{er} fructidor et copie des réponses de 28 juges de paix.

(6) Cf. Lettre de Rouvière du 23 messidor IV.

(7) Arch. nat., F. 7, 7.198. Cf. aussi Arch. Ard., L. 140, procès-verbal du 13 fructidor V et Fonds Mazon chr. T. 24.

Châteauneuf de négligence et d'incapacité, les rendent responsables des attentats royalistes et des excès terroristes. Ils prétendent que, mal vus de la population qu'ils oppriment, ils sont impuissants à faire le bien et à assurer la tranquillité du pays. Comme l'administration centrale se trouve en communauté d'idées avec les généraux Villot et Moynat d'Auxon, elle demande au gouvernement d'inclure l'Ardèche dans le ressort du premier et de confier au second le commandement des troupes stationnées dans le département. Chateauxvieux, le 27 messidor, « garantit, sur sa tête, que les habitants des campagnes seront aussi fidèles aux lois de la république qu'ils seront dociles à la voix d'un général, dont ils admirent les talents et les vertus » (1). Boissy d'Anglas (2) et Corenfustier insistent, à plusieurs reprises, auprès du pouvoir exécutif, pour qu'il fasse droit aux désirs unanimes du pays. Le 25 fructidor, le ministre refuse d'étendre aussi loin la circonscription de Villot et appelle Moynat d'Auxon à d'autres fonctions, mais les administrateurs ont, du moins, la satisfaction d'enregistrer, quelques jours après, l'éloignement de Châteauneuf-Randon et le départ de Motte pour l'armée d'Italie (3).

La réaction, d'ailleurs, ne s'attaque pas seulement aux Jacobins et aux terroristes, elle s'en prend à tous ceux qui osent se dire patriotes. Dès le mois de prairial, « partout dans le pays, on hurle : à bas les terroristes, à bas les pierrots, à bas les F.... coquins ! et on englobe dans cette dénomination tous les républicains » (4). « On y crie mille fois plus fort contre les terroristes et les buveurs de sang qu'à Paris, Nantes, Lyon et Marseille », écrit Rouvière, le 23 messidor, et il ajoute : « C'est une véritable terreur cent fois plus forte que sous le règne de Robespierre. » (5). Les défenseurs de la Constitution de l'an III sont ridiculisés, insultés ou maltraités. Partout les républicains sont obligés de quitter la cocarde tricolore et de déguiser leurs sentiments pour ne pas être assassinés (6). Dans tous les villages, « le chant homicide du Réveil du Peuple » alterne avec les cris de « Vive le roi ». A Issamoulenc, le 30 messidor, dans un cabaret, on assomme plusieurs patriotes, qui ont osé porter la santé de la république (7).

Les contre-révolutionnaires, en retour, jouissent d'une impunité presque totale. Le 6 prairial, le chef de brigade, Méjean, fait arrêter à Joyeuse Baissac, Souchère et Plagnol fils, pour cris séditieux, l'ad-

(1) Arch. nat., F. 7, 7.173. Lettre du 27 messidor transmise par Corenfustier.

(2) Arch. nat., A. F. III, 44, dossier 158.

(3) Arch. nat., F. 7, 7.173. Cf. aussi manuscrit de Delichères, p. 260.

(4) Arch. nat., F. 7, 7.173, lettre de Motte à Châteauneuf le 9 prairial.

(5) Arch. nat. F. 19, 1.005.

(6) *Ibidem*. — Lettre de Braveix au ministre de la police le 2 fructidor. Cf. aussi F. 7, 7.284, dos. 1819 et F. 7, 6.371 lettre de Braveix du 23 pluviôse V.

(7) Arch. nat. F. 7, 7.173. Lettre de Braveix du 9 thermidor IV.

joint municipal les libère aussitôt de sa propre autorité. Méjean donne l'ordre de les incarcérer une seconde fois, mais un fort attroupement contraint les soldats à relâcher leurs prisonniers (1). Même les bandits et brigands capturés au cours de l'insurrection échappent en grand nombre au châtement. Si les conseils de guerre, formés à la hâte par Motte, prononcent quelques condamnations à mort contre les rebelles pris les armes à la main (2), les juges civils, par crainte des représailles, ne trouvent pas motif à accusation contre les inculpés, qui avaient eu la précaution de se débarrasser de leurs armes avant leur arrestation (3). Le frère de Lamothe, dit Lamothe-Pongard, est acquitté par le tribunal criminel, sur la déposition favorable de l'administrateur Chateaufieux, qui avait été son collègue aux gardes du corps du ci-devant roi (4).

Les chouans qui ne sont pas remis en liberté bénéficient, presque tous, d'un ensemble de circonstances favorables pour forcer les portes de leur prison. En prairial, 13 insurgés, incarcérés au Puy, prennent congé de leurs geôliers par un souterrain et Perrochon, un des plus intrépides lieutenants d'Allier, parvient, lui aussi, le lendemain, à se soustraire au sort qui l'attend (5). Pagès, Crégut, Chabert dit la Vendée, et plusieurs de leurs compagnons trouvent des complices jusque dans l'escorte qui les accompagne (6).

III

Ces acquittements et ces évasions renforcent les effectifs des insurgés qui, à la suite de leurs échecs, adoptent une tactique nouvelle. Au lieu de réunir des forces imposantes qui offrent trop de prises aux armées régulières, ils opèrent, désormais, par petits groupes de 10 à 20 hommes (7), et organisent une terrible guerre de guerillas. Les attaques à main armée, les assassinats, les pillages, les incendies et les vols se renouvellent avec une régularité implacable et rendent la vie intenable aux acquéreurs de biens nationaux, aux républicains et aux Jacobins.

Dès le début de prairial, Châteauneuf-Randon dénonce au ministre de la police ces vaudes qui, « au nom du roi et de la religion catholique, apostolique et romaine, égorgent, pillent et

(1) *Ibidem*. Lettre de Méjean à Motte du 7 prairial.

(2) Arch. nat. F. 7, 7.147 B. Lettre de Joyeuse à Thoulouze, le 3 floréal, qui annonce 3 condamnations à mort. — Cf. aussi F. 7, 7.173, lettre de Châteauneuf à Cochon le 2 floréal.

(3) Arch. nat. F. 7, 7.175, dossier 8.420, Lettre du directeur du jury de Largentière à Braveix du 30 brumaire V.

(4) Arch. nat., A. F. III, 44, dossier 158. Pris de nouveau à la fin de l'an IV, il sera fusillé à Montpellier. Cf. mémoire d'Enjolras, Fonds Mazon, F. 47.

(5) Arch. nat., F. 7, 7.173. Lettre de Châteauneuf-Randon à Cochon du 12 prairial.

(6) Fonds Mazon, Chron. T. 24. — Pagès et Crégut seront arrêtés de nouveau à la fin de l'an IV. — Cf. Lettre de Châteauneuf du 1^{er} vendémiaire V. — Arch. nat. F. 19, 1.005.

(7) Arch. nat. F. 7, 7.173. Châteauneuf-Randon à Cochon, le 7 prairial.

portent partout le désespoir et la méfiance ». Le 7 prairial, il signale des bandes qui, « aussitôt que les troupes sont rentrées dans leurs cantonnements, font mouvement, la nuit, contre les acquéreurs de biens nationaux (1) ». En prairial, elles envahissent le domaine de Lacroix, près de Mayres, saccagent les installations et défendent aux nouveaux propriétaires de continuer leur exploitation. Le désordre s'étend du côté de St-Etienne-de-Lugdarès et des meurtres sont commis à Coucouron et à Lagorce (2).

En messidor, de nouveaux rassemblements, dans la région de Bannes, Courris, Villefort, font craindre une explosion imminente. Des placards sont affichés à Chambonas et à Gravières pour demander un roi. Les routes sont sillonnées de voyageurs mystérieux qui arborent la cocarde blanche, recueillent des renseignements sur les patriotes et les protestants, prennent des notes sur l'état d'esprit de la population, recrutent des volontaires et profèrent des menaces contre « les pierrots et les mathevons » (3). En thermidor, Gleizal écrit que son pays natal est en pleine anarchie. Chaque jour, on annonce quelque assassinat à St-Pierreville, à Joyeuse, à Genestelle, à St-Andéol-de-Bourlenc, à Juvinas (4).

Il est impossible de prévenir et de réprimer ces excès. Les gardes nationales, malgré les ordres du département, ne se prêtent pas à l'organisation des colonnes mobiles, et l'arrêté du Directoire exécutif du 17 floréal reste lettre morte (5). Les soldats, trop peu nombreux, sont dans un état déplorable, en haillons, sans uniforme, sans souliers et souvent sans pain (6). La plupart préfèrent courir les risques d'une désertion, plutôt que de continuer un service aussi ingrat et aussi périlleux. Beaucoup vont renforcer dans la montagne les effectifs des brigands qui leur assurent une bonne solde, des vêtements et une part du butin (7). Les paysans, terrorisés par les sanglantes représailles exercées contre les indicateurs, les espions et les traîtres (8), observent à l'égard des proscrits une neutralité bienveillante.

Les royalistes, cependant, sont inquiets. Le mouvement contre-révolutionnaire tourne nettement au banditisme et à l'anarchie. Chaque chef de bande opère pour son compte et aucun n'a l'autorité suffisante pour discipliner ses troupes et imprimer à leur activité un but précis. C'est alors que les principaux chouans et émigrés

(1) Arch. nat. F. 7, 7.173, Lettres de Châteauneuf à Cochin des 5 et 7 prairial.

(2) Arch. Ard. L. 138, procès-verbaux de l'administration centrale des 5 et 19 prairial.

(3) Arch. nat. F. 19, 1.005, Lettres de Braveix du 17 messidor et du 2 fructidor.

(4) Arch. nat. F. 19, 1.005 et Arch. Ard., dossiers « les brigands » non cotés.

(5) Arch. Ard. L. 138, procès-verbal du 15 messidor.

(6) Arch. nat. F. 7, 7.173, Lettre de Motte à Châteauneuf-Randon du 1^{er} prairial.

(7) Fonds Mazon, chron. T. 19 et 24.

(8) Arch. nat. F. 19, 1.005, Lettre d'Enjolras à Moynat d'Auxon du 11 thermidor IV.

tiennent conseil et décident de demander au roi un commandant en chef pour le Vivarais et les Cévennes. Devant le refus d'Allier et de Lamothe de se charger de cette mission, Surville est désigné pour se rendre à Vérone, auprès de Louis XVIII (1).

Surville doit quitter le Vivarais à la fin de 1796, mais son voyage se prolonge et, en son absence, le parti royaliste insurgé achève de se désorganiser. Des difficultés surgissent entre les principaux meneurs. Victimes des mêmes déceptions et des mêmes malheurs, Allier et Lamothe se jalourent et se détestent. Ils se reprochent mutuellement leur audace inutile et leur incapacité. Lamothe, exaspéré, essaie d'abattre son rival à coups de fusil. Allier est blessé et contraint de quitter la montagne (2) qui, au printemps de 1797, devient le fief incontesté de Lamothe. Il organise de fréquentes incursions sur les villages voisins et s'acharne sur les maisons des patriotes. Mais ces excès et ces pillages ont attiré l'attention d'Enjolras, juge de paix de Coucournon. Il organise une police secrète, s'entoure d'espions et réussit, le 25 prairial an V, à une heure du matin, à surprendre dans sa retraite Lamothe et Vialle son aide de camp. Pour soustraire ses prisonniers à toute tentative d'enlèvement de la part des brigands, il s'empresse de les transférer au Puy (3). Le 14 brumaire an VI, Lamothe mourait mystérieusement dans sa prison, probablement assassiné (5).

Surville est de retour au mois d'août 1797. Sa mission a échoué. Ni le roi ni Condé n'ont consenti à lui confier le moindre commandement et il rentre, malgré l'opposition formelle des princes (5). A son arrivée dans le Vivarais, il ne reconnaît plus son parti. Le mouvement insurrectionnel a abouti à un inextricable mélange de représailles politiques, de vengeances privées, de vols, d'assassinats et de crimes de droit commun, qui ne peuvent que desservir la cause de la restauration. Les chefs se disent encore royalistes, mais, à part Allier et quelques-uns de ses lieutenants, qui, d'ailleurs, ne jouent plus qu'un rôle très effacé, ceux qui sont guidés par un idéal politique sont de plus en plus rares. Les divers groupements qui subsistent ne se recrutent plus guère que parmi les vagabonds, les

(1) Ernest DAUDET, *Conspiration de Pichegru*, p. 152, place cette délibération des chefs royalistes et le départ de Surville au début de 1796. A notre avis, la mission de Surville n'a pu avoir lieu qu'à la fin de 1796 ou au début de 1797, car de nombreux documents font allusion à la présence de Surville dans la région à la fin de l'an IV et au début de l'an V. Cf. en particulier la lettre du commissaire du pouvoir exécutif du Gard à celui de l'Ardèche du 24 brumaire V. Fonds Mazon, chr. T. 19. Cf. aussi lettre du roi à Condé du 8 mars 1797 et de Condé au roi du 18 mars citées par Daudet, pp. 296-297 ; cf. encore les lettres de Surville à Condé du 4 janvier 1797 et du 12 avril 1797. Arch. de Chantilly Z. T. 93 et 95.

(2) Cf. Lettre de Condé à d'Avaray, en septembre 1797, citée par Daudet, p. 297.

(3) Cf. mémoire Enjolras, Fonds Mazon, F. 47.

(4) Arch. nat. F. 7, 7.284, dossier 1.819, Rapport du général Petit Guillaume du 16 brumaire IV.

(5) Lettre de Condé à d'Avaray de septembre 1797.

malfaiteurs et les bandits de grand chemin. Ce sont ces derniers qui donnent le ton et imposent leurs méthodes à leurs associés.

Déjà, en l'an IV, Châteauneuf-Randon mentionnait, dans les rangs des insurgés, la présence de brigands qui attachaient les acquéreurs de biens nationaux, pendant leur spoliation, et les torturaient, avant de les assommer. (1) Ce caractère de férocité et de sauvagerie, assez rare au début, se développe rapidement au cours de l'an V. Dans les premiers mois de 1797, une bande de ces « chauffeurs », la figure barbouillée de suie, parcourt tout le département, commettant mille excès et semant partout l'épouvante et la désolation. Ils enferment leurs victimes à la cave ou les garrottent pendant le pillage. Parfois, ils se font un jeu cruel de leur griller les pieds, avec une torche de paille enflammée, ou de leur promener sur le ventre une pelle rougie, pour les forcer à avouer le secret de leur fortune.

A Savas, ils dévastent la maison de Tourton et lui dérobent son linge et son argenterie. A la Grangette, près d'Annonay, ils pénètrent chez un protestant, Alléon, tuent son neveu et emportent près de 40.000 francs. Ils se rendent ensuite à Chifflet, commune de St-Jeure-d'Ay, et envahissent la demeure de Combe, président de l'administration municipale de Satilleu. Ils ligottent le propriétaire aux pieds du lit, lui attachent les mains derrière le dos, bandent les yeux à ses domestiques et se retirent avec un ample butin. On les retrouve à St-Victor, à St-Félicien, à Lamastre, au Cheylard, dans les Boutières, et on peut les suivre jusqu'à Vallon et à la Bastide-de-Virac. D'autres opèrent dans la montagne, à Coucouron, à St-Etienne-de-Lugdarès et à St-Montant (2). « Le viol, écrit Enjolras, l'assassinat, le pillage, l'incendie, le brûlement en vie de certaines de leurs victimes étaient les trophées dont ils se paraient. Ces atrocités leur attireraient les méchants, intimidaient les faibles et paralysaient totalement le peu d'esprit public qui pouvait exister » (3).

Ces bandits n'ont conservé des chouxans que la cocarde blanche, les cris de ralliement et l'habitude de s'attaquer de préférence aux protestants, aux républicains et aux anciens terroristes. Les procès-verbaux du département et les lettres des commissaires du pouvoir exécutif, relatent, à tout instant, de nouveaux forfaits (4). S'il fallait en croire une adresse d'Antraigues, on ne compterait pas moins de 13 républicains assassinés, au cours de l'an V, dans ce seul canton (5). L'anxiété est si générale, parmi les patriotes, que Braveix, le 23 plu-

(1) Arch. nat. F. 7, 7.173, Châteauneuf-Randon à Cochon le 7 prairial IV.

(2) Arch. Ard. L. 140, procès-verbal de l'administration centrale du 27 floréal V. Cf. aussi Fonds Mazon Chr. T. 19 et abbé FILHOL, *Histoire d'Annonay*, T. 3, pp. 291-295.

(3) Mémoire d'Enjolras, Fonds Mazon, F. 47.

(4) Arch. Ard., L. 140. Cf. aussi Arch. nat. F. 7, 7.136 et 7.173.

(5) Arch. nat. A. F. III, 213, dossier 970. Cf. aussi Delichères pp. 264-266.

viôse V, écrit au ministre de la police : « Je ne serais pas étonné que nous soyons tous égorgés d'ici un mois » (1).

La principale victime, celle contre laquelle tous les brigands et contre-révolutionnaires s'acharnent depuis longtemps (2), c'est Blachère-Laprade, commissaire du Directoire exécutif près de l'administration de Largentière et beau-frère du député St-Martin.

Sa maison de Laprade à Montréal fut investie, à la nuit tombante, le 4 fructidor an V, par plus de 20 brigands, commandés par Derou-dille de la Vermalette. L'infortuné commissaire essaie de s'enfuir par le toit, mais il est aussitôt abattu par plus de 30 coups de fusil. « Ces scélérats, écrit son cousin, vont le reconnaître et lui mettent le feu à sa culotte de par derrière, pour voir s'il était bien mort. Un de ses assassins affirme qu'il l'était. On le laisse sur son couvert. » Après cette exécution, les brigands font main basse sur son argenterie, son linge et ses objets précieux, cassent le mobilier et les meubles qu'ils ne peuvent emporter et se retirent, en disant : « Voilà le paiement de ceux qui ont si bien servi la république ! » (3).

Le lendemain, l'administration centrale, dans une séance secrète, prescrivit une grande battue dans toutes les municipalités de la région. Elle eut lieu le 15 fructidor (4), mais ne donna aucun résultat. Le père réclama vainement la punition de ce crime. Les témoins terrorisés ne voulaient rien dire et le juge de paix de Largentière, chargé de l'enquête, jugea prudent de se retirer à Privas (5).

Aussi les Jacobins, mal vus de l'opinion, dénoncés par l'administration, abandonnés par le gouvernement, volés, pillés et assassinés par les brigands, ne se montrent-ils guère, au cours de l'an V. Leurs chefs et leurs amis, qui ont joué un rôle avant thermidor, s'exilent pour sauver leur vie menacée. Pavin se retire au Teil, Cousin à Viviers, Mamarot à Lavoulte, Delichères, d'Aubenas et Bleyzac, de Lamastre (6) se réfugient à Valence, et l'agent municipal de Largentière déclare dans sa lettre à Gleizal que, si ses moyens le lui permettaient, il quitterait lui aussi ce département, « pour se

(1) Arch. nat., F. 7, 6.371, Lettre de Braveix au ministre de la police.

(2) Arch. nat. F. 7, 7.136. — Dès le 15 ventôse IV, Blachère se plaint des menaces fréquentes dont il est l'objet.

(3) Lettre de Claude Blachère, agent municipal de Largentière, à Gleizal, le 5 fructidor V, pour lui annoncer l'assassinat de son cousin, publiée par Mazon dans la *Revue du Vivarais* du 15 septembre 1903. Cf. aussi Arch. nat. Ard. L. 140, procès-verbal du 7 fructidor, lettre du jury de Largentière. Cf. encore lettre de Flaugergues à Gleizal du 13 fructidor. — Fonds Mazon chr. T. 24.

(4) Arch. nat. F. 7, 7.284. Cf. réponses des diverses municipalités. Fonds Mazon chr. T. 19.

(5) Arch. nat. A F. III 44, dossier 158.

(6) Cf. Manuscrit de Delichères. Cf. aussi Fonds Mazon Chr. T. 23, nombreuses lettres de républicains exilés à Gleizal. — Armand, sous-lieutenant au 3^e bataillon de la 4^e demi-brigade, écrit, le 13 vendémiaire IV : « Mes parents, échappés au poignard de ces anthropophages, furent obligés, ainsi que tous les républicains, d'abandonner leur pays et leurs possessions pillées et dévastées, les uns de se retirer à Aubenas et les autres d'errer dans les montagnes, tandis que mon jeune frère vint chercher la sûreté dans le sein de l'armée d'Italie. »

rendre à tout autre plus tranquille ». « Dieu venille, ajoutait-il, en terminant le recit de la mort de son cousin, que dans peu quelqu'un ne t'annonce sur mon compte le même sort » (1).

IV

Cette terreur, qui paralyse dans le département la vitalité du parti jacobin, laisse le champ libre aux contre-révolutionnaires, qui attendent un changement de régime d'un renouvellement du personnel dans les deux Conseils et les divers corps administratifs et judiciaires. Dès la fin de l'an IV, débarrassés de toute inquiétude sur les dispositions du pouvoir exécutif à leur égard, les administrateurs et leurs amis préparent activement les élections de germinal. L'avenir s'annonce plein de promesses. L'appui de la grande majorité de la bourgeoisie leur est acquis et ils ont la confiance des classes rurales. Même les intransigeants et les émigrés, qui, au début, avaient escompté le succès des tentatives d'Allier et de Lamothe, se rallient à leur programme. Ils sont effrayés des déviations et de l'anarchie du mouvement insurrectionnel et, tout en gardant des sympathies pour ces enfants perdus du royalisme, qui mènent la vie si dure à leurs adversaires, ils s'efforcent de séparer leur cause de celle des brigands et se lancent bientôt, eux aussi, dans l'action électorale.

Nous avons peu de renseignements sur les assemblées primaires(2). Dans plusieurs cantons, les Jacobins et les républicains, par crainte des représailles, n'osèrent pas se montrer(3). Les paysans continuèrent à s'abstenir, en grand nombre, mais les bourgeois, teintés de royalisme, et surtout les anciens seigneurs et les émigrés rentrés, qui avaient mobilisé leurs amis, leurs métayers, leurs domestiques et jusqu'à des déserteurs, envahirent les assemblées et souvent disposèrent de la majorité (4). Dans le midi, la plupart des électeurs sont nettement contre-révolutionnaires. Dans le Mézenc, les élus n'ont pas d'idées politiques bien arrêtées, mais restent, néanmoins, résolument hostiles aux exclusifs. Deux cantons seulement, St-Péray et Serrières, désignent des patriotes éprouvés.

L'assemblée électorale de Privas fut orageuse (5). Lors de la vérification des pouvoirs, les commissaires relevèrent plusieurs contraventions aux lois en vigueur dans le procès-verbal de St-Péray et le rapporteur proposa et fit agréer l'exclusion des électeurs

(1) Lettre de Blachère du 5 fructidor.

(2) Nous n'avons pas trouvé un seul procès-verbal.

(3) Manuscrit de Delichères, p. 260.

(4) Arch. nat. F. 1. C. III Ardèche 2. Protestation de Toulaud contre l'élection du 10 germinal.

(5) Manuscrit de Delichères, p. 260 et Arch. nat. C. 509.

de ce canton. Les mandataires de St-Péray protestèrent contre cette décision et, dans leur adresse au ministre de l'intérieur, ne manquèrent pas d'attribuer cette éviction à leurs sentiments républicains (1).

Dans la salle, la police était faite par une compagnie de jeunes gens, venus de tous les coins du département, « coiffés à oreilles de chien et à cadenettes retroussées », qui exécutent fidèlement les consignes de l'ancien garde du corps Barruel. Ils assurent l'ordre, en hurlant le Réveil du Peuple et en criant à tue-tête : « A bas les crapeaux bleus ! » Ils expulsent les électeurs qui leur déplaisent et n'hésitent pas à incarcérer, sous prétexte de terrorisme, ceux qui passent pour républicains. Leurs menaces et leurs violences effrayèrent un certain nombre de délégués, qui se retirèrent sans voter. D'autres, « pour se tirer de dessous le couteau et sauver leur vie », furent contraints de rédiger leurs bulletins de vote sous la dictée de ces forcenés. Toutefois, grâce aux sages précautions et aux conseils de prudence et de modération de Dubois et Pinet, membres de la municipalité de Privas, et de Braveix, commissaire du pouvoir exécutif, on put éviter toute effusion de sang (2).

Dès l'ouverture de l'assemblée, deux partis se dessinent dans la majorité : les royalistes purs, qui ont pour candidats Chateaufieux et Viguier, et les modérés, qui se groupent autour de Dalmas et de Fressenel, anciens députés à la Législative. Les premiers mènent une vive campagne contre Dalmas. Pour jeter la suspicion sur ses sentiments politiques et religieux, ils exhument le mémoire qu'il avait composé dans sa prison, pour défendre sa tête devant le tribunal révolutionnaire. Ils lui font un crime d'avoir emprunté le langage de l'époque, pour expliquer les actes de sa vie publique dans un sens républicain et patriote (3).

Chateaufieux l'emporta, mais les électeurs du Mézenc, avec l'appui de quelques voix républicaines, réussissent à grouper une majorité sur le nom de Fressenel. Chateaufieux fut remplacé à l'administration centrale par Pellier, qui, comme Viguier, était proche parent d'émigré. Le haut juré et les juges appartiennent au même milieu social (4). Dès lors, presque toutes les autorités du département sont entre les mains des hommes de l'ancien régime.

Un rapport de Dandré à Wickham, en octobre 1797 (5), assure

(1) Arch. nat. F. 1 C III Ardèche 2. — Lettres des électeurs de St-Péray au ministre de l'intérieur du 28 germinal V.

(2) Arch. nat. F. 1 C. III Ard. 2. — Plaintes des électeurs de Serrières. Cf. aussi réponse du citoyen Gleizal 32 p. s. d., pp. 17-18. B. N. L^b 42 1871.

(3) J.-B. DALMAS, *A mes concitoyens sur les inculpations répandues contre moi dans l'assemblée électorale*, 40 p. s. l. B. A.

(4) Arch. nat. F. 1 C. III Ard. 2. — Lettre de Braveix du 26 germinal V, au ministre de l'intérieur, avec la liste des élus. Cf. encore Arch. nat. C. 509, procès-verbal de l'assemblée électorale de l'Ardèche.

(5) BALLOT, *Le coup d'Etat du 18 fructidor*, Paris. 1906.

que tous les administrateurs de l'Ardèche appartenaient à l'institut philanthropique. Les documents locaux ne permettent pas de préciser le rôle de cette société secrète dans le département (1), mais il n'est pas douteux que la préparation de l'opinion à une restauration monarchique ne fit partie du programme de l'administration centrale, aussi bien que de la majorité des administrations municipales.

En tout cas, à partir de germinal an V, il n'est plus question d'appliquer les lois révolutionnaires. Les émigrés rentrent en masse, les prêtres réfractaires vont librement et les cérémonies extérieures du culte se déroulent partout, dans les églises et sur les places publiques, avec la même pompe que sous l'ancien régime (2). Beaucoup d'acheteurs de biens nationaux ont dû, de gré ou de force, abandonner leurs acquisitions. Quelques-uns les ont rendues, en tout ou en partie, à leurs anciens propriétaires ou ont conclu avec eux ou les bandes qui parcourent le pays de véritables concordats, par lesquels ils se sont engagés à la cession bénévole d'une partie des fruits qu'ils en retirent. Ceux qui n'ont pas voulu transiger risquent, à tout instant, d'être pillés ou assassinés (3). Le cultivateur continue à mal payer ses impôts (4) et à se soustraire à toutes les réquisitions. Les déserteurs sont bien tranquilles chez eux et souvent l'administration leur délivre des autorisations provisoires pour rester dans leurs foyers, en attendant leur congé définitif (5).

Le pays semble mûr pour un changement de régime. Tous les contre-révolutionnaires l'attendent, ainsi que beaucoup de bourgeois et de membres du clergé. Les Jacobins sont incapables de la moindre opposition. Le paysan accueillerait assurément la monarchie, avec la même facilité qu'il a accepté la république, mais, au fond, il ne désire guère une restauration. Il craint que le retour du roi ne soit la préface du rétablissement de la dîme et des droits féodaux, qu'il redoute autant que les réquisitions et le maximum de l'an II. Malgré la violente agitation politique de 1796 et 1797, la masse reste indifférente à toute idée de parti. Pourvu qu'on respecte ses sentiments religieux et qu'on ne touche pas à ses intérêts matériels, elle se désintéresse aussi bien des royalistes et des républicains que des brigands et des Jacobins.

(1) Cf. cependant Arch. nat. F. 7, 6.258 et 6.259.— Nombreuses allusions dans des pièces de l'an 8 à l'an 12.

(2) Manuscrit de Delichères, pp. 261-263 et 277-278.

(3) Arch. nat. F. 7, 7.284. Rapport sur la situation politique du département de l'Ardèche 14 frimaire VI. — Cf. aussi Arch. Ard. L. 140, procès-verbaux de floréal et prairial V et Fonds, Mazon chr. T. 19 et 24.

(4) Arch. Ard. L. 140, procès-verbal du 10 messidor V. Lettre du ministre des finances du 2 messidor.

(5) Arch. nat. F. 1 C III Ard. 2. Lettre du commissaire du pouvoir exécutif de Lamastre au ministre de l'intérieur du 6 prairial VI.

CHAPITRE II

De la chouannerie au brigandage

I. — L'APPLICATION DE LA LOI DU 19 FRUCTIDOR.

La revanche des Jacobins après le 18 fructidor. Les destitutions. Projet de transférer le chef-lieu du département à Viviers.

Les mesures contre les émigrés et les réfractaires. Leur échec par suite de l'hostilité des classes rurales.

Suppression du culte public. Tentative infructueuse de réorganiser l'Eglise constitutionnelle. Maintien du culte privé par les réfractaires.

II. — L'ACTIVITÉ DES CHOUANS AU DÉBUT DE L'AN VI.

Prise de Pont-St-Esprit. Les incursions des chouans dans la montagne et le sud du département. La terreur des patriotes et des acquéreurs de biens nationaux.

Difficultés de la répression : manque de troupes mauvaise volonté des paysans et des gardes nationales. Insuccès des expéditions de Costes et du général Boisset.

Le retour du général Motte. Dispersion des contre-révolutionnaires.

III. — L'ACCALMIE DE L'HIVER ET LES ÉLECTIONS DE L'AN VI.

La disparition d'Allier et de ses lieutenants ramène un peu de tranquillité à la fin de nivôse.

Préparation des élections. Tactique des Jacobins et des modérés unis aux royalistes.

Les scissions aux assemblées primaires et à l'assemblée électorale. Les élus de l'assemblée mère et de l'assemblée scissionnaire.

Les intrigues des modérés et la loi du 22 floréal.

IV. — LA RÉACTION DE L'ÉTÉ ET LA REPRISE DU BRIGANDAGE.

Les représailles des modérés. Découragement des Jacobins et relèvement des signes extérieurs du culte.

Réapparition des chouans : prédominance des déserteurs et des contumaces. Pillages et assassinats. L'enlèvement de la recette de Joyeuse.

Impuissance de l'autorité. Connivence de la population et des tribunaux. Acquittements et évasions. Les destitutions.

Situation inquiétante du pays à la fin de l'an VI.

Les événements de fructidor portent un coup fatal aux espérances des contre-révolutionnaires, inquiètent la population catholique, fermement attachée à sa religion et à son culte, mais ne soulèvent aucune protestation dans le département. Si les brigands, à la fin de 1797, semblent redoubler d'activité et d'audace, l'arrivée de troupes plus nombreuses permet une répression plus énergique de leurs attentats, et, durant les premiers mois de 1798, les insurgés royaux, déserteurs et bandits, privés de leurs chefs, deviennent moins entreprenants. L'accalmie, toutefois, est de courte durée. L'agitation électorale et la réaction qui suit la loi du 22 floréal favorisent une recrudescence de crimes politiques, que l'autorité est impuissante à réprimer.

I

Le coup d'état du 18 fructidor fut une surprise pour les deux partis. Les royalistes et modérés, maîtres des diverses administrations, envoient aussitôt leur adhésion et prennent des mesures pour maintenir l'ordre et faire appliquer les décrets (1), mais, même s'ils ne sont pas atteints par les dispositions législatives du 19 fructidor, beaucoup sentent leur situation fort compromise et quelques-uns trouvent de bons prétextes pour prévenir une destitution qu'ils jugent inévitable (2).

Les Jacobins, au contraire, libérés de « l'odieuse tyrannie de la royauté », triomphent bruyamment et rêvent déjà de revanche et de représailles. « La glorieuse et immortelle journée du 18 fructidor a ranimé toutes les espérances », mandent les républicains de Viviers. « En sauvant la liberté,..... vous avez sauvé nos vies (3) », ajoutent ceux de Largentière. « Les patriotes nagent dans la joie, constate Flaugergues, le parti contraire fait triste figure ». « L'homme de bien respire, écrit Meynier, depuis que les assassins sont comprimés » (4).

Les chefs Jacobins : Mamarot, Cousin, Marcou, Meynier, Dumonts, Valladier, Thoulouze, organisent, dans tous les centres importants, de nombreuses réunions, pour réchauffer le zèle de leurs partisans, établir un plan de campagne et procéder au partage des dépouilles du parti vaincu. Toutes les adresses qu'ils rédigent sont des appels à la vengeance et à la répression. Les patriotes de

(1) Fonds Mazon, chron. T. 19. Cf. aussi manuscrit de Delichères, p. 269.

(2) Arch. Ardèche L. 140. — Procès-verbal de l'administration centrale du 3^e jour complémentaire V.

(3) Arch. nat. AF. III 213, dossier 970. Adresse d'Annonay du 20 vendémiaire VI, de Viviers, 3^e jour complémentaire V, de Largentière, s. d.

(4) Fonds Mazon, chron. T. 24, papiers Gleizal. — Lettres de Flaugergues à Gleizal, du 9 vendémiaire VI : de Meynier, du 4 vendémiaire.

Lavoulte ne veulent pas entendre parler de pitié pour leurs adversaires : « Otez-leur tout espoir, excepté celui de la peine due à leurs forfaits, qu'aucun d'eux n'échappe à votre stricte justice. » Antraigues souhaite que « toutes les têtes de la contre-révolution soient jetées à la fois sur des plages lointaines. » « Expulsez de votre sein, écrit à son tour, Montpezat, les émigrés rentrés, les prêtres réfractaires et les despotes..... Ce sont des animaux féroces, qui voulaient dévorer la république et anéantir ses fidèles partisans » (1).

Tous sont d'avis qu'il importe de corriger au plus tôt les défaillances des électeurs et de chasser ces fonctionnaires « vendus à Louis XVIII », qui ont perverti l'esprit public (2). Chaque courrier apporte aux divers ministres, et surtout à Gleizal et à St-Prix, des multitudes de lettres et de mémoires qui réclament de nouvelles destitutions (3). Ce ne sont pas seulement les administrateurs, les agents municipaux et les juges qui mettent en danger les conquêtes de la révolution, mais encore les commissaires du pouvoir exécutif, « dont la belle moitié dans ce département est royaliste » (4).

Le souci d'assurer l'avenir de la république n'est pas, d'ailleurs, le seul mobile de ce zèle patriotique. Sous le couvert de l'intérêt général, les ambitions et les appétits s'insinuent et ne parviennent pas toujours à déguiser leurs convoitises. Chacun étale ses titres et ne manque pas de vouer aux gémonies l'adversaire qu'il s'agit de supplanter. Si Pourchaire, commis de l'administration, ne peut voir sans indignation la régie nationale de l'enregistrement et des domaines entre les mains d' « un chouan de première classe, nommé Pérouse, qui, depuis le 9 thermidor, n'a cessé de tenir les propos les plus révoltants contre le gouvernement » (5), il remarque que cet emploi, peu absorbant et d'un bon rapport, conviendrait parfaitement à ses goûts et à ses aptitudes et aurait le grand avantage de le délivrer, pour l'avenir, de toute préoccupation matérielle.

Les postes administratifs et judiciaires sont moins recherchés. Devant les mauvaises dispositions de la population et les menaces des brigands, les patriotes hésitent à assumer d'aussi graves responsabilités. A Annonay, à Bannes, à Antraigues, tous les agents municipaux se dérobent et refusent leur concours. La plupart s'efforcent de gagner du temps. Ils voudraient retarder leur entrée en

(1) Arch. nat. AF. III 213, dossier 970. — Nombreuses adresses de Lavoulte, Antraigues, Montpezat, Tournon, Annonay, Les Ollières, Le Pouzin, Villeneuve-de-Berg, etc... Cf. aussi Arch. nat. F 1G 111 Ardèche 7. — Compte-rendu de l'administration centrale pour le 1^{er} semestre de l'an VI.

(2) Arch. nat. AF III, 213. — Cf. adresse de Montpezat du 1 vendémiaire.

(3) Fonds Mazon, chron. T. 19 et 24.

(4) Fonds Mazon chron. T. 24. — Lettre de Mamarot de Villeneuve-de-Berg à Gleizal du 6 vendémiaire VI.

(5) Fonds Mazon chron. T. 24. — Lettre de Pourchaire de Privas à Gleizal le 12 frimaire VI.

fonctions jusqu'à l'arrivée de troupes suffisantes pour en imposer aux malveillants (1).

Les nouveaux membres de l'administration centrale ne manifestent guère plus d'enthousiasme. Darnaud préférerait une place moins difficile et plus lucrative (2). Peyrot et Lantouzet se résignent à donner une acceptation provisoire, mais ils profiteront du premier prétexte de santé ou d'intérêt professionnel pour envoyer leur démission (3). « Ils craignent, sans doute, l'air empesté que l'on respire à Privas », écrit Mamarot le 6 vendémiaire, faisant allusion au peu de sympathies que les Jacobins ont toujours recueillies au chef-lieu de département (4). Les négociations préliminaires furent si délicates et si laborieuses que le commissaire du pouvoir exécutif, qui avait en poche l'arrêté de révocation des anciens titulaires, depuis la fin de fructidor, ne fut en mesure de le déposer sur le bureau de l'administration, que le 15 vendémiaire (5).

De vendémiaire à la fin de nivôse, il ne se passe guère de semaines sans que les procès-verbaux du département ne signalent de nouvelles destitutions. Les municipalités cantonales de Joyeuse, Antraigues, Bannes, Annonay, Lamastre, sont rajeunies au goût du jour et une vingtaine de commissaires du pouvoir exécutif sont évincés de leurs postes, au profit des Jacobins. Le personnel judiciaire est lui aussi sérieusement épuré. Marcou reprend les fonctions d'accusateur public, qu'il avait déjà exercées sous la Terreur, et Duval cède à Sabatier la place de président du tribunal criminel (6).

Mais, au grand dépit des exclusifs, le tribunal d'Aubenas a encore à sa tête Dalmas, qui, dans son libelle sur les élections de l'an V, s'excusait d'avoir, en certaines circonstances, parlé et agi en républicain. C'est un scandale intolérable, que les amis de Gleizal dénoncent avec indignation. Le ministre de la justice, le 3 vendémiaire an VI, voudrait bien leur donner satisfaction et débarrasser le tribunal d'un président aussi suspect, mais il est désarmé. Comme Dalmas ne tient pas ses fonctions de l'assemblée électorale de l'an V, « le gouvernement n'a point de prise sur un choix qu'il serait très important de réformer. » Le ministre invite ses commissaires à de minutieuses recherches dans la parenté et les alliances de Dalmas, pour s'assurer s'il n'y aurait pas quelque incompatibilité, qui permettrait de l'exclure. Les patriotes devront attendre sa des-

(1) Arch. Ard. L. 141. Procès-verbaux de l'administration centrale de brumaire à nivôse VI.

(2) Fonds Mazon, chron. T. 25. — Lettre de Darnaud, de Privas, à Gleizal, du 30 germinal.

(3) Arch. Ard. L. 141, procès-verbal du 23 brumaire. — Bruyère remplace Lantouzet démissionnaire. — Démission de Peyrot le 10 frimaire.

(4) Fonds Mazon, chron. T. 24. — Lettre de Mamarot à Gleizal du 6 vendémiaire.

(5) Arch. Ard. L. 140. — Procès-verbal du 15 vendémiaire. — Cf. protestation des administrateurs destitués. « La religion du Directoire a été surprise. On lui a exposé des faits faux et controvés. On a gardé en poche jusqu'à aujourd'hui l'arrêté du 25 fructidor. »

(6) Arch. Ard. L. 140 et 141 et Fonds Mazon chr. T. 25.

tution jusqu'au 22 thermidor an VI, et, même alors, ils auront la déception de voir leur adversaire se soustraire au mandat d'arrêt lancé contre lui (1).

Toutes ces tracasseries et ces mesures de rigueur provoquent, dans tout le pays, un vif mouvement d'irritation et d'hostilité contre les Jacobins. La population de Privas, surtout, par son attitude frondeuse, ses railleries et son persiflage, a le don de les exaspérer. Impuissants à remonter ce courant d'antipathie et d'aversion, ils essaient d'en tirer vengeance, en frappant cette ville dans son prestige et ses intérêts. Dès le mois de vendémiaire, adresses et mémoires se multiplient, pour demander le transfert de toutes les administrations de Privas à Viviers (2). Thoulouze, ancien procureur syndic du Tanargue, est envoyé à Paris (3) pour décider Gleizal et St-Prix à intervenir auprès du Corps législatif. Un instant, ils croient toucher au but. En pluviôse, le Conseil des 500 approuve le rapport de Dabray, qui conclut à la translation.

Le danger était grave pour Privas. Si les Anciens ratifiaient le vote des 500, c'était la déchéance morale, suivie d'une ruine matérielle irréparable. Aussi, toute la population réagit-elle vigoureusement. La municipalité proteste contre une mesure qu'inspire le seul désir de nuire. De nombreuses pétitions se couvrent de signatures. Tous, commerçants, industriels, propriétaires, riches et pauvres, font preuve d'une remarquable solidarité. Ils allaient même les nombreux fonctionnaires, qui ne se soucient guère de transporter leur résidence à Viviers (4). L'ancien administrateur Michel se rend à Paris, pour contrecarrer l'action des Jacobins. Malgré l'active correspondance de Mamarot, qui recommande à Gleizal de « soigner » cet ennemi des patriotes (5), Michel trouve un accueil bienveillant auprès de Rouchon, Garilhe et Boisset. Ceux-ci s'empressent d'alerter leurs amis. Ils inquiètent les députés sur les menées des exclusifs que, pour les besoins de la cause, ils assimilent aux anarchistes, et Roger Ducos, au Conseil des Anciens, monte à la tribune pour combattre la résolution du 18 pluviôse. Il n'a pas de peine à faire valoir les droits de Privas, qui jouit du grand avantage de la « centralité », et à montrer que l'intérêt de la grande majorité des habitants est d'accord avec les données de la géographie. Il refuse de prendre en considération les griefs tendancieux d'inspira-

(1) Fond Mazon, chron. T. 19. — Lettre du ministre de la justice à Braveix du 3 vendémiaire an VI. Lettre de Braveix du 3 fructidor an VI. Cf. aussi manuscrite Delichères, p. 333.

(2) Fonds Mazon, chron. T. 24. — Lettre de Flaugergues à Gleizal du 25 vendémiaire an VI. Il a refusé, pour sa part, de signer l'adresse des républicains de Viviers, demandant le transfert du chef-lieu à Viviers.

(3) Cf. Rouchon, Garilhe et Boisset « Sur les opérations de l'assemblée électorale de l'Ar-dèche », impr. 22 p., Biblioth. d'Annonay, p. 3.

(4) Fonds Mazon, chron. T. 25. — Rapport de Dabray, impr. 11 p., et réponse de Privas au rapport de Dabray.

(5) *Ibidem.* — Lettre de Mamarot à Gleizal, datée d'Aubenas, 25 pluviôse.

tion politique, soulevés par les instigateurs du projet (1). Le Conseil des Anciens, le 19 germinal, se range à son avis et maintient le chef-lieu à Privas (2). L'esprit de vengeance et de représailles avait mal conseillé les Jacobins et ce nouvel échec n'était pas de nature à relever leur autorité et leur prestige.

L'application des décrets révolutionnaires ne leur ménage pas davantage de satisfaction. Leur zèle patriotique se heurte à la colère grandissante des classes rurales et, malgré la pression de quelques exaltés, la plupart se rendent compte qu'il est de leur intérêt de ménager le sentiment populaire et de tempérer, de beaucoup de circonspection et de prudence, l'exécution des mesures rigoureuses qui atteignent le clergé et les émigrés.

La loi du 19 fructidor avait annulé, pour l'Ardèche, plus de 150 arrêtés de radiation provisoire d'émigrés (3). Les peines sévères qui menacent ces nouveaux suspects en décident un certain nombre à reprendre le chemin de l'exil et à gagner la Suisse (4). Beaucoup, cependant, restent paisiblement chez eux ou se réfugient dans la montagne. Ils évitent, en général, d'attirer l'attention sur eux et ni l'administration ni les tribunaux ne songent à les inquiéter. A toutes les demandes de renseignements, les municipalités répondent invariablement qu'elles ne connaissent aucun émigré sur leur territoire (5).

Les prêtres bénéficient de la même tolérance. Les administrateurs du département et les commissaires du pouvoir exécutif ont beau exiger, dans la décade, des autorités locales, sous peine de destitution et de renvoi devant les tribunaux, un état nominatif de tous les prêtres que frappe la loi de fructidor (6), ils ne pourront jamais adresser au ministre que des listes fragmentaires, inexactes et incomplètes. Beaucoup de communes opposent à toutes les sommations le mutisme le plus absolu. Les autres ne connaissent pas de réfractaires sur leur territoire ou se bornent à signaler leur disparition. Le général Malve n'obtiendra pas de renseignements plus précis, à la fin de l'an VI. Sa lettre du 22 thermidor, réclamant, d'urgence, le tableau de tous les prêtres résidant dans le ressort des diverses municipalités, ne provoquera que de rares et vagues réponses (7).

Une seule indication précise ressort des rapports décadaires du commissaire du pouvoir exécutif : pas un seul réfractaire ne s'est

(1) Rapport fait par Roger Ducos, impr. nat., 24 p. B. A.

(2) Réimpr. du *Mémiteur*, T. 29, p. 243.

(3) Arch. Ard. L. 141, procès-verbal du département du 21 nivôse.

(4) Fonds Mazon, chron. T. 24. — Lettre de Flaugergues à Gleizal du 9 vendémiaire.

(5) *Ibidem*. Chron. T. 19. — Nombreuses réponses négatives de municipalités.

(6) Arch. Ard. L. 140, procès-verbal du 27 vendémiaire.

(7) Fonds Mazon, chron. T. 19. — Cf. aussi Arch. nat. F. 7, 7.284. — Lettre de Braveix au ministre de la police du 18 brumaire VI.

conformé à la loi du 19 fructidor. Tous ont déclaré, écrit Braveix, que, leur religion leur défendant de haïr, ils ne peuvent, en conscience, souscrire au serment de haine à la royauté (1). Même parmi les anciens constitutionnels qui se sont rétractés et qui ont accepté la pénitence canonique, on ne mentionne aucune défection. Tous s'en tiennent strictement à la règle de conduite imposée par l'abbé Vernet (2).

Par prudence, toutefois, dans la plupart des villes et des centres importants, le culte public cesse dès le début de vendémiaire. Les réfractaires abandonnent les églises et les presbytères et s'abstiennent de paraître en public. Les cloches « ne sonnent plus que pour annoncer le jour, midi et la nuit, ce qu'on appelle vulgairement l'angelus » (3). A partir de nivôse, cette sonnerie, elle-même, est formellement proscrite comme une manifestation de fanatisme, malgré de nombreuses pétitions pour demander le maintien de cet usage traditionnel (4).

Dans les campagnes plus éloignées, le culte public persiste plus longtemps et, dans les paroisses de la montagne, son interruption ne sera jamais que momentanée. On signale fréquemment des réunions de catholiques dans les églises, pour réciter en commun les prières de la messe ou exécuter des chants liturgiques, et il n'est pas rare que les prêtres assistent à ces cérémonies, confondus avec les simples fidèles (5).

L'occasion semblait favorable pour les assermentés de reconstituer leur église. L'administration le désirait et était toute disposée à faciliter leur tâche. Quelques-uns y songèrent et de Savine, lui-même, après fructidor, paraît sortir de sa léthargie. Au début de vendémiaire, il conseille à ses partisans de prêter « le nouveau serment, comme tous les autres ». Le 20 du même mois, il publie, contresignée de Chambon, son vicaire général, une longue déclaration, en onze articles, qui doit être la nouvelle charte de l'Eglise constitutionnelle de l'Ardèche. Il annonce de grands projets pour faire tomber la puissance et le prestige de « l'état-major de Ville-neuve-de-Berg » et ruiner l'autorité des deux papes du Vivarais : Vernet et de Besses. Durant quelques semaines, il échange une active correspondance avec son vicaire général, mais les résultats de ce beau zèle sont si médiocres, la défiance, à l'égard de Savine, si

(1) Arch. nat. F. 1 C. III Ard. 7. — Lettre de Devise à Braveix le 4 vendémiaire, et compte-rendu décadaire du 21 brumaire.

(2) Lettre de Vernet le 24 novembre 1797. — *Vie de Vernet*, par DABERT, p. 144.

(3) Arch. nat. F. 1 C. III Ard. 7. — Comptes rendus décadaires, 11 et 21 vendémiaire. Cf. aussi P 7, 7.284, dossier 1819. — Lettre de Braveix au ministre de la justice du 1^{er} ventôse.

(4) Arch. nat. F. 1 C. III Ard. 7. — Compte rendu décadaire du 21 nivôse, et pétition de St-Fortunat s. d.

(5) Arch. nat. F. 1 C. III Ard. 7. — Compte-rendu décadaire du 1 et 11 prairial an VI.

générale dans le clergé et les fidèles que Chambon, lui-même, découragé, ne daigne plus répondre aux lettres de son évêque. Le 16 avril 1798, Savine se plaint à Roux, curé de Coux, de n'avoir reçu aucune nouvelle du Vivarais depuis plusieurs mois (1).

Le schisme constitutionnel, sans appui dans l'opinion, a perdu toute vitalité. Braveix constate, le 6 brumaire, que les assermentés « sont en bien petit nombre ». Les comptes rendus décadaires de l'an VI ne mentionnent jamais plus de 5 ou 6 conformistes qui exercent le culte public, dans l'ensemble du département (2). Leur ministère, d'ailleurs, rencontre si peu de sympathies dans le peuple que l'administration a fort à faire pour les protéger contre les rancunes, les avanies et les mauvais traitements de leurs concitoyens (3). Les brigands s'acharnent contre eux et les traitent comme les Jacobins. Plusieurs même, qui vivaient dans la retraite et qui avaient renoncé à s'immiscer dans les fonctions ecclésiastiques, sont assassinés au cours de l'an VI (4).

Mais, si le culte public devient de plus en plus rare et exceptionnel, si, malgré les invitations de l'autorité, les conformistes n'osent plus guère se produire au dehors, ni officier dans les églises, de nombreux locaux s'ouvrent au culte privé et presque tous les réfractaires trouvent un asile inviolable dans leur paroisse ou à proximité. Pas un ne songe à profiter du délai de grâce, pour gagner la frontière. Mgr d'Aviau, lui-même, qui, au mois de juin 1797, était revenu d'Italie, se cache à St-Symphorien, à Annonay ou à Lyon (5), mais ne veut pas entendre parler d'une nouvelle expatriation.

L'administration n'ignore pas que, dans la plupart des communes, les réfractaires « sont reçus par la majeure partie des habitants » (6). A tout instant, dans leur correspondance, Meynier, Mamarot et Thoulouze signalent leur présence et demandent la déportation prompte « de quelques-uns de ces prêtres, dont la fougue ne connaît aucun frein, qui exaspèrent le peuple contre le gouvernement, en lui prêchant continuellement qu'un catholique ne peut pas faire son salut dans un état constitué en république » (7) ; mais aucun commissaire du pouvoir exécutif, aucune municipalité de canton

(1) Fonds Mazon F. 36. — Correspondance de Savine avec Chambon, lettre de Savine à Roux. Cf. aussi : *Vie de Vernet*, par DABERT, p. 146 et Déclaration de l'évêque de Viviers du 20 vendémiaire, impr. 12 p. B. A.

(2) Arch. nat. F. 1 C. III Ardèche 7. — Comptes décadaires du 1^{er} brumaire, 11 frimaire et 1^{er} nivôse.

(3) Fonds Mazon, chron. T. 19. — Insultes et violences des habitants de Rocles et Joannas contre le curé constitutionnel de Largentière, fin frimaire.

(4) Arch. nat. F. 7, 7.284. — Deux sont assassinés en brumaire. Lettre de Braveix au ministre de la police du 30 brumaire ; Cf. aussi compte-rendu décadair du 1^{er} fructidor.

(5) *Vie de Mgr d'Aviau*, par LYONNET, T. II, p. 35. — Lettre de l'abbé Vernet à Lyonnet.

(6) Fonds Mazon, chron. T. 19. — Dénonciation de Salel, le 4 brumaire VII.

(7) Arch. nat. F. 7, 7.284. — Rapport sur la situation politique du département de l'Ardèche, 14 frimaire VI.

n'ose prendre l'initiative, et encore moins la responsabilité, de leur arrestation. A toutes les sommations du ministre de la police, les réponses, sous des formes variées, sont identiques : vouloir appliquer la loi, avant l'arrivée de forces imposantes, ce serait déclencher un soulèvement général et provoquer le massacre des patriotes. « Nous nous ferions assassiner, disent tous les fonctionnaires, et nous n'avons pas d'autre parti à prendre qu'à donner notre démission. » En fructidor VI, Braveix déclare encore qu'« on a vainement essayé de surprendre les prêtres qui célèbrent le culte dans les maisons particulières, mais les hommes et les femmes fanatisés les protègent » (1). Devant cette complicité de la population, l'autorité s'avoue impuissante à faire exécuter les ordres impératifs du pouvoir exécutif (2). Si elle continue, néanmoins, à prescrire quelques perquisitions, pour mettre sa responsabilité à couvert, elle ne se fait aucune illusion sur le résultat.

On comprend, dès lors, que les arrestations soient très rares. Et même, si quelque réfractaire tombe entre les mains de la justice, les tribunaux, par crainte de la réaction des fidèles, laissent traîner son procès en longueur, sous prétexte d'attendre des renseignements qui ne viennent jamais, et l'inculpé, presque toujours, trouve des amis dévoués qui favorisent son évasion. Sur 27 prêtres de l'Ardèche qui sont condamnés à la déportation par arrêté du Directoire exécutif (3), trois seulement : Delent, La Saumès et Bonnet connaîtront les bagnes de Rochefort ou de l'île de Ré (4). En un mot, si la loi du 19 fructidor arrête la renaissance religieuse, si elle suspend le culte public et gêne le culte privé, elle fait peu de victimes dans le département, mais elle aigrit, irrite et indigne les catholiques. Cette exaspération favorise les brigands, qui apparaissent à la population comme d'utiles auxiliaires pour modérer et réprimer l'audace des patriotes.

II

Dès le mois de thermidor an V, Dominique Allier reparaît dans le Vivarais et reprend contact avec ses partisans. Il a de nombreuses conférences à Bannes, à Berrias, aux Vans, à Thueyts, à Mézilhaac, avec tous les suspects, les déserteurs, les royalistes et les parents

(1) Arch. nat. F. 1 C. III Ard. 7. — Compte décadaire du 11 vendémiaire et du 1^{er} fructidor VI.

(2) Les ministres de la justice et de la police générale se plaignent souvent des négligences de l'administration. — Cf. Arch. nat. F. 1 C. III, Ard. 7 et F 7, 7.284.

(3) Arch. nat. F. 7, 4.371, 4.372, 4.373.

(4) Victor PIERRE, *La déportation ecclésiastique sous le Directoire*, pp. 114, 115, 141 et 302. Le département prit, lui aussi, un certain nombre d'arrêtés de déportation contre l'Abbé Manoha, curé de Vocance. Cf. ROSTAING, p. 311 ; contre Coren, Arch. Ard. L 141, procès-verbal du 27 vendémiaire. Braveix dans sa correspondance, Arch. nat. F. 7, 7.284 et 7.315, fait allusion à plusieurs autres, mais il ne semble pas qu'ils aient été suivis d'exécution. Le 18 brumaire, Braveix écrit qu'il a été sursis à l'arrestation de Coren. — F. 7, 7.284.

d'émigrés (1). D'accord avec ses amis, Perrochon, Pongard, Surville, Gallier, Chabert, il travaille activement à réorganiser le parti contre-révolutionnaire et à donner une impulsion énergique à la chouannerie. Ses rapports avec St-Christol lui assurent le concours des insurgés de la rive gauche. La popularité de Fontanieu, son lieutenant, qui, au début de fructidor, « fait prêter serment d'obéissance à Louis XVIII, à plus de 200 personnes » (2), à Courrÿ, lui permet d'escompter l'appui des paysans et des catholiques de la région de St-Ambroix et de Barjac.

Bien loin de briser l'élan des conjurés, le coup d'état du 18 fructidor précipite les événements (3). L'occasion semble propice de tenter un grand coup, pour effrayer les républicains et frapper l'imagination populaire. Le 28 fructidor, on apprend, à Privas, que St-Christol et Allier viennent de s'emparer par surprise de la citadelle de Pont-St-Esprit (4). Le 25, une troupe de 400 hommes débouchait du pont du Rhône, au pas de charge, et sommait la garnison de se rendre. « On ferme les portes, écrit Flaugergues à Gleizal, la sentinelle monte en haut pour leur demander ce qu'ils veulent. Ils répondent, par quelques coups de fusil tirés en l'air, et se saisissent d'un vieux brancard de charette..... et en frappent la porte qui s'ouvre au premier coup. Ils entrent et tirent, pour la forme, quelques coups de fusil..... » (5). Les patriotes ne doutèrent pas un seul instant de la connivence de la garde avec les brigands.

Une fois en possession de la place, St-Christol et Allier, selon le procédé classique, imposent de lourdes contributions aux républicains de la ville et des campagnes environnantes et mettent à sac les maisons du représentant Chazal et du citoyen Laboissonnade. Les patriotes effrayés s'enfuient et se réfugient en grand nombre à Viviers et dans le bas Vivarais, pendant que les modérés et les royalistes, au témoignage de Flaugergues, continuent à vaquer tranquillement à leurs affaires (6).

Les administrations se déclarent en permanence et lèvent rapidement des troupes, mais les généraux, trop timides, n'osèrent pas sortir de leur division, attendirent des ordres et perdirent un temps précieux. Les chouans, qu'un homme d'initiative et d'audace eût facilement cernés dans leur conquête, purent se retirer sans être inquiétés, après deux jours d'exactions et de pillages. Les uns, avec

(1) Manuscrit de Delichères, p. 264. Cf. aussi Arch. nat. F. 7, 7,284, Lettre de Merle, commissaire des Vans, le 12 fructidor V, au ministre de la police.

(2) Arch. nat. F. 7, 7,284, Rapport du 14 frimaire VI.

(3) La nouvelle des événements du 18 fructidor était connue dans le pays, dès le 23 ou le 24 fructidor. Cf. Delichères, p. 269.

(4) Arch. Ard. L. 140, Procès-verbal de l'administration centrale du 28 fructidor, Lettre du général Boisset au département.

(5) Fonds Mazon, Chron. T. 24, Lettre de Flaugergues de Viviers à Gleizal, le 28 fructidor.

(6) Lettre de Flaugergues du 28 fructidor.

St-Christol, regagnent la rive gauche, dérobent, en passant, 1.000 écus à des patriotes de Bollène et, avant de se disperser, fusillent 4 ou 5 républicains (1). Les autres, avec Allier et Fontanieu, se dirigent sur l'Ardèche, où, pendant trois mois, ils vont narguer l'administration, commettre les pires forfaits et rendre la vie intenable aux Jacobins (2).

Au début de l'an VI, on les signale partout. Ils se déplacent avec une rapidité qui tient du prodige et, jusqu'en nivôse, ce sera un incessant va-et-vient de la plaine à la montagne. Comme toujours, leur terrain d'élection est le Tanargue, mais ils ne dédaignent pas les fructueuses opérations dans la région d'Aubenas, Antraigues, Villeneuve-de-Berg et Bourg-St-Andéol. Le haut Vivarais, au contraire, ne connaîtra que de rares et courtes incursions. Tournon est parfaitement tranquille, écrit Braveix, et, si « les cantons du Cheylard et de Lamastre abondent en royalistes, les brigands n'y trouvent pas faveur » (3).

Allier, connu sous les noms de Bertrand, Thomas ou François, a établi son quartier général dans la forêt de Bauzon, mais on le rencontre souvent, à proximité de Bannes et de Jalès. Tous les villages lui fournissent des messagers bénévoles pour transporter sa correspondance et il n'est pas un paysan qui hésite à le renseigner sur les menées de ses ennemis et à lui assurer des lieux de refuge. Perrochon, Pongard et surtout Fontanieu enrôlent, publiquement et en plein jour, jusque dans les centres de Joyeuse, des Vans et d'Aubenas (2). Des émissaires de Lyon parcourent le pays, abondamment pourvus de passeports. Chaque jour, entre Aubenas et Thueyts, on voit des figures nouvelles. Beaucoup d'étrangers viennent du Dauphiné et de la Provence. On les reconnaît à leur langage et à leur accent. Quelques-uns semblent des personnages importants, des nobles ou des bourgeois, affublés de noms d'emprunt (4).

Les autorités sont inquiètes et l'administration centrale, à la fin de 1797, demande au ministre de la police l'autorisation de faire arrêter les voyageurs qui ne suivent pas les routes fixées sur leurs passeports, ou qui s'attardent dans les localités qui ne sont pas mentionnées sur leurs papiers. Elle réclame sans cesse de l'argent pour payer des espions. C'est le seul moyen de pénétrer le secret des nombreux conciliabules qui se tiennent dans des maisons isolées, sur les routes ou dans les bois (5). Mais, malgré les primes alléchantes

(1) Arch. Ard. L. 140, Procès-verbal du 30 fructidor. Cf. aussi manuscrit de Delichères, p. 269.

(2) Arch. nat. F. 7, 7.284, Rapport du 14 frimaire. Cf. aussi nombreuses pièces F 7, 7.315.

(3) Arch. nat. F. 1 C. III Ardèche, 7. — Compte-rendu décadaire du 21 brumaire. Cf. aussi Fonds Mazon Chron. T. 24, Lettre de Flaugergues à Gleizal du 7 frimaire.

(4) Manuscrit de Delichères p. 290. Lettre du Commissaire des Vans du 12 fructidor V. F. 7, 7.284. Compte décadaire du 11 brumaire VI, F. 1 C. III Ard. 7.

(5) Arch. nat. F. 7, 7.315. — Lettres de l'administration centrale du 16 et du 18 vendémiaire au ministre de la police. Cf. aussi rapport au ministre de la police du 27 vendémiaire.

offertes par le département, personne ne se soucie de dénoncer les suspects, encore moins de porter la main sur eux.

Quel pouvait bien être le dessein d'Allier et des ses complices ? Songeaient-ils vraiment à organiser une vaste insurrection, susceptible d'ébranler le régime et de rétablir la monarchie ? On hésite à les croire assez naïfs, après tant de déceptions et d'échecs, pour nourrir encore, à cette date, de pareilles illusions. Il est probable que, sans écarter l'idée de vastes opérations, leur but immédiat était, avant tout, la satisfaction sauvage de leur haine implacable contre la Révolution, par la ruine et l'extermination des patriotes, des fonctionnaires et des Jacobins. On s'expliquerait, dès lors, qu'aussi longtemps qu'Allier et ses amis imposent leur autorité aux insurgés, la spoliation, le vol et les contributions forcées ne soient que les accessoires de leur activité, le moyen de s'attacher des partisans et d'attirer de nouvelles recrues. On comprendrait aussi que, même avec des troupes que la rapine et le pillage intéressent plus que la politique, les seules victimes de toutes les exactions et de toutes les violences soient toujours les représentants autorisés et les agents de ce gouvernement exécré.

Quoi qu'il en soit des projets et des intentions d'Allier, l'équipée de Pont-St-Esprit marque le début d'une série d'attaques rapides et soudaines contre les bourgs sans défense ou les riches exploitations des patriotes. Allier dispose de plusieurs centaines d'hommes, répartis en nombreux petits détachements, très entreprenants et très mobiles (1).

Le 9 vendémiaire, les républicains de Joyeuse sont mis en émoi par les révélations de Pellier-Gadret qui, après avoir accompagné Allier à Pont-St-Esprit, venait de se brouiller avec lui. La nuit suivante, les brigands devaient fondre sur la ville, massacrer les patriotes, enlever les caisses publiques et s'emparer des armes et des munitions. Déjà, les conjurés s'étaient infiltrés dans les environs, dans les bois voisins ou les auberges des carrefours. Plusieurs assassinats de républicains et plusieurs arrestations de voyageurs témoignent de leur présence et de leur activité. Mais Allier flaira la trahison et, au lieu de donner le signal de l'attaque, il ramena ses troupes dans la montagne (2).

Cette retraite est marquée par une recrudescence d'attentats, de vols et de pillages, exécutés au cri de « Vive le roi ! En passant aux Assions, les chouans enlèvent le gendarme Jean Blachère et le patriote Monjotte, père de cinq enfants, et les fusillent sans pitié (3).

(1) Fonds Mazon, chron. T. 24. — Lettre de Flaugergues à Gleizal du 9 frimaire VI.

(2) Manuscrit de Delichères, pp. 284-289.

(3) Arch. nat. F. 7, 7.284. Rapport du 14 frimaire. Cf. F 1 C. III Ardèche 7. Compte-rendu de l'administration centrale du 1^{er} semestre de l'an VI, impr. Privas, 55 p. Cf. aussi Arch. Ardèche L. 214. Lettre du 13 vendémiaire VII sur Allier.

Une forte colonne traverse, le 11 vendémiaire, la région de Ste-Eulalie, en traînant à sa suite une pièce de canon. Les percepteurs de Borée et de St-Martial sont dévalisés, le juge de paix de Burzet est arrêté, dépouillé de ses papiers, puis remis en liberté (1). Les brigands poussent une pointe en Lozère, jusqu'à Puy-laurent, mettent à sac la demeure de Chaballier, beau-frère du conventionnel Barrot, et se retirent en emmenant deux mulets chargés de butin (2). Quelques jours plus tard, Allier, Chabert et Perrochon, avec une quarantaine d'affidés, investissent la maison d'Heyraud à Bessas, s'emparent des armes et des objets de valeur, saisissent le propriétaire et, malgré les supplications de sa femme et de ses enfants, l'abattent à coups de fusil au coin d'un bois, près de Vallon (3). A Mayres, à Burzet, à Coucouron, ils font contribuer les acquéreurs de biens nationaux (4).

A la fin de vendémiaire, ils abandonnent momentanément la montagne et se glissent de nouveau, par petits groupes, dans les cantons des Vans, de Bannes, de Largentière et de Bourg-St-Andéol. Un détachement, en cocarde blanche, parcourt le midi, signalant partout son passage par de nouveaux crimes sans rencontrer aucune résistance. Il assaille les républicains, désarme les gardes nationales, envahit les villages, en plein jour, et disparaît sans être inquiété. Les brigands, guidés par leurs espions, avertis par les paysans du mouvement des troupes, se rient des mesures de défense des patriotes et éventent facilement tous les pièges qu'on leur tend (5).

Au début de brumaire, désireux sans doute de mettre leur butin en sécurité, ils regagnent leurs asiles de la montagne. Dans les forêts de Bauzon, de Mazan et du Tanargue, ils ont construit des baraquements, organisé des cavernes et établi, loin des regards indiscrets, des magasins de ravitaillement et de véritables arsenaux d'armes et de munitions.

A la fin de brumaire, ils sont les maîtres incontestés de la montagne et leurs incursions, presque toujours, ont des suites tragiques. Lamothe-Pongard assiège, dans sa maison de campagne, l'ancien terroriste Dumonts, qui n'échappe que par miracle à la mort (6). Le 29 brumaire, ils envahissent, une fois de plus, le domaine de Lacroix, à Mayres, saccagent le mobilier, brisent les instruments ara-

(1) Arch. Ard. L. 141. Procès-verbaux des 14 et 16 vendémiaire.

(2) Arch. nat. F. 7, 3.681, 14. Lettre de Servièrre du 25 vendémiaire VI. Cf. aussi Arch. Lozère L. 126, Lettre de Villefort du 22 vendémiaire et Arch. Ardèche L. 214, Lettres diverses.

(3) Arch. Ard. L. 214, Arch. nat. F. 7, 7.284 ; et rapport de l'administration centrale, 1^{er} semestre de l'an VI.

(4) Fonds Mazon, chron. T. 19.

(5) Arch. Ardèche L. 141, procès-verbal du 30 vendémiaire. Cf. aussi comptes décadaires du 21 brumaire ; cf. rapport du 14 frimaire F. 7, 7.284.

(6) Fonds Mazon, chron. T. 25. — Réponse de Dumonts au libelle de Rouchon, Boisset et Garilhe.

toires, enlèvent l'argent et les objets précieux et intimement aux nouveaux propriétaires l'ordre de ne plus reparaitre sur leur exploitation, sous peine de mort (1). Le premier frimaire, trois gardes nationaux de Burzet tombent sous les coups des chouans, huit sont grièvement blessés et, sans la brume qui permet aux autres de s'échapper, toute la patrouille de 25 hommes eût subi le même sort (2). Le 6 frimaire, 22 brigands, parmi lesquels les patriotes prétendent avoir reconnu plusieurs émigrés de marque, tels que Pongard, Surville et Allier, viennent jeter l'alarme dans le canton de Coucouron. Ils en veulent surtout au juge de paix, Enjolras, ancien curé intrus d'Aubenas, qui les poursuit sans répit et qui, au mois de juin précédent, a réussi à se saisir de Lamothe. S'ils ne peuvent l'atteindre ce jour-là, ils reviendront à la charge en pluviose et assassineront son frère et sa belle-sœur (3).

Le 15 frimaire, Meynier écrit de Joyeuse : « La rage de ces cannibales semble s'être accrue depuis la mémorable journée du 18 fructidor. Les forfaits augmentent, de jour en jour » (4), et Braveix constate que la morgue des royalistes et les provocations des contre-révolutionnaires vont de pair avec l'activité de ces bandits (5).

Les malheureux patriotes, surtout dans les campagnes, sont obligés de monter la garde, jour et nuit, pour déjouer les nouvelles ruses et prévenir les projets criminels de leurs ennemis. Les acquéreurs de biens nationaux et les percepteurs se barricadent chez eux et beaucoup n'osent même pas sortir, en plein jour, pour s'occuper de leurs affaires ou se procurer les objets les plus indispensables à la vie. Ils redoutent toujours de voir surgir à l'improviste une bande embusquée dans quelque fourré ou repli de terrain et de recevoir un coup de fusil. La terreur est si grande que 40 brigands peuvent pénétrer dans Villefort, défiler, deux par deux, dans les rues, le fusil en bandouillère, sans que personne ne songe à donner l'alarme, ni à esquisser la moindre résistance (6).

Bourgeois et paysans, d'ailleurs, leur sont sympathiques. On les considère volontiers comme d'honnêtes gens, en état de légitime défense, injustement persécutés et traqués par les Jacobins. Et, comme ils ont bien soin de ne jamais s'attaquer ni aux biens, ni aux propriétés des habitants paisibles, chacun se dispense d'être sévère à des méthodes de violence qui ne l'atteignent pas. Les classes

(1) Arch. Ard. L. 495.

(2) Arch. nat. F. 7, 7.284. — Lettre de Meynier, commissaire près le tribunal de Largentière, au ministre de la justice, 15 frimaire VI.

(3) Mémoire d'Enjolras au 1^{er} Consul, Fonds Mazon F. 47.

(4) Arch. nat. F. 7, 7.284, Meynier au ministre de la police.

(5) Arch. nat. F. 1 C. 111 Ardèche 7. — Compte-rendu décadaire du 1^{er} frimaire VI.

(6) Arch. nat. F. 7, 7.284, Rapport du 14 frimaire. Cf. aussi Arch. Lozère L. 126, Lettre de Villefort, du 22 vendémiaire.

rurales leur sont même reconnaissantes de la crainte qu'ils inspirent à l'administration. Nul n'ignore, en effet, que, grâce à cette appréhension salutaire, les catholiques peuvent encore avoir recours au ministère de leurs prêtres et les paysans garder auprès d'eux leurs enfants tombés sous le coup de la réquisition (1).

Les patriotes affolés dénoncent, à tout instant, cette collusion de la population et des brigands qui menace de transformer, à bref délai, le Vivarais en une seconde Vendée. Pour prévenir ce danger, les commissaires du Directoire exécutif réclament des secours urgents. L'Ardèche est complètement dégarnie de troupes. C'est à peine si, au début de l'an VI, les diverses garnisons du département donnent un total de 185 soldats, dispersés en poussière de détachements, incapables, en cas d'attaque, de se prêter un mutuel appui. Il faudrait, au moins, 500 hommes pour contenir et réprimer l'audace des insurgés. Découragée de l'abandon où on laisse le pays, l'administration centrale supplie le pouvoir exécutif de la décharger de la responsabilité de l'ordre et de confier à d'autres fonctionnaires le souci de la police. Le ministre répond qu'il ne dépend pas de lui de modifier les attributions des corps constitués et, devant le manque de troupes de ligne, il invite le département à utiliser les ressources locales de la gendarmerie et de la garde nationale (2).

Si le conseil était opportun, il était difficile à mettre en pratique. Il ne faut pas compter, en effet, sur le zèle d'une gendarmerie, dont la condition matérielle est lamentable, et qui déserte ses fonctions pour ne pas mourir de faim. Quant à la garde nationale, elle refuse ouvertement, dans beaucoup de communes, de courir les risques d'une expédition militaire contre les brigands (3).

La nouvelle administration centrale ordonne, néanmoins, dès le 15 vendémiaire, la levée des gardes nationales dans les cantons les plus menacés : à Antraigues, à Aubenas, à Villeneuve-de-Berg, à Joyeuse et à Largentière, à raison de 100 hommes par canton (4). Mais, si Villeneuve-de-Berg peut, dès le lendemain, diriger 50 hommes sur Montpezat et Burzet, où la situation est critique, la garde nationale d'Aubenas se réfugie dans la passivité la plus absolue. Malgré les injonctions de la municipalité, pas un seul citoyen ne se présente et, quand les délégués des communes voisines arrivent à Aubenas pour organiser le détachement, ils sont accueillis par des huées, traités d'anarchistes et de terroristes et poursuivis par les mauvais propos des femmes et des malveillants. Devant une récep-

(1) Arch. nat. F. 7, 7315, Lettres de l'administration centrale au ministre de la police en vendémiaire et brumaire VI.

(2) *Ibidem.* — Cf. lettres des 14, 16, 18 vendémiaire, rapport au ministre de la police du 27 vendémiaire. Réponses du ministre de la police des 2 et 24 brumaire et 14 pluviôse.

(3) Arch. nat. F. 1 C. 111 Ardèche 7, Compte décadaire du 21 brumaire.

(4) Arch. Ard. L. 141, procès-verbal du 15 vendémiaire.

tion aussi dénuée de sympathies, les bonnes volontés se découragent et les volontaires rentrent chez eux, bien décidés à ne plus se dérange (1).

La municipalité a beau faire, le lendemain, une proclamation sévère pour rappeler ses concitoyens à l'obéissance et au respect des lois, tout est inutile, personne ne bouge, tant est grande la conviction que les chouans n'en veulent qu'aux fonctionnaires et aux acquéreurs de biens nationaux et qu'ils ne nourrissent aucun sentiment hostile à l'égard des honnêtes gens. L'exemple d'Aubenas est contagieux. Chacun se désintéresse des inquiétudes et des anxiétés des Jacobins. Les diverses communes perdent tout sentiment de solidarité, les unes à l'égard des autres, et, quels que soient les appels désespérés des voisins, elles s'opposent au départ de leurs compagnies, sous prétexte qu'elles pourraient être exposées à l'invasion, pendant leur absence.

Du 16 au 20 vendémiaire, le capitaine de gendarmerie, Costes, avec le détachement de Villeneuve-de-Berg et quelques gendarmes, parcourt la forêt de Bauzon et de Mazan, mais les insurgés, qui ne tiennent pas à combattre, sont introuvables. Le 20 vendémiaire, la colonne, qui a perdu quatre jours à explorer la montagne, sans apercevoir un seul ennemi, est de retour à Aubenas et les soldats regagnent leurs foyers, fort mécontents des fatigues inutiles qu'on leur a imposées (2). La dislocation n'était pas terminée que les attentats sanglants recommençaient de plus belle. Le département complète, le 27, son arrêté du 15 vendémiaire et prescrit l'organisation immédiate de colonnes mobiles dans les 18 cantons qui avaient refusé de se conformer à l'ordonnance du Directoire exécutif du 27 floréal an IV (3), mais l'ardeur patriotique est si languissante que, le 11 brumaire, l'administration centrale n'a pas encore reçu un seul procès-verbal constatant l'exécution de ses ordres (4).

Devant cette mauvaise volonté flagrante, l'autorité fait appel au général Boisset qui réunit à Privas une cinquantaine de soldats. Les administrateurs lui adjoignent Michel qui est chargé de requérir et de rallier, au passage, les gardes nationales de la montagne. Enjolras, de son côté, obtient des renforts de Pradelles et de Lan-gogne pour couper la retraite aux brigands, du côté de la Lozère et de la Haute-Loire, et les rejeter sur la région de Joyeuse et des Vans (5). La colonne part le 29 brumaire par Grange-Madame et se dirige sur Mézilhac, Lachamp-Raphaël, Ste-Eulalie et Burzet. Elle

(1) Manuscrit de Delichères, p. 287.

(2) Fonds Mazon, chron. T. 16, Rapport du capitaine Costes. Cf. aussi Delichères, p. 287.

(3) Arch. Ardèche L. 141, Procès-verbal du 27 vendémiaire.

(4) Compte décadaire du 11 brumaire.

(5) Arch. nat. F. 7, 7.284, Rapport de Michel. Cf. aussi Fonds Mazon F. 47, Mémoire d'Enjolras.

fouille les bois, visite les défilés et les ravins de la forêt de Bauzon, redescend sur Antraigues et Aubenas, se rabat sur Joyeuse et les Vans, parcourt les cantons de Vallon, Bannes et Barjac et rentre, le 14 frimaire, à Pont-St-Esprit (1).

Cette expédition fut extrêmement dure et pénible. Les soldats mal nourris, mal vêtus, sans uniforme et sans souliers, souffrirent cruellement de l'intempérie de la saison, de l'insuffisance du ravitaillement et des entreprises des brigands. La neige obstruait les chemins et rendait la progression très difficile. Sur leur passage, les paysans cachent leurs provisions pour éviter la réquisition. Un détachement tombe dans une embuscade et a trois hommes tués et plusieurs blessés (2).

Le résultat n'est pas en proportion de l'effort fourni. Cinq brigands sont fusillés, sept sont faits prisonniers, dont deux chefs que Boisset garantit « les plus rusés des plus intrépides coquins de la république », Lamothe-Pongard et Chabert dit la Vendée, arrêtés à la Blachère. « Tous deux, écrit Boisset à Chazal, ont été reconnus pour les assassins de plusieurs particuliers et bien reconnus au Pont-St-Esprit comme faisant partie de la bande royaliste qui y entra, les armes à la main. » Lamothe-Pongard, traduit devant le conseil de guerre, fut passé par les armes, quelques semaines plus tard, à Montpellier, mais Chabert réussit, une fois de plus, à s'évader. Andéol Vincent, d'Aubenas, messenger attitré des brigands, est renvoyé devant le tribunal criminel de l'Ardèche. Sa culpabilité n'était pas douteuse, mais il fut impossible d'obtenir contre lui le moindre témoignage et le jury l'acquitta, le 26 ventôse an VI. Cet échec exaspéra les Jacobins qui, ne sachant sur qui déverser leur rancœur, dénoncent la faiblesse et l'incivisme de Boisset et demandent son rappel (3).

Le département est débordé et sa correspondance trahit un véritable affollement. Il supplie le gouvernement et la députation de l'Ardèche de s'intéresser au sort de ce malheureux pays (4). Dès le 20 vendémiaire, Gamon presse le ministre de la police de renvoyer le général Motte, avec des troupes, dans le Vivarais. Il rappelle qu'en l'an IV, c'est grâce à son indomptable énergie que les tentatives d'Allier et de Lamothe ont échoué. Il a été la terreur des insurgés, l'effroi des contre-révolutionnaires, il connaît le théâtre des opérations, il a la confiance des républicains : nul n'est mieux qualifié que lui, pour rétablir l'ordre dans cette nouvelle Vendée (5).

(1) Fonds Mazon chron. T. 24, Lettre de Boisset à Chazal, 16 frimaire.

(2) Rapport de Michel et lettre de Boisset.

(3) Lettre de Boisset, Manuscrit de Delichères p. 294. Cf. aussi *Moniteur* T. 29, p. 132, et Arch. nat. F. 7, 7.284, Lettre de Braveix au ministre de la police du 29 ventôse.

(4) Cf. sa correspondance dans F 7, 7.284 et 7.315.

(5) Arch. nat. F. 7, 7.315, Lettre de Gamon, Gleizal, St-Prix et St-Martin au ministre de la police, 20 vendémiaire.

Le traité de paix de Campo-Formio permit au pouvoir exécutif de donner satisfaction au vœu des patriotes. A la fin de frimaire, Motte annonce sa prochaine arrivée, avec deux bataillons de renfort (1). L'administration respire, les Jacobins triomphent et c'est au tour des chouans de s'inquiéter. Dès les premiers jours de nivôse, Motte prend le commandement de toutes les forces de police et, jusqu'à la fin du mois, il va donner aux brigands une chasse sans répit.

A la tête de 400 à 500 hommes, Motte inspecte minutieusement tous les recoins du Tanargue, brûle les baraques construites dans les bois, visite les maisons isolées, les fermes, les granges, les bergeries, fouille les villages et relève les moindres traces du séjour ou du passage des insurgés. Il a, lui aussi, ses espions et ses inquisiteurs et, malgré la discrétion du paysan, il réussit, en quelques jours, à saisir une quinzaine de bandits qui, presque tous, sont des déserteurs, des contumaces, anciens condamnés aux fers ou échappés des galères, gens de sac et de corde. Trois qui essayaient de s'enfuir ont été abattus à coups de fusil. Mais, comme le constate Motte lui-même, les arrestations sont très difficiles. Il ne faut pas compter sur le concours des habitants. Ils se feraient hacher plutôt que de livrer un seul proscrit. Les autorités civiles et surtout les juges de paix ne manifestent pas un zèle patriotique plus ardent. Le plus souvent, il est impossible de distinguer les brigands des paisibles bûcherons, des agriculteurs ou des bergers. La plupart ont eu soin de déposer leurs armes en lieu sûr, pour ne pas courir le risque d'être fusillés sur place, en cas de surprise. Aussi presque tous les prisonniers sont-ils passibles des tribunaux civils qui, le plus souvent, font preuve d'une désolante faiblesse (2).

Seul, d'ailleurs, le menu fretin tombe entre les mains des patriotes. Les chefs, dès l'arrivée de Motte, ont deviné le danger et se sont empressés de gagner des régions plus hospitalières. Les uns ont repassé le Rhône ou se sont jetés dans le Gard, la Lozère et surtout la Haute-Loire. Les autres se terrent prudemment dans leurs retraites les plus secrètes, et, comme le lièvre effarouché, ne sortent plus du gîte, tant que la montagne retentit des marches et des contre-marches des troupes de ligne (3).

Allier et Surville ont disparu. On perd leurs traces durant plusieurs mois et, même s'ils font encore quelques apparitions dans l'Ardèche, en floréal et prairial, leurs exploits dans le Vivarais sont bien près de leur terme. Réfugiés dans la Haute-Loire, ils seront

(1) Arch. nat. F. 7, 7.284, Lettre de Braveix, commissaire près l'administration centrale, au ministre de la police générale du 1^{er} nivôse VI.

(2) Arch. nat. F. 7, 7.284, Rapport de Motte sur son expédition du 3 au 14 nivôse VI, daté du 16 nivôse.

(3) Comptes décadaires de nivôse et pluviôse, F. 1 C. 111 Ardèche 7.

dénoncés et arrêtés, le 15 fructidor an VI (1), à Tiranges, avec quelques-uns de leurs compagnons. Allier montera sur l'échafaud à Lyon et Surville sera fusillé au Puy, à la fin de 1798 (2).

III

La fuite d'Allier et de ses principaux lieutenants ramène une tranquillité momentanée dans le pays. Pour la première fois, Braveix, dans son rapport décadaire du 1^{er} pluviôse, ne mentionne pas de nouveaux crimes. Le 11, il annonce avec un soupir de soulagement que les compagnons de Jésus ont enfin cessé leurs incursions et, le 21, il déclare qu'à la grande satisfaction des patriotes « les brigands paraissent avoir abandonné ce département » (3). Le 13 ventôse, Blaizac, de Lamastre, constate, à son tour, que « les égorgeurs royaux sont moins audacieux » et que, désormais, les honnêtes gens sont en sûreté (4).

Ce n'est pas, cependant, que l'ère des crimes soit définitivement close. Les brigands, pour ne plus se grouper en bandes, n'ont pas tous disparu et les représailles privées prolongent encore çà et là, l'écho des attentats précédents. Le 17 pluviôse, une petite troupe de déserteurs et de chouans poursuit vivement un patriote de Baix, Sallès, et ravage ses propriétés (5). Le 23, le frère d'Enjolras est frappé mortellement à Concouron (6). Le 11 ventôse, l'adjoint municipal de Prunet est attaqué à un détour du chemin et grièvement blessé (7). Le 13, des coups de feu, dont on ignore la provenance, sont tirés sur Louis Vissac et, le 21, on assassine encore deux républicains (8) du Béage, mais ce sont des attentats isolés, qui ne mettent plus en danger la tranquillité générale.

L'administration centrale, cependant, n'a qu'une confiance relative dans la durée de l'accalmie et elle supplie le gouvernement de maintenir dans le pays les bataillons amenés par le général Motte. Une nouvelle crise serait à craindre, si l'Ardèche venait à être dégarnie de troupes, à la veille des élections (9). Les partis n'ont pas abdiqué, les passions politiques ne sont pas éteintes et les brigands

(1) Rapport du général de brigade Colomb au général Pellé, cité par DAUDET, *La conspiration de Pichegru*, pp. 301-303. Cf. aussi Arch. Ardèche L. 214, nombreuses lettres relatives à Allier et Surville.

(2) Ernest DAUDET, *La conspiration de Pichegru*, pp. 303-316.

(3) Arch. nat. F. 1 C. 111 Ardèche 7, Comptes rendus décadaires.

(4) Fonds Mazon, chron. T. 25, papiers Gleizal.

(5) Compte décadaire du 21 pluviôse et Fonds Mazon, chron. T. 25.

(6) Mémoire d'Enjolras, Fonds Mazon F. 47.

(7) Compte décadaire du 21 ventôse. Cf. encore Arch. nat. F. 7, 7.284, Lettre de Braveix au ministre de la police du 16 ventôse. Cf. aussi Delichères p. 314.

(8) Arch. Ardèche, dossier non coté sur le brigandage.

(9) Compte rendu décadaire 11 ventôse.

ne manqueraient pas d'exploiter l'agitation, le trouble et les dissensions que pourrait provoquer la campagne électorale.

Dès le mois de pluviôse, les heureux bénéficiaires du 18 fructidor commencent à se préoccuper des élections de l'an VI. Les nouveaux administrateurs, la plupart des commissaires du pouvoir exécutif, les anciens fonctionnaires de l'an II sont impatients de prendre une revanche éclatante de leurs échecs antérieurs. Le 29 pluviôse, Flaugergues écrit que les républicains seraient heureux de voir Gleizal siéger au corps législatif, en compagnie de Thoulouze et de St-Prix. Le 8 ventôse, il s'engage à faire tout son possible pour décider l'assemblée électorale à porter son choix sur un homme qui a rendu tant de services au département (1). Braveix a bon espoir (2). L'amélioration de l'esprit public permet de prévoir le succès des patriotes, mais il importe d'agir avec ordre et discipline et d'éviter des divisions funestes. C'est aussi l'avis de Thoulouze, qui profite de son séjour à Paris pour se concerter avec Gleizal et St-Prix sur le choix des candidats. Leurs amis en avisent aussitôt les patriotes des divers cantons et leur envoient des circulaires pressantes, pour fixer la tactique à suivre et guider le vote des assemblées primaires (3).

Les vaincus de fructidor hésitent à engager la lutte avec des adversaires qui disposent de moyens si puissants. Les royalistes affectent, au début, de se tenir en dehors de l'agitation électorale, mais les Jacobins les soupçonnent déjà d'arrière-pensées. S'ils se taisent, ils agissent dans l'ombre, écrit Braveix, et, s'il est impossible de pénétrer dans leurs secrets desseins, « ils laissent entrevoir quelque espérance flatteuse » (4). Les modérés, à leur tour, malgré les nombreuses destitutions qui ont affaibli leur influence, finissent pas se redresser devant les provocations des exclusifs et se lancent résolument dans la mêlée.

C'est la municipalité de Privas qui amalgame les éléments divers de cette opposition assez disparate. Elle ne pardonne pas à Gleizal, Thoulouze et à leurs amis d'avoir essayé de ravir à Privas son titre de chef-lieu. L'ancien maire, Dubois, met en avant la candidature de Boisset, son beau-frère, et de Garilhe, tous deux députés au Conseil des 500. Il s'abouche avec les amis de St-Martin, qui a été fort déçu de se voir exclu de la liste des Jacobins. A ces deux groupes se joignent bientôt tous les mécontents, secrètement excités par Rouchon, les anciens destitués, comme Duval, les modérés à tendances royalistes, comme Dalmas. Les uns et les autres mènent une cam-

(1) Fonds Mazon, chron. T. 25, Lettres de Flaugergues à Gleizal.

(2) Comptes rendus décadaires des 11 et 21 ventôse et 1^{er} germinal.

(3) Sur les opérations électorales du département de l'Ardèche par Rouchon, Garilhe et Boisset, 23 p. s. l. n. d. B. A. p. 1.

(4) Compte décadaire du 1^{er} ventôse.

pagne fort habile, pour dissocier le bloc de leurs adversaires et attirer à eux quelques transfuges. Un appoint très précieux leur vient du gouvernement lui-même, que commencent à inquiéter les menées des Jacobins, plus ou moins liées à l'activité des anarchistes (1). Sur les conseils de Rouchon, Garilhe et Boisset, les modérés, pour gagner les sympathies du Directoire, vont se poser en fidèles partisans de la Constitution de l'an III et accuser leurs adversaires d'être des factieux et des terroristes. Leur tactique est de faire scission, s'ils se heurtent à une majorité intolérante.

Les assemblées primaires se réunissent le 1^{er} germinal. Si beaucoup de paysans hésitent à perdre une journée pour se rendre au chef-lieu de canton, les abstentions sont rares dans la bourgeoisie et le succès est souvent âprement disputé. A Aubenas, Delichères constate que, sans les exclusions d'environ une trentaine d'individus, nobles ou parents d'émigrés, « nous courrions le risque de ne pas l'emporter. » (2).

Chaque parti se plaint des excès de ses adversaires, fulmine contre leurs intrigues, leurs cabales et leurs violences. Les Jacobins dénoncent les bagarres de Joyeuse, où quatre républicains ont été attaqués et malmenés par des chouans. A Bourg-St-Andéol, des coups de fusil ont été tirés sur des électeurs et une quarantaine de royalistes ont essayé de dissoudre l'assemblée (3).

Les modérés dressent, eux aussi, le tableau des illégalités d'une majorité sans scrupules. L'assemblée d'Aubenas s'oppose à la lecture de la proclamation du Directoire. Dans beaucoup de cantons, à côté d'exclusions arbitraires, on admet au scrutin des citoyens qui n'ont aucune des conditions requises pour voter. Parfois, pour empêcher les amis du gouvernement de déposer leurs suffrages, un petit groupe de factieux procède rapidement à l'élection des délégués, avant l'heure de la réunion, et, lorsque les bons citoyens se présentent, ils sont repoussés par la force et la violence, ou bien, si les exclusifs craignent de se trouver en minorité, ils lèvent la séance et renvoient l'assemblée à plus tard (4). Pour ne pas être complices de ces violations préméditées des formes légales, les modérés font scission dans une dizaine de cantons. A Lamastre, au Cheylard, à St-Pierreville, à Lavoulte, à St-Fortunat, à Jaujac, à Bannes, à Burzet, ils se retirent dans un local particulier, se constituent en assemblée primaire et nomment des électeurs (5). Les élus des

(1) Manuscrit de Delichères, p. 311. Cf. proclamation du Directoire aux Français du 9 germinal an VI, réimpression du *Moniteur* T. 29 p. 220.

(2) Delichères, p. 309.

(3) Arch. nat. F. 1 C. 111 Ardèche 2. Lettre de l'administration municipale de Bourg-Saint-Andéol au ministre de l'intérieur du 22 messidor VI. Cf. encore Fonds Mazon chron. T. 19, Lettre du commissaire près le tribunal de Largentière, 12 germinal.

(4) Cf. le libelle de Rouchon, Garilhe et Boisset, pp. 5 et 6.

(5) Arch. nat. F. 1 C. 111 Ardèche 2, Rapports sur les assemblées primaires.

assemblées-mères sont, en général, favorables aux Jacobins (1) et ceux des assemblées scissionnaires acquis au parti adverse.

L'assemblée électorale de Privas suscite des réclamations plus vives encore de la part des constitutionnels. A en croire le libelle de Rouchon, Garilhe et Boisset « sur les opérations électorales du département de l'Ardèche » et le procès-verbal des scissionnaires, les Jacobins avaient pénétré dans la salle de vote, « armés de bâtons, de fusils, sabres et pistolets, menaçant et criant comme des forcenés : Vivent les terroristes ! » Cette « bande de satellites de l'anarchie, de partisans furibonds du gouvernement révolutionnaire et du code anarchique de 1793 », pour manifester sa haine contre la constitution, s'est empressée de déchirer la proclamation du Directoire, affichée dans la salle. Elle abuse de son nombre pour écarter, sans examen, tous les élus des assemblées primaires qui lui déplaisent et valide, malgré les protestations des amis de la légalité, de nombreux électeurs, que la Constitution de l'an III et l'instruction du 6 germinal écartaient de toute assemblée électorale. C'est ainsi qu'ils ont accueilli favorablement des nobles et des parents d'émigrés, comme Daizac, Planzoles, Rivière, des citoyens qui n'ont pas les conditions de domicile requises, comme Garde, des hommes couverts de sang et de crimes, des membres des comités de Robespierre, comme Thoulouze, Cousin, Dumonts, Mamarot..... et même des prêtres réquisitionnaires, comme Vialard (2).

C'est même parmi ces inéligibles qu'ils sont allés chercher les membres du bureau. Le président de l'assemblée, Vincent, ne paie que 14 francs de contribution foncière et n'a pas les 150 livres de revenu exigées pour être électeur. Les trois scrutateurs tombent sous le coup de la loi du 19 fructidor : Rivière de St-Cirgues se qualifiait de noble avant la Révolution, Trémollet et Sabathier, sont, l'un, neveu, l'autre, oncle d'émigré (3).

En présence de manœuvres aussi répréhensibles et devant l'inquiétude que pouvaient inspirer à tous les citoyens honnêtes les choix d'une assemblée de factieux, il ne restait aux zélés défenseurs de la Constitution et aux fidèles amis du gouvernement qu'à faire scission et à se constituer en assemblée électorale distincte (4).

Ils se retirent d'abord dans la salle du tribunal (5), mais l'administration centrale, intimidée sans doute par les cris et menaces des anarchistes et trompée sur les intentions et les droits des élec-

(1) Fonds Mazon chron. T. 25, Lettre de Privas à Gleizal du 10 germinal. Cf. aussi comptes décadaires du 21 germinal.

(2) Libelle de Rouchon, Garilhe et Boisset p. 6. Cf. aussi procès-verbal de l'assemblée scissionnaire. Arch. nat. AF 111 213, dossier 970. Cf. encore Arch. nat. C. 530.

(3) *Ibidem*. Cf. encore manuscrit de Delichères, pp. 317-321.

(4) Procès-verbal de l'assemblée scissionnaire.

(5) D'après leur procès-verbal, ils étaient au nombre de 56, mais Delichères prétend que ce chiffre est exagéré. Cf. Delichères p. 320.

teurs, à qui le Directoire lui-même a inspiré de faire scission. « déclare leur assemblée attroupement séditieux et charge le général Motte de le dissiper par la force des baïonnettes. » Ce général, outrepassant ses pouvoirs, menace les républicains de déférer aux commissions militaires et de faire fusiller, sur-le-champ, les citoyens qui se réuniraient au nombre de plus de cinq personnes. Pour éviter un crime odieux, les minoritaires abandonnent la salle du tribunal, se groupent en plein air et « procèdent, dans le calme de la vertu, aux opérations qui leur sont attribuées par la Constitution et les lois » (1).

Leur procès-verbal est remarquablement rédigé. Il est l'œuvre de deux avocats très retors : Dalmas, ancien député à la Législative, et Duval, ancien président du tribunal criminel, qui excellent à farder habilement la vérité, sans trop la défigurer. Tous les incidents sont présentés sous un jour tendancieux, mais bien fait pour déconsidérer les Jacobins et surprendre les bonnes grâces du Directoire (2).

L'impression fut d'autant plus forte que les choix des scissionnaires s'harmonisaient merveilleusement avec cette apparence de bonhomie, de déférence et d'impartialité, qui caractérisait leur procès-verbal. Au lieu de désigner des hommes de parti, exclusifs dans leurs idées et leurs préférences, ils eurent soin de ne nommer que des personnalités étrangères aux factions en lutte, des républicains fermes et probes, purs de toute compromission avec les royalistes et les chouans. Pour déjouer tout soupçon d'intérêt particulier, ils poussèrent même la précaution jusqu'à n'appeler aux fonctions publiques aucun des électeurs qui siégeaient dans leur assemblée.

Leurs élus sont : Bollioud, président du département depuis le 18 fructidor, « recommandable par ses talents et son patriotisme invariable », St-Martin et St-Prix, anciens conventionnels, qui ont lutté vigoureusement contre les tendances réactionnaires des administrations de l'an IV et de l'an V et enfin Boisset et Garilhe, deux modérés, membres sortants du Corps législatif. Les administrateurs et les juges appartiennent au même milieu républicain et constitutionnel (3).

L'assemblée-mère n'avait pas fait preuve de la même discrétion. Delichères, lui-même, souligne son erreur d'appréciation et reconnaît que l'idée de revanche et l'esprit de représailles ont mal conseillé les électeurs (4). Si on laisse de côté St-Prix, porté sur les deux listes,

(1) Libelle de Rouchon, Garilhe et Boisset pp. 6 et 7. Cf. aussi Arch. Ard. L. 142 procès-verbal du département du 22 germinal. Cf. encore procès-verbal de l'assemblée scissionnaire.

(2) Cf. Manuscrit de Delichères, p. 320.

(3) Procès-verbal de l'assemblée scissionnaire et libelle de Rouchon, Garilhe et Boisset. Cf. aussi Arch. nat. AF 111 27. Liste des élus.

(4) Manuscrit de Delichères, pp. 317 et 325.

tous les élus sont des Jacobins, plus ou moins suspects de terrorisme, des patriotes de l'an II, dont plusieurs traînent un passé assez équivoque (1).

Les scissionnaires s'empressent d'exploiter des choix aussi imprudents, pour éveiller les susceptibilités du Directoire et les appréhensions du Corps législatif. Ils présentent tous les nouveaux députés comme des anarchistes, des démagogues et surtout des ennemis irréductibles de la Constitution de l'an III. Pinet, agent municipal de Privas (2), part aussitôt pour Paris, pour alimenter de documents inédits la virulente campagne que Rouchon, Boisset et Garilhe mènent déjà contre leurs compétiteurs. Quelques jours plus tard, ils publiaient et distribuaient à leurs collègues des deux Conseils le libelle vengeur : « Sur les opérations électorales du département de l'Ardèche ». C'était, en quelques pages passionnées, un résumé éloquent des principales illégalités de l'assemblée électorale et un tableau vigoureux et suggestif des tares et de l'indignité des élus jacobins.

D'après ce pamphlet, Gleizal, ancien conventionnel, n'est qu'un renégat, qui a trahi ses amis au moment du danger et qui est responsable de tous les malheurs de ses concitoyens sous la dictature de Robespierre. Thoulouze est un royaliste effréné de 1791, qui s'est affublé du bonnet rouge en 1793. Il a été révoqué de ses fonctions de procureur syndic pour malversation et impliqué dans une procédure criminelle, comme complice de l'assassinat de trois citoyens en l'an II. « Il n'a pas eu la délicatesse de se faire juger, il est donc encore sous le poids d'une accusation capitale. » Quant à Dumonts, vil apologiste de Marat et de Robespierre, il a été destitué de ses fonctions par Boisset pour dilapidation et détournement d'effets militaires. Il se soustrait à l'arrestation, en se réfugiant à Paris. « Gleizal lui fait trouver grâce auprès du vertueux Couthon. Dumonts devient son secrétaire, son commensal, son laquais. » Le plus méprisable est Valladier, « jeune énergiqumène qui n'a pas, dit-on, 25 ans et qui, sous la Terreur, parcourait les sociétés populaires, pour soutenir les motions les plus sanguinaires. Devenu commissaire de la marine, il a été convaincu de vol et de concussion au détriment des matelots et ce n'est que par considération pour son père qu'il n'a pas été traduit devant le conseil de guerre.

Tels sont, au témoignage de Rouchon, Garilhe et Boisset, les illustres représentants envoyés au Corps législatif par les Jacobins et les terroristes de l'Ardèche. Toutes ces accusations, plus ou moins tendancieuses, mais habilement mêlées de faits certains et bien établis, laissent planer de graves soupçons sur la moralité et l'honorabilité des élus.

(1) Procès-verbal de l'assemblée mère AF 111 213.

(2) Manuscrit de Delichères p. 328.

Les commissaires du pouvoir exécutif : Braveix, Merle, Meynier, essaient bien, dans leur correspondance avec le Directoire et les divers ministres, de jeter le discrédit sur les scissionnaires et d'enlever toute autorité à leurs allégations, en les présentant comme des alliés honteux des royalistes et des protecteurs des brigands (1), mais ils ne peuvent répondre à un réquisitoire qu'ils ignorent et surtout ils ne sont pas soutenus : aucune voix ne fait écho à leur plaidoirie. Tous les défenseurs naturels des Jacobins voient leurs velléités d'intervention enchaînées par le choix des minoritaires. L'administration centrale est liée par l'élection de Bollioud, son président. St-Martin brûle du désir de reprendre son siège de député. On ne saurait exiger de lui une abnégation qui confinerait au suicide. St-Prix n'est guère plus à l'aise. Sans doute, il serait enchanté d'avoir Gleizal comme collègue, mais St-Martin est son ami et il ne peut oublier qu'il a été dénoncé, autrefois, par Dumonts et Thoulouze.

La fatalité veut qu'au moment critique les Jacobins n'aient pas un seul avocat à Paris pour défendre leur cause. Gleizal, lui-même, qui ne prévoyait pas les intrigues de ses adversaires, a quitté la capitale, au début de floréal, pour venir se reposer au pays natal (2). Il ne connaîtra le libelle de Rouchon, Garilhe et Boisset que lorsqu'il sera trop tard pour parer le coup (3).

Il est douteux, d'ailleurs, que son intervention eût été assez persuasive pour faire tomber les préventions du Directoire, déjà gagnée à la thèse des scissionnaires. Son projet de revision des élections comporte, pour l'Ardèche, la substitution des élus de la minorité aux élus de la majorité. Le Conseil des 500, sur le rapport favorable de Bailleul, l'adopte en entier, le 19 floréal, et, trois jours plus tard, le Conseil des Anciens sanctionne la résolution des 500, qui devient la loi du 22 floréal an VI (4).

Cette décision du Corps législatif est un coup de foudre pour les Jacobins du département (5). Tous leurs représentants aux deux Conseils, à l'administration centrale et aux divers tribunaux doivent céder la place aux élus de leurs adversaires. En un jour, ils perdent le bénéfice de « l'heureuse révolution du 18 fructidor » et le fruit de huit mois d'activité et d'efforts. L'exclusion de leurs chefs, Gleizal,

(1) Arch. nat. AF 111 218, Lettre de Braveix le 8 floréal au ministre de l'intérieur. Lettre de Merle du 14 floréal. Cf. aussi lettre de Braveix du 10 floréal F. 1 C. 111 Ardèche E. Cf. encore compte rendu décadaire du 11 floréal.

(2) Il arrive dans l'Ardèche le 11 floréal. Cf. Delichères p. 324.

(3) Réponse du citoyen Gleizal à une partie de l'écrit signé Rouchon, Garilhe et Boisset, 32 p. s. d. Bibl. nat. L. b. 42 1.871. Cf. aussi Fonds Mazon chron. T. 25. Mémoire justificatif ou réponse de Dumonts. Cf. encore Thoulouze, ex-conventionnel. A ses concitoyens, s. l. n. d., 11 p., Fonds Vivarois et Valladier Isidore. A ses concitoyens qui l'ont honoré de leur confiance, 4 p., s. l. n. d. B. A.

(4) Réimpression du *Moniteur*, T. 29, p. 264.

(5) Fonds Mazon chr. T. 25, Lettre de Flaugergues à Gleizal, 3 prairial.

Thoulouze et Dumonts, leur est d'autant plus sensible qu'elle apparaît dans le pays comme un désaveu de leur attitude et une condamnation de leur parti, en même temps qu'un triomphe pour les modérés et les aristocrates et un encouragement aux réfractaires et aux chouans (1).

IV

Comme après le 9 thermidor, leurs victimes applaudissent bruyamment à ce coup de force et cherchent à exploiter, à leur profit, les bonnes dispositions du pouvoir exécutif. A Paris, Pinet intrigue, avec beaucoup d'habileté, pour décider les ministres à une nouvelle épuration des fonctionnaires. Son ambition est de supplanter Braveix dans sa place de commissaire du Directoire auprès de l'administration centrale et de provoquer la destitution du général Motte, qui a servi avec trop de zèle les rancunes des Jacobins contre les électeurs scissionnaires. Ses amis sont encore plus exigeants. Ils ne demandent rien moins que le remplacement de tous les commissaires du gouvernement et de toutes les administrations favorables aux exclusifs (2).

Le rappel de Motte à l'armée d'Italie, en prairial, est un premier succès, qui semble présager de nouvelles révocations. Mais Gleizal a compris le danger qui menaçait ses partisans. Il quitte précipitamment l'Ardèche, le 27 floréal, et rentre aussitôt à Paris, où ses efforts, combinés avec les démarches de St-Prix, parviennent à neutraliser l'influence de Rouchon, Boisset et Garilhe et à limiter la réaction (3).

Il était plus difficile d'endiguer les manifestations contre-révolutionnaires qui éclatent dans le département, à l'annonce de la loi du 22 floréal. Dans tout le midi, on chante le Réveil du Peuple. A St-Remèze, à Chassiers, au Cheylard, aux Nonnières, on abat les arbres de la liberté. Celui de Largentière est coiffé d'un bonnet portant une inscription injurieuse pour la république (4). On ne désigne plus les patriotes avancés que par les qualificatifs désobligeants de terroristes ou de coquins. On les insulte, on les poursuit, on les menace de leur faire un mauvais parti (5). On imagine enfin une procédure pour établir l'existence d'une conspiration anarchiste durant les assemblées primaires et l'assemblée électorale (6).

(1) Compte rendu décadaire du 1^{er} prairial : F. 1 C. III Ardèche 7.

(2) Manuscrit de Delichères, pp. 328, 329 et 332.

(3) *Ibidem*, pp. 324, 329.

(4) Arch. nat. F. 1 C. III Ardèche 7, Comptes décadaires, 1, 11, 21 prairial et 1^{er} messidor.

(5) Arch. nat. F. 1 C. III Ard. 2, Lettre de Lamastre au ministre de l'intérieur, 6 prairial VI.

(6) Réponse de Gleizal au libelle de Rouchon, Garilhe et Boisset, p. 13, note.

Pourret, juge au tribunal de Privas, entend clandestinement des témoins. Il en vient de tous les cantons et surtout du Tanargue.

On est à l'affût de toutes les informations défavorables, de tous les bruits tendancieux contre Marcou, ancien accusateur public, Sabathier, ancien président du tribunal criminel, et même contre Gleizal, qu'on accuse d'avoir formé un attroupement séditieux à St-Privat (1). Humiliés et découragés, les Jacobins se terrent ou disparaissent. La municipalité de Joyeuse, effrayée de l'audace des royalistes, donne sa démission (2).

L'aristocratie affecte la plus vive satisfaction et sa propagande gagne rapidement du terrain dans la bourgeoisie. Le 1^{er} thermidor, Braveix note que « tous ceux qui ont de l'esprit et des moyens ont embrassé la cause royale, même s'ils n'y trouvent aucun avantage personnel. Le paysan, par crainte de la dîme et des redevances féodales, reste défiant à l'égard de ces prosélytes de l'ancien régime (3), mais les catholiques profitent du coup de barre à droite pour relever aussitôt les signes extérieurs du culte et rouvrir les églises. Dans toute la montagne, les insermentés s'affichent de nouveau dans leurs paroisses et célèbrent les offices religieux avec autant de solennité qu'avant le 18 fructidor. Les processions de l'Ascension et de la Fête-Dieu attirent un concours extraordinaire de fidèles à St-Alban, à Montpezat, à Mayres, à Thueyts. A Aubenas, les réfractaires brûlent d'envie d'en faire autant, mais ils n'osent pas braver les défenses de la municipalité (4).

Les chouans appuient, à leur manière, cette réaction contre la terreur fructidorienne. Depuis la disparition d'Allier, Surville, Perrochon et Fontanieu en nivôse, ils ne s'étaient guère signalés à l'attention des patriotes. Avec le printemps, ils sortent de leurs retraites, transformés, mais plus actifs et plus entreprenants que jamais. L'élément politique a perdu de son autorité et de son crédit parmi eux. Les émigrés et même les royalistes ne sont plus qu'une infime minorité. Les rôles principaux sont tenus, désormais, par les déserteurs, les contumaces, les proscrits et les brigands de profession. Au lieu d'opérer en détachements de 40 à 50 hommes, ils se dispersent en petits groupes de 4 à 5 compagnons (5). La plupart se préoccupent moins d'une restauration monarchique que de fructueux coups de main, mais tous observent fidèlement la consigne de respecter les biens et les propriétés des paysans, pour concentrer

(1) Fonds Mazon, Chron. T. 19, Lettre du ministre de la justice pour arrêter cette procédure. Cf. aussi manuscrit de Delichères, pp. 329, 330. Cf. encore F. 1 C. III Ard. 2, Lettre du commissaire de Joyeuse au ministre de l'intérieur du 15 messidor VI.

(2) Compte rendu décadaire du 1^{er} prairial.

(3) *Ibidem*, 1^{er} thermidor.

(4) Manuscrit de Delichères, p. 328, Cf. aussi comptes décadaires de prairial et messidor.

(5) Compte rendu décadaire, 1^{er} fructidor.

toute leur activité contre les patriotes, les fonctionnaires et les receveurs des deniers publics.

Ils n'ont pas attendu, d'ailleurs, la loi du 22 floréal pour harceler de nouveau les républicains. Dès le début de germinal, à la faveur de l'agitation électorale, leurs bandes se reconstituent et infestent les routes et les bois. Le 9 germinal, ils attaquent la gendarmerie d'Uzer, désarment, le lendemain, la brigade de Rosières et menacent la petite garnison de Mayres (1), mais leur succès le plus retentissant est l'enlèvement, le 2 floréal, de la caisse de Mazon, receveur de Joyeuse, durant son transfert à Aubenas. Tous les Jacobins accusèrent Allier, qui venait de reparaitre dans le Vivarais, d'avoir organisé, lui-même, et dirige, en personne, ce hardi coup de main (2).

Mazon avait obtenu de Montchauffé, lieutenant de Motte, une escorte de cinq hommes. Il était onze heures du matin. La petite troupe atteignait le ravin qui sépare La Chapelle de St-Etienne de Fontbellon, quand sept chouans surgissent, à l'improviste, aux cris de : Vive le roi ! et mettent le détachement en joue. Les soldats n'avaient pas de munitions, les fusils n'étaient même pas chargés : toute résistance était impossible. Les brigands emmènent le mulet qui portait le trésor, dans la direction de Fons. Ils procèdent, à la hâte, au partage du butin et renvoient le conducteur de la voiture, en lui restituant une somme de 300 francs qu'il affirme lui appartenir (3).

Bien que ce fût jour de marché à Aubenas et que les allées et venues fussent nombreuses sur la route, personne ne voulut se compromettre, en prêtant main forte à l'autorité. Personne n'osa même révéler au préposé la présence de ces malintentionnés qui, depuis deux heures, attendaient en embuscade le passage du trésor (4). Montchauffé, prévenu en toute hâte, fait aussitôt battre la générale et part lui-même, avec Mazon et toutes les troupes disponibles, pour fouiller les bois, explorer les ravins et interroger les habitants, mais personne n'a rien vu et toutes les investigations restent infructueuses. Les chouans avaient disparu, en emportant les 32.500 francs de la recette.

Motte, impuissant à se saisir des brigands, donne l'ordre de traquer l'escorte en conseil de guerre et cherche à jeter la suspicion sur Mazon, qui aurait dû garder secret son déplacement et vérifier les

(1) Fonds Mazon, chron. T. 19 et 25. Cf. encore manuscrit de Delichères, p. 315. Cf. aussi correspondance de Challamel, directeur du jury de Largentière. — Fonds Mazon F. 41. Cf. surtout ses lettres des 9, 10, 12 et 25 germinal VI.

(2) Réponse de Gleizal p. 15.

(3) Fonds Mazon chron. T. 19, Procès-verbal de l'agent municipal de Joyeuse. Cf. aussi Arch. Ardèche L. 143, Procès-verbal du 9 messidor, sursis au remboursement de la somme volée à Mazon le 2 floréal. Cf. encore correspondance de Challamel, Lettres du 3 au 10 floréal VI.

(4) Fonds Mazon chron. T. 19, Lettre de Motte à l'administration centrale, le 7 floréal.

fusils des soldats avant le départ. Mazon rejette la faute sur Montchauffé, et les modérés s'empressent d'exploiter cet incident, pour dénoncer la négligence et l'incurie de l'autorité militaire et discréditer, aux yeux du pouvoir, Motte et Montchauffé, inféodés aux Jacobins (1).

Ces accusations blessent au vif la sensibilité de Motte. L'audace des bandits qui, le 6 floréal, assassinent encore le commandant de la garde nationale de Sablières et, le 11, dépouillent plusieurs négociants de Privas sur le chemin de Berzème (2), achève de l'exaspérer. Pour les surprendre dans leurs repaires et détruire les baraques qui leur servent d'asile, il organise une grande battue dans la forêt de Bauzon. Le 15 floréal, quatre colonnes s'avancent par Montpezat, Mayres, la Souche et la route de St-Laurent-les-Bains, pour fermer toutes les issues de la forêt et cerner les malveillants. Malheureusement pour le général, les rebelles, informés à l'avance de toutes les dispositions des troupes, s'étaient évanouis et l'expédition dut rentrer à Aubenas, sans ramener un seul prisonnier (3).

A peine les soldats ont-ils quitté la montagne que les brigands recommencent de plus belle leurs spoliations et leurs crimes. Ils rôdent sans cesse autour des villes et des villages. On signale leurs bandes à Mayres, à Ruoms, à Uzer, à Thueyts, à Mézilhac, à St-Remèze. Le 28 floréal, ils attirent dans un piège et frappent à mort un garde national de Bannes et, le lendemain, ils détroussent, près de la Blachère, un voiturier de Nîmes (4).

Après une accalmie passagère en prairial, la fermentation s'accroît en messidor et, à tout instant, les patriotes déplorent de nouveaux excès. Des coups de fusil sont tirés sur le détachement de Largentière, des gendarmes sont blessés et des républicains sont gravement molestés dans la montagne (5).

Le 15 prairial, les nouveaux administrateurs prennent un long arrêté pour rappeler aux communes leurs responsabilités au sujet des délits commis sur leur territoire (6), mais la destitution de Motte et la faiblesse des effectifs militaires rendent de plus en plus difficile l'arrestation des brigands. Les généraux Petit Guillaume, Pille et Malve connaissent mal le pays, sont mal vus des Jacobins (7) et n'ont plus que de rares soldats à leur disposition.

(1) Fonds Mazon chron. T. 19, Lettre de Motte du 7 floréal et brouillon de lettre de Mazon au ministre des finances s. d. Cf. aussi Arch. Ardèche L. 143, Procès-verbal du département du 9 messidor.

(2) Manuscrit de Delichères, pp. 323-324.

(3) Fonds Mazon chron. T. 19.

(4) Fonds Mazon F. 41, Correspondance de Challamel. Cf. encore manuscrit de Delichères, p. 324.

(5) Correspondance de Challamel en prairial et messidor.

(6) Arch. Ardèche L. 143, Arrêté du 15 prairial.

(7) Fonds Mazon chron. T. 25, Lettre de Merle à Gleizal du 12 messidor VI.

Le département a beau prescrire des perquisitions générales, des visites domiciliaires dans toutes les maisons suspectes du Tanargue, le 11 thermidor, pour arrêter les étrangers, les émigrés, les déserteurs, les réfractaires et autres malintentionnés, les intéressés, toujours avertis en temps utile, ont gagné des asiles inviolables et le résultat est nul (1). Malye n'a pas plus de succès dans son enquête administrative sur la résidence de ces indésirables, à la fin de thermidor. La plupart des municipalités, malgré toutes les sommations du général, ne daignent même pas répondre ou n'envoient que des réponses évasives. S'il en est quelques-unes qui signalent des réfractaires ou des nobles, elles se hâtent d'ajouter qu'ils ne sont pas dangereux et qu'ils ne cherchent pas à fanatiser. Aucune ne connaît ni égorgé, ni malveillant, ni émigré (2).

Les patriotes déplorent ce mauvais esprit qui contrecarre toute répression. Salel, de Sablières, écrit que « 19 sur 20 des habitants sont fanatisés ou terrorisés » (3). Challamel, dans ses fonctions de directeur du jury de Largentière, constate que les brigands ont pour eux la moitié de la population et qu'il est impossible de trouver un témoin à charge, « à cause de la terreur que les bandits royaux inspirent à tous » (4). Les victimes, elles-mêmes, « préfèrent tout endurer plutôt que de se plaindre, par crainte du pire. » On a beau multiplier les citations, personne ne sait rien. « Les témoins emportent l'argent de la république, sans nous conduire à la découverte des coupables ». Si un paysan se décide à parler, c'est toujours pour apporter un témoignage favorable aux prévenus, tous bons républicains et excellents patriotes, incapables d'avoir même l'idée des crimes qu'on leur impute. Et Challamel conclut qu'il est indispensable de modifier la loi et d'entendre les témoins en dehors de la présence des accusés, si on veut obtenir quelques renseignements précis (5). Tous les commissaires du pouvoir exécutif, près les tribunaux, confirment ces déclarations pessimistes (6).

Il faut remarquer, d'ailleurs, que les juges de paix et les jurys, eux-mêmes, ne pèchent pas par excès de zèle. Les juges de paix instruisent le plus souvent sur des niaiseries, retardent le plus possible et parfois refusent obstinément de transmettre les pièces à

(1) Arch. Ardèche L. 143, Procès-verbal du 28 messidor, Lettre du ministre de la police du 19 messidor réclamant des visites domiciliaires. Cf. aussi Fonds Mazon chron. T. 19, Réponses de diverses municipalités sur les perquisitions du 11 thermidor.

(2) Fonds Mazon Chron. T. 19, Lettre de Malye aux administrations de canton le 22 thermidor, réponses de quelques cantons en fructidor, nouvelle lettre de Malye à la municipalité de St-Pierre-ville, le 15 vendémiaire VII.

(3) Fonds Mazon Chron. T. 19, Lettre du 7 vendémiaire VII.

(4) Arch. nat. F. 7, 7.284, Lettre de Challamel à l'administration centrale du 22 vendémiaire VI.

(5) Registre de correspondance de Challamel, Lettres de l'an VI, Fonds Mazon F. 41.

(6) Comptes décadaires, 1 brumaire, 1 et 11 nivôse. Cf. aussi Fonds Mazon T. 19, Comptes décadaires du commissaire près le tribunal de Largentière, pour les derniers mois de l'an VI.

charge et, malgré toutes les épurations, les complaisances des jurés à l'égard des brigands continuent à alarmer le patriotisme intran-sigeant des exclusifs (1).

En germinal, le tribunal de Privas met hors de cause les anciens membres du département, accusés d'avoir signé un passeport en blanc pour faciliter la rentrée d'un émigré notoire (2). En fructidor, Braveix (3) déplore l'indulgence de mauvais aloi du tribunal de Tournon, présidé par Ferrand. Malgré des charges accablantes, il n'a pas hésité à libérer les chefs des assommeurs de Lyon, que lui avait renvoyés le tribunal de cassation. Même le tribunal de Largentière ne rend plus des arrêts conformes à la saine orthodoxie révolutionnaire. Il refuse de considérer comme un délit les cris de : Vive le roi et à bas la république ! et acquitte la plupart des brigands (4).

Pour prévenir ces verdicts scandaleux, Challamel demande qu'on réserve à des commissions militaires la connaissance de tous les faits de brigandage. Braveix préconise l'inscription sur les listes d'émigrés de tous les individus que les communes connaîtraient comme déserteurs, réfractaires ou brigands. Les parents craindraient alors le séquestre de leurs biens et, en cas d'arrestation, les factieux seraient de la compétence de la justice militaire (5). Malheureusement, le mauvais vouloir de la population et la passivité des autorités locales rendaient d'avance illusoires toutes les mesures de répression qui reposaient sur leur concours.

D'ailleurs, même arrêtés et condamnés, les chouans ont toujours l'ultime ressource de l'évasion et ils en usent largement. On a beau échanger les geôliers, la plupart se laissent acheter ou terroriser et l'administration elle-même semble complice, tant elle prend peu de précautions dans le transfert des prisonniers (6). A tout instant, on apprend que les bandits, en plein jour, ont arraché leurs compagnons à l'escorte qui les conduisait ou ont forcé la garde des prisons, pour les rendre à la liberté.

Le 2 floréal, 7 détenus, à Largentière, dont plusieurs avaient concouru à l'assassinat d'Heyraud de Bessas, brisent les portes de la maison d'arrêt et le jury déclare qu'il n'y a pas lieu à accusation

(1) Fonds Mazon Chron. T. 19, Lettre de Meynier au ministre de la justice du 16 frimaire VI. Lettre du ministre de la justice du 5 nivôse VI à Braveix, sur les plaintes qui lui arrivent de toute part contre les tribunaux de l'Ardèche. Cf. aussi correspondance de Challamel.

(2) Compte rendu décadaire de Braveix du 11 floréal. Cf. aussi Fonds-Mazon Chron. T. 25, Lettres de Flaugergues à Glizal du 18 ventôse et du 2 floréal.

(3) Compte rendu décadaire du 1^{er} fructidor.

(4) Fonds Mazon F. 41, Correspondance de Challamel, Lettres du 8 et 17 germinal.

(5) Compte décadaire du 1^{er} fructidor VI et lettre de Challamel du 12 germinal.

(6) Arch. Ardèche L. 143, Procès-verbal du 29 floréal, mesures à prendre pour éviter les évasions des prisonniers, durant leur transfert d'une prison à l'autre. Cf. aussi lettre du ministre de la police du 13 floréal sur le même sujet.

contre le geôlier (1). Le 29 floréal, un voiturier de Nîmes est dépouillé de 600 francs près de la Blachère. Il revient en hâte à Joyeuse, alerte la garde nationale qui est assez heureuse pour arrêter les malfaiteurs. Le lendemain, leur cellule était vide, les prisonniers avaient disparu. Le 6 prairial, quatre condamnés à mort avaient déjà escaladé le mur d'enceinte de la prison de Privas, quand une femme donna l'alarme. En fait, il n'est presque pas de chef de bande qui n'ait profité de complicités ou de connivences diverses, pour s'évader deux ou trois fois (2).

Pour rompre cette solidarité criminelle de la population et des brigands, le ministre insiste sur la stricte exécution de la loi du 10 vendémiaire an IV, qui rend les communes responsables des délits et des attentats commis sur leur territoire. Mais ce châtiment collectif répugne aux tribunaux et leur paraît injuste. Les paysans, qui en seraient les victimes, protestent contre son application et, malgré toutes les mises en demeure du ministre de la justice et de ses commissaires près les tribunaux, malgré les réclamations des parents des patriotes égorgés ou des percepteurs dépouillés de leur recettes, les juges persistent à accueillir toutes les excuses pour éluder les rigueurs de la loi.

Le 6 thermidor, an VI, Merle, commissaire des Vans, dénonce cette mauvaise volonté du tribunal de l'Ardèche, qui n'a encore rien statué au sujet de la commune des Assions, à raison de l'assassinat du gendarme Blachère. « Si le jugement, écrit-il, avait été exécuté contre les vingt plus fort imposés, on aurait connu les maisons qui servaient de retraite à Allier, Pongard, Chabert, Pradines, et la commune aurait pu exercer sa garantie contre ceux qui leur donnaient asile. » (3).

Jusqu'à la fin de l'an VI, on ne cite qu'un seul jugement prononcé en vertu de la loi du 10 vendémiaire an IV. Le 27 prairial, sous la présidence de Pourret, le tribunal civil condamne la commune de Montréal à payer 6.000 francs aux successeurs de Blachère-Laprade assassiné le 4 fructidor an V (4). Mais Delichères, lui-même, souligne que ce verdict a été dicté par le désir de complaire à St-Martin, beau-frère du malheureux commissaire (5). Le fait est d'autant plus vraisemblable que ce sont les membres du tribunal qui prononce la sentence qui ont été les principaux initiateurs de la candidature de St-Martin auprès de l'assemblée scis-

(1) Arch. Ardèche, dossier non coté sur le brigandage. Cf. aussi Fonds Mazon Chron. T. 19.

(2) Arch. Ardèche L. 143, Procès-verbaux des 9 et 14 prairial, Lettre du président de l'administration de Joyeuse du 5 prairial. Les évasions se multiplient à Annonay, à Tournon, à Joyeuse, à Aubenas, à Largentière, et à Valence.

(3) Fonds Mazon Chron. T. 19, Lettre de Merle du 7 fructidor.

(4) Arch. nat. F. 1 C. 111 Ardèche 7, Extrait du jugement du 27 prairial Vt.

(5) Manuscrit de Delichères, p. 331.

sionnaire. L'amende ne sera, d'ailleurs, jamais payée et, en l'an VIII, la commune de Montréal réussira à faire la preuve que sa responsabilité est hors de cause.

Les Jacobins, exaspérés de cette faiblesse à l'égard des égorgeurs, accentuent leur offensive contre l'administration centrale et le personnel judiciaire issu des élections de l'an VI. Grâce aux intrigues de St-Prix et de Gleizal, ils réussissent, à la fin de messidor, à provoquer de nombreuses destitutions (1). Ils tentent aussi, mais sans succès, d'obtenir la révocation de Petit-Guillaume, suspect de connivence avec les chouans et les contre-révolutionnaires, parce qu'il refuse de servir aveuglément leurs rancunes et qu'il a remis en liberté quelques-uns de leurs adversaires politiques (2).

Ces épurations (3) n'améliorent guère la situation du département. Malgré l'arrestation du fameux Donat Duny, surnommé le roi de Bauzon (4), le vol, le pillage, l'enlèvement des caisses publiques et l'assassinat sont, plus que jamais, à l'ordre du jour. Le 12 fructidor, huit brigands envahissent la maison de Martin, percepteur à Ruoms, et s'emparent de sa recette « au nom du roi ». La victime déclare prudemment qu'elle ne connaît aucun de ses agresseurs. Un républicain est assommé à Privas, un gendarme blessé à Largentièrre (5) et les coupables restent toujours inconnus. Les patriotes tremblent pour leur vie. Meynier, commissaire près le tribunal de Largentièrre, écrit, le 7 fructidor : « Les brigands sont toujours à nos portes et menacent de nous assassiner. Je ne sors de la commune qu'avec quatre soldats. J'ai été deux fois, cette décade, à leur poursuite avec 40 hommes, mais malheureusement nous les avons toujours manqués » (6).

Les moyens de rigueur avaient échoué. Quelques républicains, et même des généraux comme Boisset (7) et Petit Guillaume, insinuent déjà que les mesures de répression violente vont souvent à

(1) Arch. Ard. L. 144, Le procès-verbal du 16 thermidor enregistre l'arrêté du Directoire exécutif du 24 messidor VI, destituant Pinet, Defrances et Lissignol, qui sont remplacés à l'administration centrale par Darnaud, Bruyère et Delichères. Quelques jours après, Rouvière donne sa démission. Cf. manuscrit de Delichères p. 332. Cf. encore Fonds-Mazon Chr. T. 25, Lettre de Flaungergues à Gleizal du 20 messidor.

(2) Fonds-Mazon Chr. T. 25, Lettre de Petit-Guillaume du 5 messidor à l'administration, sur la mise en liberté de Brunel des Salelles, où il se plaint d'avoir été trompé par Merle, commissaire des Vans. — Lettre de Merle à Gleizal du 12 messidor, où il dénonce Petit Guillaume qui « se laisse mener par les royalistes ».

(3) Flaungergues se plaint qu'elles soient très mal motivées. Cf. sa lettre à Gleizal, le 9 thermidor VI. — « Comment peut-on destituer Defrances pour ne pas s'être rendu à son poste, lui qui n'a jamais quitté Privas ? Ces inadvertances ne sont propres qu'à jeter du ridicule sur les actes du gouvernement... » Fonds Mazon Chr. T. 25.

(4) Cf. Mémoire d'Enjolras, Fonds Mazon F. 47.

(5) Manuscrit de Delichères, p. 334. — Compte rendu décadaire du 1^{er} vendémiaire VII. Cf. aussi lettre du Commissaire près le tribunal de Largentièrre du 22 fructidor. — Cf. encore lettres des commissaires de Vallon et de Largentièrre du 5^e jour complémentaire. Fonds Mazon, Chr. T. 19.

(6) Fonds Mazon Chron. T. 25, Lettre de Meynier du 7 fructidor.

(7) Lettre de Boisset à Chazal 16 frimaire VI, Fonds Mazon chron. T. 24.

l'encontre du but poursuivi. Ils laissent entendre qu'un peu de conciliation à l'égard des réfractaires, une bonne amnistie aux déserteurs et l'oubli des divergences politiques enlèveraient aux insurgés leurs meilleurs appuis(1). Le jour où la population ne verrait plus dans les brigands que de vulgaires bandits, et non des victimes de la Révolution, un grand pas serait fait dans la voie de la pacification et de la tranquillité. Mais ces idées de tolérance et de libéralisme heurtent trop la mentalité des patriotes pour être comprises et il faudra des bouleversements plus graves, des attents plus terribles, pour les faire germer dans les esprits.

(1) Fonds Mazon Chron. T. 19, Lettre de Mazon, de Joyeuse, au ministre des finances, s. d.

CHAPITRE III

L'anarchie à la fin du Directoire

I. — LES EXCÈS DE L'AN VII.

L'évolution du brigandage au cours de l'an VII. Les pillages, vols et incendies des républicains. Les contributions imposées aux acquéreurs de biens nationaux. Les assassinats de fonctionnaires et de patriotes.

II. — LE COMLOT ROYALISTE ET LES PROJETS DE SOULÈVEMENT.

III. — LA RÉPRESSION MILITAIRE.

L'activité d'Enjolras. Le conflit des généraux Malye et Petit-Guillaume avec les Jacobins. L'énergie de Nivet et de Montchauffé. Les grandes battues. Résultats peu satisfaisants.

IV. — LA RÉPRESSION JUDICIAIRE.

L'éloignement des tribunaux militaires compromet l'efficacité de leurs sanctions. Indulgence des tribunaux civils ; ni dénonciations, ni témoins à charge. Evasions et enlèvements. Impossibilité d'appliquer la loi du 10 vendémiaire an IV.

V. — LES CAUSES DE L'INSUCCÈS.

Bienveillance des paysans à l'égard des brigands. Tentatives infructueuses de l'administration pour obtenir la collaboration des classes rurales.

Les réfractaires et le mauvais esprit des campagnes. La reprise de la persécution. Les arrestations en masse et les excès de la colonne mobile. Exaspération des paysans et des catholiques. Violente réaction à la veille du 18 brumaire

« L'an VII, écrit Enjolras, fut l'année des horreurs de tous les genres (1). » Les vols, les pillages, les attaques à main armée, les assassinats, dans la région du Tanargue surtout, sèment l'effroi et la terreur dans les milieux républicains et patriotes ; et, malgré le zèle de l'administration et l'activité des généraux, la répression, devant la mauvaise volonté de la population, s'avère impossible. Les méthodes de violence et les exactions des colonnes mobiles n'ont d'autres résultats que d'exaspérer les paysans et de donner une impulsion nouvelle au brigandage.

I

A la fin du Directoire, les conditions particulières de la lutte engagée entre les chouans et les patriotes modifient insensiblement le caractère de l'insurrection. Si les auteurs de troubles et d'émeutes continuent à opérer par surprise, comme en l'an VI, s'ils persistent à refuser le combat avec les troupes régulières et à se disperser rapidement, aussitôt leur coup de main accompli, ils ont tendance à se grouper en bandes plus nombreuses et plus agressives. A la veille du 18 brumaire, ils mettront en ligne de véritables compagnies de 80 à 100 hommes, fortement organisées et disciplinées, avec tout un cadre d'officiers et de sous-officiers aguerris et intrépides. Les chefs de ces divers détachements correspondent les uns avec les autres et même avec les meneurs des départements voisins qui, pour des opérations plus importantes, leur envoient souvent des renforts (2).

Les contrebandiers, contumaces et bandits de profession constituent toujours le masse principale des effectifs des rebelles, mais les émigrés, les vieux compagnons de Saillans et d'Allier contrôlent encore leur activité, l'empêchent de s'égarer sur les citoyens paisibles et conservent au mouvement un caractère politique (3). Si les arrestations et les exécutions ont éclairci les rangs de ces pros crits, la haine des survivants contre la république et les républicains reste implacable. Les déserteurs et les insoumis fournissent, eux aussi, depuis 1792, un contingent notable à l'armée du désordre, mais la loi de conscription de 1798, par le mécontentement et l'irritation qu'elle soulève, amène aux chouans de nouvelles et importantes recrues. Beaucoup de conscrits, qui appartiennent aux meilleures familles du pays, plutôt que de rejoindre leurs bataillons, viennent se mettre sous la protection des « brigands royaux ».

(1) Mémoire d'Enjolras au 1^{er} Consul, 13 février 1804. Fonds Mazon F 47.

(2) Arch. nat. F. 7, 7.704 A. Lettre de Challamel, directeur du jury de Largentière, au ministre de la justice, 24 pluviôse VIII. Cf. aussi F 7, 7.710. Rapport de Pinet au délégué des consuls du 16 messidor 7 au 16 nivôse VIII.

(3) Rapport de Nivet et lettre de Challamel, déjà cités.

D'autres, pour ne pas aller aux frontières, ont accepté de servir dans les colonnes mobiles, mais, aussitôt qu'il est question de les envoyer à l'armée du Rhin ou des Alpes, ils désertent en masse et passent, avec armes et bagages, dans les rangs de ces factieux qu'ils combattaient encore, quelques jours auparavant (1).

Les paysans, à leur tour, exaspérés des exigences de ce gouvernement qui enlève leurs fils, arrête leurs prêtres et les ruine par l'état de siège, deviennent de précieux auxiliaires pour les fauteurs de désordre. Souvent, ils se sont compromis, aux yeux de l'administration, en prévenant les rebelles du danger et en leur donnant asile. Parfois, ils ont été mêlés, plus ou moins directement, à leurs entreprises et à leurs crimes. La perspective de l'arrestation les empêche de reprendre la vie normale, la crainte du châtiment les affole et le désespoir les jette dans les bras des insurgés. Avec l'abaissement de la moralité, beaucoup prennent goût à cette existence aventureuse qui leur assure l'impunité et leur permet de satisfaire leur amour du lucre et de l'argent (2).

Quoique la monarchie intéresse assez peu ces divers éléments, tous, pour se concilier les sympathies de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et des classes rurales, hostiles aux Jacobins, gardent la tactique et les allures des conspirateurs royalistes. On crie : Vive le roi, vive l'autel ! On affiche les proclamations du prétendant, on enlève les caisses publiques au nom du roi, on délivre même des décharges au nom de Louis XVIII (3) ; mais ce n'est là qu'un paravent, un moyen de légitimer devant l'opinion leurs exactions et leurs pillages et d'assouvir leurs vengeances à l'égard des républicains, des fonctionnaires et des acquéreurs de biens nationaux.

Ce sont deux armées en présence. D'un côté, l'administration et les patriotes, les généraux et quelques compagnies de colonne mobile ; de l'autre, 500 à 600 insurgés insaisissables qui trouvent partout des connivences et des complicités (4). La série ininterrompue des représailles mutuelles vient encore exciter la violence naturelle des combattants et donner à cette lutte un caractère de férocité inouïe, qui la transforme en guerre de massacre et d'extermination. Si les troupes régulières fusillent souvent les prisonniers arrêtés les armes à la main, les révoltés, à leur tour, ne font pas de quartier et malheur

(1) Arch. nat. F 7, 7.704 A, Rapport de Caffarelli, préfet de l'Ardèche, du 28 prairial VIII et nombreuses lettres de l'administration et des commissaires du pouvoir exécutif au ministre de la police générale.

(2) Arch. nat. F. 7, 7.704 A. Rapport de Caffarelli et lettre de Challamel du 24 pluviôse VIII. Cf aussi Arch. nat. F. 7, 7.710. Nombreuses lettres ou rapports des commissaires ou des généraux ; cf. encore Arch. Ard. L 495. Correspondance des généraux Malye, Petit-Guillaume, Nivet et L 252, lettres de Robert, commissaire près l'administration centrale, au ministre de la police, en thermidor et fructidor an VII.

(3) Fonds Mazon, chron. T^h. 16, 26 et 27. Nombreuses lettres envoyées à Gleizal.

(4) Arch. Ard. L 145 à 149. Cf. surtout les procès-verbaux de l'administration centrale du 15 vendémiaire, 2 nivôse, 21 et 28 pluviôse, 4, 9 et 15 prairial VII, etc...

au républicain ou au gendarme qui se trouve à bonne portée de fusil (1).

On ne saurait entrer dans le détail des péripéties de ce duel sans trêve ni merci. On ne peut qu'en indiquer les grandes phases et jalonner les divers mois de l'an VII de quelques incidents plus caractéristiques.

Le premier semestre de l'an VII ne diffère des derniers mois de l'an VI que par une recrudescence de pillages et de crimes. Les brigands opèrent isolément ou par petits groupes de 15 à 20, mais sans lien entre eux, ni hiérarchie. Les plus redoutables sont : Derouldilhe la Vermalette, Chabert, Duny, Leynaud, Platon, ou des déserteurs comme les quatre frères Auzas, d'Uzer (2).

La mauvaise saison ramène un peu de calme et de tranquillité, mais, de germinal à messidor, la chasse aux patriotes reprend de plus belle. L'agitation électorale, cette fois, n'y est pour rien. Personne n'attache plus grande importance à ce rite annuel de consultation populaire. Deux scissions peuvent se produire à l'assemblée électorale sans passionner l'opinion. La première compte une soixantaine d'électeurs, dont la plupart proviennent des cantons de Satillieu, St-Félicien, Aubenas et Privas et la seconde, une dizaine seulement, presque tous du canton de Rochemaure. Toutes les deux sont de tendance modérée et comprennent souvent les mêmes éléments que l'assemblée scissionnaire de l'année précédente. L'assemblée-mère envoie au corps législatif des Jacobins assagis : Delichères, d'Aubenas, et Braveix, commissaire du pouvoir exécutif près l'administration centrale, qui seront admis sans difficulté (3). Mais, si les partis atténuent leurs divergences, les chouans ne désarment pas. Désormais, c'est un des frères Auzas, d'Uzer, dit Tristan Blanc (4), qui apparaît comme le chef incontesté des « brigands royaux ».

La troisième période, de messidor au 18 brumaire, est la plus agitée. C'est la guerre civile dans toute son horreur (5). [L'attaque

(1) Arch. Ard. L. 495. Volumineuse correspondance militaire sur le brigandage.

(2) Correspondance du commissaire Robert avec les ministres, l'administration, les généraux et les commissaires de canton, publiée, en partie, par l'abbé Roche dans la Revue du Vivarais de 1914, 1915 et 1917.

(3) Arch. Ard. L. 147. Procès-verbaux de l'administration centrale des 18, 22, 23, 24 germinal VII et Arch. Ard. L. 269. Procès-verbaux des assemblées primaires de l'an VII. Cf. aussi Arch. nat. A F III 213, dossier 970. Procès-verbaux des assemblées électorales de l'Ardèche et rapport sur ces élections au ministre de l'intérieur par un observateur B. G. qui se dit son compatriote. Pour les députés, l'assemblée-mère nomme Delichères et Braveix, la 1^{re} assemblée scissionnaire, Duclaux et Bruyère, et la seconde, Duclaux et l'abbé de Pampelone, ancien député à l'Assemblée constituante.

(4) C'est un déserteur. Il fera sa soumission en l'an VIII, cherchera à reformer sa bande en l'an IX, sera pris et fusillé, à la fin de janvier 1802. Fonds Mazon, chron. T. 19. Lettre du brigadier Silhol, de Vallon, du 7 thermidor IX et lettre de Valladier, juge de paix de Vallon, à Gleizal, le 31 janvier 1802. « Blanc Tristan n'est plus ».

(5) Arch. Ard. L. 252. — Lettre de Robert au ministre de la guerre du 2 vendémiaire VIII.

et la riposte sont également violentes et les insurgés, renforcés d'éléments nouveaux, ne s'en prennent plus seulement à des individus isolés, mais ils s'emparent des villes, désarment les garnisons et forcent les prisons. Ils sont les maîtres de la montagne et ils descendent, parfois, jusque dans la vallée du Rhône. Dans le Tanargue, les républicains semblent campés en pays ennemi et n'osent plus sortir de leurs maisons (1).

C'est par centaines que, de septembre 1798 à novembre 1799, l'on compte les vols, les pillages, les incendies, les assassinats et les enlèvements de caisses publiques. Dans la nuit du 7 au 8 vendémiaire VII, les brigands mettent le feu à la maison de campagne d'un riche républicain de Largentièrre, après avoir enfoncé la porte à coups de tromblon (2). Le début de frimaire voit la spoliation de plusieurs négociants de Privas, au retour de la foire de Joyeuse, sur la route d'Uzer (3). Le 11 frimaire, la même mésaventure survient à un patriote de Balazuc (4), mais les deux incursions qui ont le plus de retentissement à cette époque sont dirigées contre Merle; du Plagnol, à St-Etienne-de-Lugdarès et les frères Malattre, d'Issarlès, qui ont donné des gages au parti avancé.

Le 14 vendémiaire, à la tombée de la nuit, le domicile de Merle est envahi à l'improviste par 15 bandits, armés de fusils et de haches, qui, après des menaces terribles contre le propriétaire, fracassent les meubles, brisent le mobilier et le matériel d'exploitation, enlèvent l'argent, les bijoux et les autres objets précieux et se retirent en emmenant le cheval de la ferme. Les dégâts sont évalués à plus de 12.000 francs. Le vol a lieu dans un gros village de 50 feux, à l'heure où les ouvriers reviennent des champs, sans que personne n'ose porter secours aux malheureuses victimes. Les mêmes agresseurs reviendront à la charge, quelques semaines plus tard, et blesseront grièvement, cette fois, le fils Merle et un domestique (5).

Le 20 brumaire, à 8 heures du soir, un inconnu se présente à la ferme des frères Malattre, au Plò, commune d'Issarlès, et les supplie de fuir au plus vite avec toute leur famille, s'ils veulent éviter la mort. Les femmes se réfugient chez des parents et les hommes se jettent dans un bois voisin. Seule, la servante, Marianne Crouzet, reste à la garde de la maison. Quelques minutes plus tard, les frères Malattre voyaient défilér, à l'orée du bois, où ils étaient cachés, un

(1) Fonds Mazon, chron. T. 27. — Lettres diverses à Gleizal.

(2) Fonds Mazon, chron. T. 19. — Lettre du commissaire de Largentièrre à l'administration centrale du 9 vendémiaire VII.

(3) Arch. Ard. Dossier des brigands, registre de dénonciations au greffe du tribunal de Largentièrre.

(4) *Ibidem*. Cf. aussi Fonds Mazon chron. T. 19. Etats décadaires fournis par Meynier, commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal de Largentièrre.

(5) Arch. Ard. Dossiers des brigands. — Jugement du tribunal civil du 4 pluviôse VII.

détachement de 22 brigands qui secouent vigoureusement la porte d'entrée, en appelant Hilaire Malartre. Comme la porte résiste, ces forcenés l'attaquent à coups de fusil. La servante ouvre. Les bandits explorent la maison et toutes ses dépendances pour découvrir les frères Malartre, puis, à coups de hache, ils enfoncent garde-robes et armoires, enlèvent 10.000 francs en numéraire et 1.000 francs de nippes diverses, mettent le feu à la paille de l'écurie et ne se retirent qu'après avoir vu flamber le plancher de la grange. La servante eut cependant le temps, après leur départ, de sauver le bétail à moitié asphyxié. Le lendemain, on trouva en liberté, dans le voisinage de la ferme, les deux chevaux qui avaient servi aux incendiaires pour emporter leur butin. La perte dépassait 32.000 francs (1).

Les vols et pillages, plus rares en hiver, reprennent au printemps. Des indicateurs et des espions parcourent les communes, recueillent des renseignements et prennent des notes sur les opinions et la situation pécuniaire des républicains, des fonctionnaires et des acquéreurs de biens nationaux (2). Le 7 germinal, une troupe armée pénètre par effraction dans la maison de l'agent municipal de Prunet, saccage le mobilier et fait main basse sur tous les objets de valeur (3). Le 10 messidor, Dominique Jullien, agent municipal de St-Maurice, n'obtient la vie sauve qu'en abandonnant aux assaillants ses armes, son argent et ses bijoux. Du 20 au 22, cinq ou six voyageurs sont détroussés sur la route d'Uzer. D'autres, en thermidor, son dévalisés à Laurac, à Chauzon, à Pradons, à Ruoms, à Lanas, à Balazuc..... Le 5 thermidor, on enlève plusieurs balles de soie à Vincent Laplanche, d'Aubenas. Le 28 fructidor, on coupe les arbres et on ravage les propriétés de deux patriotes de Jaujac (4).

Mais, c'est le mois de vendémiaire an VIII qui est le plus fertile en attentats de cette nature. Dans les premiers jours du mois, une colonne de brigands pille la demeure de Bonnefoy à Vogüé, de Sablaton à St-Maurice, de Boule au Chambon, d'Eyraud aux Salelles, de Delauzun à Rochecolombe et de plusieurs autres Jacobins dans les cantons d'Aubenas, de Villeneuve-de-Berg et de Largentière. Le 13 vendémiaire, 32 chouans désarment le détachement de la garde nationale de Vernon ; le lendemain, ils sont 40 au village de Pradons. Aux cris de : Vive le roi, vive l'autel, à bas la république ! ils abattent les arbres de la liberté et tentent d'enfoncer les

(1) Arch. nat. F I C III Ard. 7. Etat décadaire du 1^{er} frimaire VII. Cf. aussi Fonds Mazon, chron. T 19. Rapport du juge de paix du canton de Goucouron du 23 brumaire VII.

(2) Arch. Ard. L 214. Lettre de l'administration centrale aux administrations communales du 19 prairial VII.

(3) Fonds Mazon chron. T. 19. Etats décadaires de police envoyés par Meynier, commissaire près le tribunal de Largentière, 1^{re} décade de germinal VII.

(4) Arch. Ard. L 285. Lettre de Robert du 15 frimaire VIII aux municipalités et Fonds Mazon chron T. 19. Etats décadaires de police de messidor et thermidor VII. Cf. aussi Arch. Ard. Dossiers des brigands.

portes du corps de garde. Le 16, ils dévastent les propriétés de Vedel et les cultures de nombreux particuliers qui n'osent porter plainte, « par crainte d'être incendiés ou fusillés. » A la fin du mois, ils sac-cagent encore la ferme de trois républicains de la Blachère et ren-versent les murs de clôture d'un riche citoyen de la Souche (1).

Plus encore que les simples patriotes, les acquéreurs de biens na-tionaux sont exposés à ces déprédations ; mais, à l'instigation des émigrés, c'est moins contre les acheteurs de biens d'Eglise que contre ceux qui occupent les domaines et les châteaux des anciens seigneurs que s'acharnent ces scélérats.

En germinal et en prairial, ils imposent de lourdes contributions à plusieurs de ces nouveaux propriétaires à St-Maurice-d'Ibie, à Ro-cles, à Laurac (2)..... Le 22 messidor, ils sont 60 à se partager les dépouilles d'Eyraud, de Chauzon (3). Le 3 thermidor, ils mettent au pillage l'exploitation de l'agent municipal de Gras et l'infortuné, pour sauver sa vie, doit souscrire un billet de 100 louis payable dans la quinzaine (4). Le 19 thermidor, 26 de ces nouveaux justiciers rançonnent Champetier, de Grospierres. A la fin du mois, des lettres signées « Cœur de roi » sont adressées à de nombreux adjudicataires de biens nationaux des cantons de Villeneuve-de-Berg et de Largentière, leur intimant l'ordre de verser, à bref délai, des sommes déter-minées sous peine d'incendie et d'assassinat. « La terreur est si grande, ajoute Robert, que plusieurs paient et se taisent » (5). Les moins à plaindre sont encore les acheteurs qui peuvent conclure un pacte de neutralité avec les chouans, en s'engageant à verser, tous les ans, entre leurs mains, une partie des fruits qu'ils retirent de leurs acquisitions. Comme ils savent que leur vie dépend de leur exacti-tude à faire honneur à leur signature, ils exécutent à la lettre les clauses du contrat et se gardent bien de dénoncer les heureux béné-ficiaires du traité (6).

Mais, c'est encore la caisse des receveurs des deniers publics qui est la principale source de revenus des insurgés. L'administration, qui, depuis l'an IV, fait escorter par des gendarmes ou des soldats (7) les percepteurs allant verser leur recette entre les mains des préposés, sera obligée, pour mettre un terme aux vols et aux assassinats, de

(1) Arch. Ard. L 285. Lettre de Robert du 15 frimaire. Fonds Mazon chron. T. 19, Etats décadaires. — Cf. encore Arch. Ard. L. 214 et L 251, nombreuses lettres envoyées ou reçues par l'administration centrale ou le commissaire Robert.

(2) Arch. Ard. Dossiers des brigands.

(3) Fonds Mazon, chron. T. 19. Etats décadaires.

(4) Arch. Ard. Dossiers des brigands. Lettre de l'agent municipal de Gras à celui de Bourg le 3 thermidor. Cf. aussi Arch. Ard. L 252. Lettre de Robert au ministre de la police du 9 ther-midor.

(5) Arch. Ard. L 285. Lettre de Robert du 15 frimaire.

(6) Arch. nat. F 7, 7.704 A. Lettre de Challamel du 24 pluviôse VIII.

(7) Arch. Ard. L 137. Procès-verbal du 11 nivôse IV et L 139, 27 frimaire V.

suspendre, dès le 1^{er} messidor, tout transport de fonds publics, et, le 5 fructidor, elle fixera la perception des contributions aux chefs-lieux de canton (1). Mais toutes ces précautions sont fréquemment déjouées par l'audace des brigands qui continuent à puiser largement dans les fonds du trésor.

Dans la nuit du 9 au 10 vendémiaire an VII, une trentaine d'hommes masqués s'introduisent chez les percepteurs d'Arcens et de St-Martin-de-Valamas et réussissent à soustraire 1.254 francs au premier et 750 au second (2). Le 21 vendémiaire, le collecteur de Largentière tombe dans une embuscade sur la route de Montréal et laisse entre les mains de ses agresseurs 2.400 francs (3). C'est d'une pareille somme qu'est allégé encore, le 4 brumaire, celui du Cros-de-Géorand (4). Plusieurs centaines de francs sont enlevés, à la même date, à deux autres représentants du fisc dans la région de Fay-le-Froid et de St-Agrève, sur les confins de l'Ardèche et de la Haute-Loire (5).

Le 2 prairial, deux percepteurs du canton de Coucouron allaient verser leur recette dans la caisse du préposé de Joyeuse. Les brigands qui les attendaient dans le voisinage de la Chapelle abattent à la première décharge les trois hommes de l'escorte et l'un des percepteurs. Le second, qui est indemne, presse son cheval et détale à toute vitesse. La monture de son infortuné collègue, effrayée par la fusillade, le suit au galop et la recette qui montait à plus de 5.000 fr. arrive par miracle à destination. Le lendemain, une autre tentative contre Mazon, préposé de Joyeuse, n'a pas meilleur sort. Le détachement de 30 hommes qui protège le trésor est attaqué au col de Les-crinet par une troupe de 40 brigands. Deux soldats sont grièvement blessés, mais leurs compagnons se défendent énergiquement et tiennent les assaillants à distance. Mazon se réfugie dans une ferme voisine et attend des renforts pour continuer sa route (6).

Les chouans prennent leur revanche, le 20 messidor, sur le chemin de St-Montant, en allégeant de 4.814 francs la sacoche du percepteur de Bourg-St-Andéol. Ils renouvellent leur exploit, le 22, au détriment de celui d'Uzer (7). Le 26, ils enlèvent 600 francs au collecteur

(1) Arch. Ard. L 148 et 149.

(2) Arch. Ard. Dossiers des brigands. Jugements des 25 et 28 nivôse VII.

(3) Arch. Ard. L 252. Lettre de Braveix au ministre de la police du 22 vendémiaire.

(4) Fonds Mazon, chron. T. 26. Lettre de Cl. Blachères à Gleizal. Cf. aussi correspondance de l'administration centrale avec le ministre des finances et de la police général. Arch. Ard. L 252.

(5) Arch. Ard. L 253. Lettres du ministre de la police au commissaire de l'Ardèche des 28 vendémiaire et 14 frimaire VII.

(6) Fonds Mazon, chron. T. 19. Lettre du commissaire d'Aubenas du 2 prairial à l'administration centrale. Cf. aussi lettre de Robert au corps législatif du 4 prairial, Arch. nat. ADXVIII n° 62, et Arch. Ard. L 147. Procès-verbal du 4 prairial.

(7) Arch. Ard. Dossiers des brigands. Jugement du 10 thermidor VII et registre de dénonciations. Cf. Arch. Ard. L 285. Lettre de Robert du 15 frimaire VIII.

de Vagnas et 117 à celui de Grospièrres. Le 6 thermidor, ils arrivent trop tard à Laurac. Les fonds avaient été versés le matin (1). Une nouvelle incursion, en fructidor, n'aura pas plus de succès. La même déception les attend, quelques jours après (2), à St-Genieys. Furieux de leur déconvenue, ils se vengent, chaque fois, en brûlant les rôles de perception ou en s'appropriant les nippes personnelles de ces divers fonctionnaires.

Le 16 thermidor, ils sont 17 à se partager les 48 francs recueillis chez Maurin, percepteur de Beaulieu (3). Leur butin est encore maigre, le 3 fructidor, à La Chapelle et à Joannas (4), mais leur course à Sanilhac leur a rapporté 400 francs, le 27 thermidor, et 4.000 à Gravières, le 18 fructidor (5). Le 26, la recette de St-Cirgues ne s'élève qu'à 200 francs, mais les spoliateurs n'ont garde de dédaigner une balle de soie de 86 livres qu'ils ont découverte au cours de leurs investigations (6).

En vendémiaire VIII, la caisse des rebelles est alimentée par les versements forcés des percepteurs de Boule, de St-Alban, de Laurac, de Beaumont... (7), mais l'arrêt du transfert des fonds menace gravement la prospérité de cette industrie et risque de tarir les ressources des insurgés. Aussi, les chouans menacent-ils « de regarder comme ennemi du roi et de traiter comme tel » tout négociant qui continuerait « à prendre par lettre de change l'argent soit des recettes soit des contrôles appartenant à la république. » (8).

Les brigands ne se contentent d'ailleurs pas de voler, de piller et d'imposer de lourdes contributions, ils sont sans pitié pour les fonctionnaires, les patriotes et les acquéreurs de biens nationaux qui les ont dénoncés ou dont la vigilance contrecarre le succès de leurs opérations.

Le 9 vendémiaire an VII, cinq coups de fusil sont tirés sur l'agent municipal de Chassiers, qui ne doit la vie sauve qu'à la maladresse de ses agresseurs. Le 21 vendémiaire, les deux gendarmes qui escortent le percepteur de Largentière sont blessés à mort. Le 11 frimaire, Mollier, de Balazuc, a le bras fracassé d'un coup de pistolet. Le 5 pluviôse, Anzas dit Larose, collecteur de Balazuc, est, lui aussi,

(1) Fonds Mazon, chron. T 19. Etats décadaires, 3^e décade de messidor, procès-verbal de l'agent municipal de Grospièrres et procès-verbal de Laurac, 6 thermidor.

(2) Arch. Ard. L 252. Lettre de Robert du 6 fructidor au ministre des finances. Etats décadaires de Meynier. Fonds Mazon, chr. T 19.

(3) Arch. Ard. Dossiers des brigands. Plainte de Maurin du 17 thermidor.

(4) Fonds Mazon, chr. T. 19. Etats décadaires.

(5) Arch. Ard. L 285. Lettre de Robert du 15 frimaire VIII.

(6) Arch. Ard. Dossiers des brigands. Registre de dénonciations. Cf. aussi Fonds Mazon, T. 19. Etats décadaires.

(7) Cf. lettre de Robert du 15 frimaire.

(8) Arch. nat. A F III 47, dossier 172, et Arch. Ard. L 252. Lettre de Robert au ministre de la police générale du 21 fructidor.

sérieusement atteint. Le 21 germinal et le 6 floréal, deux acquéreurs de biens nationaux : Pierre Brioude, de la Beaume, et André, de Pradons, paient de leur vie leur manque de complaisance à l'égard des chouans (1).

Mais la vengeance des brigands ne trouve de vraie satisfaction et un réel apaisement que dans le sang des commissaires du pouvoir exécutif. Le 10 prairial, le commissaire de Largentière, Brun, se rendait, entre 6 et 7 heures du matin, de Chassiers à Largentière lorsque, à quelques pas de cette commune, tout près d'une vigne entourée de murs, Blanc Tristan, d'Uzer, Boutières fils et Granier, de Chassiers, l'abattent de trois balles en pleine poitrine. Les gardes nationaux se mettent aussitôt à la poursuite des assassins, mais toutes les recherches et toutes les perquisitions sont inutiles. Les meurtriers se sont évanouis. Le malheureux commissaire mourait, le jour même, comme son prédécesseur Blachère-Laprade, victime de son zèle patriotique (2). Un mois et demi plus tard, son successeur faillit, lui aussi, tomber sous les coups des mêmes bandits. Le 27 messidor, Blanc Tristan, à la tête de trente de ses affidés, surprend un détachement de la colonne mobile près de Ruoms, tue un soldat, en blesse un autre et Suchet, le nouveau commissaire de Largentière, a son chapeau et ses habits criblés de balles (3).

Le 6 fructidor, la victime expiatoire était Ducros, commissaire de Valgorge. A neuf heures de soir, écrit Robert, « 50 brigands vont frapper à la porte de cet infortuné républicain. Il était couché, il se lève pour répondre. On le saisit, on le perce de coups de poignard, on le traîne au milieu de la place publique et là, au moment où il expirait de ses premières blessures, on lui tire encore plusieurs coups de fusil. On rentre chez lui, on pille sa maison, on en sort tout les papiers....., on les entasse sur son cadavre, on y met le feu et les cannibales, en dansant tout autour, chantent et vocifèrent mille horreurs contre la victime et contre tous les républicains. Pas un habitant ne bougea (4). »

Le 18 vendémiaire an VIII, des coups de fusil étaient tirés, en plein jour, dans la ville de Largentière sur le commissaire de ce canton et le directeur du jury, assis à la terrasse d'un café (5).

(1) Fonds Mazon T. 19. — Etats décadaires. Dossiers des brigands, bulletins de police et registre de dénonciations. Cf. aussi Arch. Ard. L 253. Lettre du 9 ventôse du ministre de la police sur les assassinats des citoyens Mirabel, oncle et neveu ; et L 252, correspondance du commissaire de l'Ardèche avec les ministres.

(2) Rapport de St-Prix aux 500 le 2 thermidor ; impr. nat., 6 p. B. A. Cf. aussi Lettres de Meynier, commissaire près le tribunal de Largentière, publiées par Mazon. *Revue du Vivarais* du 15 septembre 1903. Cf. encore lettre de Robert au ministre de la police générale du 1^{er} thermidor. Arch. Ard. L 252.

(3) Arch. Ard. L 285. Lettre de Robert du 15 frimaire VIII. Cf. aussi nombreuses pièces : Fonds Mazon, chr. T. 19.

(4) Arch. Ard. L 252. Lettre de Robert au ministre de la police du 8 fructidor. Cf. aussi dossiers des brigands.

(5) Fonds Mazon, chr. T. 19. Cf. aussi registre de correspondance de Challamel, Fonds Mazon F 41.

Durant tout l'été et l'automne de 1799, les assassinats ne discontinuent pas. Le 22 messidor, 60 insurges défilent dans les rues d'Uzer au cri de : Vive le roi ! Ils désarment le corps de garde, fusillent le patriote Prévost Blache et publient dans tout le village que les citoyens qui voudront venir renforcer les rangs de l'armée royale seront bien traités et bien payés (1). Le 14 thermidor, une autre bande surprend l'agent municipal de St-Remèze et son cousin en train de moissonner. Quelques instants après, les deux malheureux républicains avaient cessé de vivre (2). Un mois plus tard, les mêmes scélérats abattent le fils de Bertrand Rauchin, acquéreur de biens nationaux, et massacrent à Vinezac Blachère, son fils et sa femme. Le 15 vendémiaire, deux patriotes du Cheylard sont assommés à St-Agrève et, le 25, un jeune homme de Vallon tombe dans une embuscade et est laissé pour mort au fond d'un précipice (3).

Il n'y a plus de sécurité pour les républicains, les administrateurs et les représentants du pouvoir central. St-Prix, à plusieurs reprises, se fait l'écho de leur indignation et de leur désespoir à la tribune des 500 (4). Robert, commissaire du Directoire près de l'administration centrale, et Challamel, directeur du jury de Largentière, reviennent à tout instant, dans leur correspondance, sur la situation angoissante des fonctionnaires et des patriotes ardéchois.

« Je ne mettrai pas sous vos yeux, citoyen ministre, écrit Challamel, l'affreuse et dégoûtante série de crimes de tout genre que le brigandage a commis dans cet arrondissement... Un volume entier pourrait à peine les contenir..... Un grand nombre d'agents municipaux et de commissaires du gouvernement ont péri sous le fer des brigands. Des quatre commissaires, nommés pour le canton de Largentière depuis la Constitution de l'an III, deux ont été tués et les deux autres, atteints par les balles, n'ont échappé à la mort que par une espèce de prodige..... Le civisme est puni de mort par le brigandage. Mille bons citoyens ont été massacrés : leurs propriétés ont été pillées, ravagées, incendiées, pour prix de leur dévouement à la chose publique. Combien d'acquéreurs de domaines nationaux n'ont-ils pas été égorgés ?..... Presque tous les percepteurs de cet arrondissement ont été volés dans leurs maisons ou sur les grandes routes. Vingt fois leur escorte a été assassinée.... Trente communes entières ont été désarmées par eux, publiquement et en plein jour. Plusieurs ont été soumises à de fortes contributions que la terreur

(1) Arch. nat. F 7, 7.710. Rapport de Nivet au délégué des consuls. Cf. aussi lettre de Robert du 15 frimaire VIII.

(2) Fonds Mazon, chr. T. 19. Procès-verbal du commissaire de Bourg-St-Andéol du 15 thermidor et Arch. Ard. L 252. Lettre de Robert au ministre de la police du 15 thermidor.

(3) Arch. Ard. L 285. Lettre de Robert au président de l'administration centrale, le 26 vendémiaire. Cf. aussi lettre du 15 frimaire.

(4) Discours de St-Prix le 12 prairial, impr., nat., 6 p. F. V., du 2 thermidor, impr. nat., 6 p. et du 17 fructidor, impr. nat., 7 p. B. A., du 12 brumaire VIII, réimpr. *Moniteur* T. 29 p. 875.

les a forcées d'acquitter dans la quinzaine.... Ce brigandage est formé, soutenu et dirigé par des hommes à qui la Révolution a ravi quelques privilèges et qui croient que le chaos et l'anarchie sont un moyen pour reconquérir ce que la liberté leur a fait perdre (1). »

Tous les patriotes souscrivent à ce jugement de Challamel. Tous sont convaincus que ce sont les contre-révolutionnaires et les royalistes qui sont les moteurs et les instigateurs des crimes et forfaits des brigands. Tous, enfin, depuis la reprise de la guerre extérieure et les échecs de nos armées, redoutent l'éclosion dans le Vivarais d'une nouvelle Vendée. Même dans les campagnes, le bruit circule que le régime est condamné et que de graves événements sont imminents (2).

II

Il est certain que la proximité de la frontière rendait inquiétante la progression des Russes en Italie et en Suisse. Elle pouvait fournir, à bref délai, aux ennemis de la Révolution l'occasion d'une revanche. Les royalistes et les émigrés sont déjà en éveil. Depuis le mois de prairial, ils ont de fréquents conciliabules avec les chefs de bande, chouans, déserteurs ou simples brigands et, déjà, ils amorcent une propagande discrète auprès des paysans et des catholiques. De nouveau, ils caressent l'espoir d'un vaste soulèvement, en liaison avec les Vendéens qui ont repris les armes, les insurgés du Sud-Ouest et les bataillons des puissances coalisées.

Une dénonciation anonyme, reçue par le juge de paix d'Aubenas, le 21 messidor, et les révélations faites, quelques jours plus tard, par un prisonnier nous donnent des indications intéressantes sur les éléments de ce complot, sur les chefs et le plan des conjurés (3).

L'activité des brigands et l'assassinat des républicains ne sont que des préliminaires indispensables pour affaiblir le parti patriote, le terroriser et annihiler sa résistance, au moment où le parti royaliste passera à l'action. Déjà, à la faveur de l'accalmie qui a suivi la loi du 22 floréal, beaucoup d'émigrés sont rentrés sans bruit dans leurs châteaux et presque tous les seigneurs ont repris possession de leurs anciennes résidences qui n'avaient pas trouvé d'acquéreur. Les uns et les autres ont des agents fort actifs dans toutes les paroisses, qui travaillent habilement l'opinion, exploitent le mécon-

(1) Arch. nat. F 7, 7.704 A. Lettre de Challamel, directeur du jury de Largentière, au ministre de la justice, du 24 pluviôse an VIII.

(2) Arch. Ard. L 285. Lettre de Robert aux commissaires de Viviers et de Vernoux du 4 thermidor an VII.

(3) Arch. nat. F 7, 7.710. Rapport de Nivet au délégué des consuls. Déjà, en ventôse, le mêmes bruits de complot avaient couru dans le département. Arch. Ard. L 253. Lettre du ministre de la police à l'administration, du 9 ventôse.

tementement general et groupent en secret des volontaires. Pour décider les hésitants, ils annoncent 100.000 insurgés, sans compter les nombreux paysans qui s'empresseront de rejoindre l'armée royale, aussitôt le mouvement déclenché (1).

On attendra la levée de la récolte pour commencer les opérations. A ce moment, les habitants des campagnes seront plus libres de leur temps et la question des subsistances se trouvera résolue. On espère aussi que les Russes, à cette date, auront déjà franchi la frontière et qu'on pourra leur donner la main. Dans tout le pays, les conjurés familiarisent la population avec l'idée de fraterniser avec les soldats de Souvarow et l'engagent à accueillir ces étrangers comme des libérateurs (2).

L'occupation de Joyeuse donnera le signal de l'insurrection. On enlèvera les canons, on confisquera l'argent des caisses publiques, on massacrera sans pitié les fonctionnaires, les patriotes et tous les individus mal disposés pour la cause de la monarchie. On se portera ensuite sur Aubenas et Privas, d'où il sera facile de dominer les autres communes du département.

Le chef désigné pour commander les forces locales est le comte de Brison fils, ancien émigré, qui, en messidor, réside tranquillement au château de St-Pierre-ville, à Roche, dans le canton de Largentière. Dès la prise de Joyeuse et de Privas, il fera connaître les pouvoirs dont il est revêtu et c'est à Privas que les seigneurs de la région viendront le rejoindre avec leurs détachements. De concert avec les insurgés des départements voisins, on marchera sur Paris pour renverser le Directoire et restaurer la monarchie. Les armes et les munitions ne feront pas défaut. D'importants dépôts sont déjà constitués dans la montagne (3).

Une convocation trouvée, à la fin de vendémiaire an VIII, sur le cadavre d'un des plus audacieux chouans semblait confirmer les diverses informations reçues par les autorités, en messidor. Datée du 19 octobre 1799, elle invitait Leynaud de la Souche, « fidèle au roi », à se rendre le plus tôt possible auprès du signataire pour recevoir des communications importantes. La lettre portait en exergue : « l'autel et le trône » et était signée de Ducros de Tauriers, capitaine de la première compagnie des grenadiers de la coalition, commandant, en l'absence des chefs supérieurs, les braves troupes royalistes des provinces du Languedoc, des Cévennes, du haut et du bas Vivarais » (4).

(1) Rapport de Nivet.

(2) Arch. Ard. L. 252. Lettre de Robert au ministre de la police du 24 messidor. « Le peuple, poussé par les prêtres et les meneurs royaux, dit tout haut qu'il se rendra aux Russes. »

(3) Nivet déclare dans son rapport que, malgré toutes ses recherches, il lui a été impossible de les découvrir. Cf. aussi Fonds Mazon, chr. T. 19. Procès-verbal de découverte de quantité de poudre et d'ustensiles pour sa fabrication, le 25 thermidor.

(4) Rapport de Nivet.

La mise en avant de Brison et de Tauriers, comme chefs de l'insurrection, ne pouvait manquer de frapper les vieux patriotes qui avaient gardé le souvenir des anciens camps de Jalès. C'était précisément Brison et Tauriers que, dans sa réunion du 1^{er} août 1790, le comité de Jalès avait choisis pour diriger les troupes de la fédération, le 18 du même mois (1). A côté de Malbosc, Tauriers avait encore joué un rôle de premier plan dans la préparation du 2^e camp de Jalès, en février 1791. Il avait même accepté d'en prendre le commandement et ne s'était récusé, au dernier moment, que devant les défenses formelles de l'administration départementale (2). On le retrouve, en 1792, mêlé à la conspiration de Saillans.

Ce projet de soulèvement, qui ne devait jamais voir le jour, prouve, du moins, que les émigrés et les royalistes n'avaient pas désarmé et surveillaient attentivement les événements pour intervenir au moment propice, mais il montre surtout combien étaient tenaces les illusions de ces incorrigibles conspirateurs sur les sentiments du pays à l'égard de la monarchie.

Si les Russes avaient franchi la frontière, il est probable qu'une agitation assez vive se serait manifestée dans la région du Tanargue ; mais, malgré l'antipathie de toute la population à l'égard des Jacobins, rien ne permet de croire qu'en 1799 les paysans et les catholiques auraient été plus dociles qu'en 1792 à la voix des royalistes. Même si la plupart des chefs de la chouannerie, qui ont gardé vivace la haine de la Révolution, avaient consenti à jouer un rôle dans l'insurrection projetée, de nombreuses défections n'auraient pas tardé à éclaircir leurs effectifs. Les brigands veulent bien pillier et massacrer tout ce qui se dit républicain, mais beaucoup hésiteraient à s'engager dans une aventure où il y a plus de risques à courir que de profits à recueillir. Les déserteurs et les conscrits, qui ont l'horreur de l'armée, ne témoigneraient pas d'un enthousiasme plus ardent pour une guerre civile.

III

Mais, si les entreprises des malveillants ne paraissent pas une menace bien dangereuse pour le régime, les exactions, les crimes et les assassinats qui se perpétuent entretiennent dans la région une véritable terreur, paralysent toute administration régulière et mènent tout droit à l'anarchie.

Les autorités militaires, judiciaires et administratives, qui ont la responsabilité de l'ordre, font de louables efforts pour traverser

(1) Procès-verbal de la nomination de l'état-major de la fédération de Jalès, 1^{er} août 1790. Fonds Mazon, chr. T. 13.

(2) Arch. nat. DXXIX 1. — Lettre de Malbosc au district du Tanargue du 18 février 1791.

les projets des brigands, réprimer leurs excès, arrêter et punir les coupables, mais les circonstances sont difficiles, les méthodes souvent maladroites et, en fin de compte, les résultats sont lamentables.

Le général Petit-Guillaume, commandant la neuvième division militaire à Montpellier, et ses subordonnés, Malye et Nivet, chargés de la subdivision de l'Ardèche, sont pleins de bonne volonté et très désireux de mener à bien la tâche ingrate qui leur est dévolue. Malheureusement, les troupes font défaut. Le ministre de la guerre a bien promis des renforts, mais des nécessités plus pressantes les ont appelés ailleurs et, au début de l'an VII, Malye ne peut compter que sur les faibles et rares garnisons qui stationnent dans le département (1).

Ces soldats, mal nourris, en haillons, le plus souvent sans solde, marchent sans conviction contre des ennemis insaisissables. Beaucoup profitent de la première occasion favorable pour désertir et il n'est pas rare qu'ils aillent grossir les rangs des insurgés. La garde nationale n'est presque d'aucun secours. Dans la plupart des communes, ces compagnies improvisées partagent tous les préjugés populaires à l'égard des rebelles et, soit sympathie, soit surtout crainte des représailles, elles ne participent qu'à contre-cœur aux diverses battues et perquisitions. Souvent, elles refusent obéissance à leurs chefs et se dérobent à toute réquisition. A Burzet, il suffit qu'on signale un parti de chouans pour que les gardes nationaux abandonnent aussitôt leur poste et rentrent chez eux (2).

Avec des moyens aussi restreints, la répression militaire ne saurait être ni bien active, ni surtout bien efficace. Seul, Enjolras, juge de paix de Coucouron, grâce aux nombreux espions qu'il subventionne (3), parvient souvent à déjouer les ruses des brigands et réussit parfois à leur infliger de sévères leçons.

Le 9 nivôse, il apprend que 12 scélérats ont conçu le projet de saccager, la nuit suivante, l'habitation de Bonhomme, commissaire du pouvoir exécutif de Coucouron. Il part sur-le-champ, avec quelques volontaires et le détachement de la 72^e demi-brigade que Malye a mis à sa disposition, et il dissimule sa troupe dans les dépendances de la ferme. A minuit sonnant, les bandits frappaient à la porte, mais les cris intempestifs d'une ex-religieuse inquiétèrent leur vigilance. Flairant un piège, ils se retirent aussitôt et se jettent dans les

(1) Arch. Ard., L. 495, Correspondance militaire relative à la répression du brigandage.

(2) Arch. Ard., L. 285, Lettres de Robert au commissaire de Villeneuve-de-Berg du 30 messidor et du 21 thermidor, au commissaire de Burzet du 16 messidor. Cf. encore L. 148, Proclamation du département du 15 prairial.

(3) Arch. Ard., L. 253. Souvent le ministre de la police envoie de l'argent pour payer des espions. Cf. lettre du ministre de la police au commissaire Robert du 22 messidor, (1.000 francs pour dépenses secrètes). Le 12 ventôse VII, le ministre de la police envoie encore 1.000 francs à Enjolras.

bois voisins. La nuit était si affreuse qu'il ne fallait pas songer à les poursuivre (1).

Le 22 nivôse, un de ses fidèles indicateurs prévient Enjolras que cinq des malfaiteurs qu'il avait manqués, le 10, à Coucouron étaient réunis dans une maison de la Chapelle-Grailhouse. Malgré la neige, il se met en route, à une heure du matin, et, au petit jour, il donnait le signal de l'attaque. Les brigands, se voyant surpris dans leur repaire, se retranchent derrière un tas de fumiër et, tant qu'ils ont des munitions, ils ripostent vigoureusement, tuent un volontaire et en mettent cinq hors de combat. Devant des pertes aussi cruelles, Enjolras ramène sa troupe en arrière et se borne à garder les issues.

Deux ou trois minutes plus tard, un brigand sortait de sa retraite et était fait prisonnier. Un second venait ensuite qui refusait de se rendre. Deux coups de fusil le jettent par terre, mais il se relève. Les soldats le poursuivent, lui enlèvent un poignard et le percent de coups de baïonnette. On le croit mort quand il se relève, une fois de plus, et réussit à s'échapper. Deux autres parviennent encore à gagner le large. On se saisit du cinquième et, en suivant les traces de sang, on finit par retrouver le blessé, qui s'était réfugié dans une ferme voisine. D'accord avec Enjolras, le chef du détachement prend prétexte de quelques coups de fusil qui ont été tirés sur sa troupe, durant la retraite, pour fusiller, séance tenante, ses trois prisonniers (2).

Le 15 pluviôse, Enjolras faisait encore part au ministre de la police générale de diverses captures opérées par ses soins dans la montagne. Dans son mémoire au 1^{er} consul du 13 février 1804, il se vantera d'avoir arrêté lui-même, ou fait arrêter, par ses indications, plus de 170 brigands, du 10 frimaire an IV au 26 vendémiaire an XI.

Au printemps de 1799, l'autorité militaire est complètement débordée. Le général Malye a été privé de ses dernières troupes de ligne envoyées aux frontières (3). Il n'a plus à sa disposition que les trois compagnies de colonne mobile, levées en nivôse par le département, sur l'ordre de Petit Guillaume, mais l'indiscipline et le mauvais esprit de ces soldats d'occasion leur enlevaient toute valeur militaire. Malye est impuissant à rétablir l'ordre et à réprimer les multiples incursions des malveillants.

Les patriotes, exaspérés de cette reprise du brigandage, en rendent responsable le malheureux général et l'accusent de faiblesse et d'incapacité. Les commissaires du pouvoir exécutif et les députés du département assiègent les ministres de leurs plaintes et de leurs récri-

(1) Mémoire d'Enjolras au 1^{er} consul 1804. Fonds Mazon F 47.

(2) Mémoire d'Enjolras.

(3) Arch. Ard. L 148. Procès-verbaux de l'administration centrale des 15 et 19 prairial et 1^{er} messidor.

minations. Malye a beau dénoncer l'intrigue et la calomnie « qui cherchent, depuis longtemps, à tromper le Directoire exécutif sur son dévouement à la chose publique et son zèle à la servir », à la fin de prairial, il était privé de son commandement et recevait l'ordre de quitter l'Ardèche (1).

Son chef hiérarchique, Petit Guillaume, est, lui aussi, en butte aux attaques des Jacobins. Merle, commissaire des Vans, ne lui pardonne pas d'avoir arraché à sa vengeance et rendu à la liberté Brunel, un de ses adversaires politiques (2). Meynier le dénonce comme complice des royalistes et des brigands (3). D'après Robert, le nouveau commissaire du Directoire près l'administration centrale, Petit Guillaume s'est laissé circonvenir par un ancien partisan de Saillans, un nommé Costes, qui est l'ennemi mortel de tous les républicains du pays. Non seulement le général a accordé sa confiance à ce royaliste fanatique et accepté ses services, mais il l'a choisi pour son aide de camp et, lorsque le ministre de la guerre, sur les réclamations indignées des patriotes, l'a destitué de ce grade, Petit Guillaume a refusé de s'en séparer. Il l'a gardé à titre de secrétaire et c'est cet ancien insurgé, plusieurs fois décrété d'accusation, qui déjoue les plans les mieux combinés de l'administration ; c'est lui qui révèle à l'avance aux chouans toutes les mesures de répression, c'est lui, enfin, qui fait mouvoir le général et l'excite contre les républicains (4).

Le grand tort de Petit Guillaume était d'avoir une conception de la répression différente de celle que préconisaient et pratiquaient les Jacobins. Le général est convaincu que les arrestations injustifiées, les vengeance et les représailles vont à l'encontre du but poursuivi. Il croit que les exactions et les violences de la colonne mobile ne servent qu'à perpétuer l'anarchie et à justifier, aux yeux du peuple, les excès des brigands. Aussi, est-il d'avis, en messidor, de supprimer ces détachements indisciplinés et de les remplacer par des troupes de ligne. Les commissaires du pouvoir exécutif, au contraire, placent tous leurs espoirs dans cette armée patriote commandée par des républicains énergiques. Le 27 prairial, l'administration centrale maintenait en activité, jusqu'à nouvel ordre, les trois compagnies formées en nivôse, pour six mois. Le 1^{er} messidor, elle prescrivait même la création de cinq nouvelles compagnies. Le général voulut s'y opposer, mais l'administration, stimulée par Robert, décida, le 18 messidor, de passer outre aux défenses de

(1) Lettre de St-Prix au président du Directoire exécutif, du 16 messidor VII, citée par Vaschalde, dans « l'Ardèche à la Convention nationale », pp. 91-92.

(2) Fonds Mazon, chr. T. 25. Lettre de Merle à Gleizal le 12 messidor VI.

(3) Arch. nat. F 7, 7.704 A, Lettres de Meynier des 21 et 23 ventôse VIII.

(4) Arch. Ard. L 252. Lettres de Robert au ministre de la police générale du 18 messidor VII et au ministre de la guerre du 4 thermidor.

Petit Guillaume. C'était la lutte ouverte entre l'autorité civile et le commandement militaire (1).

Heureusement pour les Jacobins que le successeur de Malye, Nivet, depuis longtemps annoncé, arrive enfin, le 16 messidor (2). Sa réputation d'énergie et de bravoure les rassure d'autant plus qu'ils le savent entièrement acquis à leurs idées et à leurs méthodes. Il sera l'homme de confiance des patriotes intransigeants, au même titre que son lieutenant, Montchauffé, le seul homme, au dire de Merle et de Challamel, qui dans ce pays ait fait trembler les royalistes (3).

Tous deux, jusqu'au 18 brumaire, vont, en plein accord avec Robert, mener une lutte impitoyable contre les brigands et leurs complices. La première battue prescrite par Nivet a lieu le 24 messidor. Elle a pour objectif la forêt de Chauzon qui sert de refuge à de nombreux malveillants. La colonne mobile parvient à retrouver dans les taillis les fusils que les soldats de Tristan Blanc avaient enlevés, l'avant-veille, à la garde nationale d'Uzer. On arrête, comme toujours, quelques déserteurs, mais les « brigands royaux », prévenus par leurs espions, avaient disparu (4).

Une nouvelle expédition, à plus vaste portée, est organisée en thermidor. Elle mobilisera toutes les compagnies de la colonne mobile, s'étendra sur tout le Tanargue et durera douze jours. Enjolras est chargé de couper la retraite aux chouans, du côté de la Lozère, avec les gardes nationales de Coucourn et de St-Etienne-de-Lugdarès. On brûlera, une fois de plus, les baraques construites par les rebelles dans la forêt de Bauzon. On se saisira d'une quarantaine de conscrits et de réquisitionnaires, de trois prêtres réfractaires et d'un chef réputé : Joseph Duny, le frère du « roi de Bauzon ». Mais, pendant qu'on les pourchasse dans la montagne, les bandits répandus dans les basses vallées, volent, pillent et assassinent avec impunité (5).

Nivet repart en chasse, le 7 fructidor, et les opérations qui débordent les frontières de la Lozère durent jusqu'au 22. Cinq à six cents hommes prennent part à l'expédition. « Trente brigands ou assassins furent arrêtés, écrit Nivet, sans compter un grand nombre de réquisitionnaires. Au nombre des premiers se trouvent les assassins du commissaire du Directoire du canton de Valgorge » (6). Cette con-

(1) Arch. Ard., 148. Procès-verbaux de l'administration centrale des 27 prairial, 1^{er} et 18 messidor an VII.

(2) Arch. Ard. L 252. Lettre de Robert au ministre de la police du 11 messidor. « Nos députés nous annoncent, depuis un mois, qu'il (Nivet) doit amener une colonne mobile de 600 hommes.

(3) Fonds Mazon, chr. T. 25. Lettre de Merle à Gleizal du 12 messidor VI et Arch. nat. F 7, 7.704 A. Lettre de Challamel du 24 pluviôse VIII.

(4) Rapport de Nivet.

(5) *Ibidem*. Cf. aussi Arch. Ard. L 252. Lettre de Robert au ministre de la police du 28 thermidor.

(6) Rapport de Nivet.

centration de toutes les troupes dans le Tanargue était une bonne aubaine pour Tristan Blanc qui en profite pour s'emparer, sans coup férir, de la ville d'Aubenas, le 14 fructidor.

Cet incident malencontreux imposait une autre tactique. Nivet répartit ses divers détachements en deux groupes. Il établit Montchauffé à Largentière, avec mission de faire de fréquentes battues dans les environs pour ne laisser aucun répit aux malveillants. Lui-même, avec le reste de la colonne mobile, les poursuivra sans relâche dans la montagne.

En vendémiaire, Montchauffé réussit à attirer dans une embuscade un parti de 40 chouans. Un violent combat s'engagea, plusieurs rebelles furent tués, quelques-uns furent pris, d'autres se noyèrent en voulant traverser l'Ardèche. La colonne mobile eut la chance de ne pas perdre un seul homme (1).

Devant la pression des troupes et les perquisitions de plus en plus minutieuses, les plus compromis renoncent à chercher un asile dans des maisons complices et se réfugient dans les bois, les grottes souterraines ou les trous de rocher. Un jour, le hasard fit découvrir une de leurs retraites non loin des Vans, « mais, pour les y forcer, il fallut leur faire la guerre comme aux renards. On employa à cet effet le bois, la paille et le soufre. » A moitié asphyxiés, ils se rendirent. On reconnut parmi eux le nommé Platon, un des assassins de l'agent municipal de St-Remèze. Pour l'empêcher de s'évader, on le fusilla sur place avec un de ses compagnons (2).

A la fin de vendémiaire, Nivet ordonne une nouvelle battue générale. Le seul résultat fut la mort du fameux Leynaud de la Souche, sur qui on trouva des papiers importants.

L'activité de Nivet et la férocité de Montchauffé (3) peuvent bien déconcerter momentanément quelques groupes de brigands, elles n'arrêteront pas le brigandage. Jamais les incursions, les vols et les assassinats n'ont été aussi fréquents qu'en vendémiaire (4). « Nous sommes toujours logés à la même enseigne, écrit l'agent municipal de Largentière, au début de l'an VIII. Malgré les sorties du brave Montchauffé, nous ne pouvons arrêter aucun chef. On arrête quelques conserits et réquisitionnaires. On les conduit à Viviers et les autres s'incorporent dans la colonne mobile, d'où ils désertent le plus souvent par suite du mauvais esprit qui règne à la campagne » (5).

(1) *Ibidem*.

(2) Rapport de Nivet. Cf. aussi Arch. Ard. J. 285. Lettre de Robert « à la brave colonne mobile des Vans » du 21 vendémiaire.

(3) La plupart des témoignages relatifs à l'assassinat de Montchauffé, le 30 nivôse VIII, attribue ce crime à la vengeance de ces nombreuses victimes. Cf. *Revue du Vivarais*, 15-9-03.

(4) Fonds Mazon, chr. T. 19. Etats décadaires de Meynier. Cf. aussi correspondance de Robert Arch. Ard. L 214, 252 et 285.

(5) Lettre de Blachère à Gleizal du 20 vendémiaire VIII, publiée par Mazon dans la *Revue du Vivarais* du 15-9-03.

Challamel, le directeur du jury de Largentière, n'est pas plus optimiste. « Les grandes battues ont été plus inutiles encore. Elles ont suspendu quelquefois les maux que le brigandage préparait, mais n'ont jamais mis les coupables dans l'impossibilité de les reproduire. A peine peut-on leur attribuer l'arrestation de quelques brigands que le hasard a fait découvrir et la dissolution momentanée de quelque rassemblement qui fut ensuite formé l'instant d'après » (1).

IV

C'est le même Challamel qui, après avoir noté l'échec de la répression militaire, constate avec mélancolie que l'action des tribunaux n'a pas été plus efficace. Les tribunaux militaires sont trop loin. « La mort d'un coupable, exécuté à Montpellier, n'est point une leçon pour ceux qui sont tentés de l'imiter dans l'Ardèche. Ces actes de justice parviennent rarement aux oreilles des brigands et, quand le hasard les en instruit, la nouvelle ne les corrige pas. Ils considèrent toujours leur punition comme incertaine, parce que le tribunal qui doit les juger est placé à 30 lieues d'eux et parce qu'ils espèrent que leurs partisans favoriseront leur évasion dans la route. » (2). C'est en vain que commissaires généraux et administrateurs demandent le rapprochement des conseils de guerre, l'établissement de commissions militaires dans le département et l'exécution des criminels sur le théâtre même de leurs forfaits (3).

La sanction des tribunaux civils est encore plus vaine. Les juges de paix ont beau engager des procédures, elles n'aboutissent à aucun résultat. Plus encore qu'en l'an VI, les témoins se refusent systématiquement à toute déclaration susceptible de compromettre un prévenu. Même lorsque les crimes ont été commis en plein jour, sur un marché public, personne n'a rien vu, personne ne sait rien. Faute de dépositions véridiques, il est le plus souvent impossible de dresser un acte d'accusation (4).

Cette mauvaise volonté générale ne favorise pas seulement les brigands, elle met à l'aise la conscience des juges et des jurés. Toujours sous la menace de terribles représailles (5), ils ne redoutent rien tant que d'avoir à prononcer une condamnation. Dans la géné-

(1) Lettre de Challamel du 24 pluviôse VIII.

(2) *Ibidem*.

(3) Registre de correspondance de Challamel de l'an VI à l'an IX. Fonds Mazon F 41. Cf. encore Arch. Ard. L 284. Correspondance de l'administration centrale sur les affaires de police et L 495. Correspondance militaire.

(4) Arch. nat. F 7, 7.704 A. Nombreuses lettres de l'administration, des commissaires, des directeurs du jury qui toutes déclarent qu'il est impossible d'obtenir des preuves.

(5) Arch. Ard. L 214. Lettre du juge de paix de Coucouron du 4 thermidor sur l'assassinat de Brun, d'Issarlès, pour témoignage contre les brigands. Cf. aussi Fonds Mazon F 47.

ralité des cas, si la culpabilité ne paraît pas douteuse, la preuve légale de l'attentat fait défaut : c'est assez pour rendre un verdict négatif. Les acquittements deviennent de plus en plus fréquents. Le 11 fructidor, le tribunal de Largentière met hors de cause deux des frères du fameux Auzas, dit Tristan Blanc, qui, au vu de communes entières, ont dirigé des attroupements séditieux et participé à de nombreux assassinats. Pas un témoin, mis en présence des inculpés, n'a eu le courage de confesser la vérité (1).

Les patriotes taxent de prévarication et d'immoralité ces arrêts scandaleux. Ils dénoncent, dans ce blanc seing accordé à des scélérats, une preuve manifeste des sentiments contre-révolutionnaires du personnel judiciaire. Le ministre de la justice est assailli de plaintes et de réclamations. Le mal est si profond, de l'avis de Robert, que seule l'invalidation de tous les juges élus en l'an IV permettrait d'expulser des prétoires les complices des brigands (2).

Beaucoup de prisonniers, d'ailleurs, n'attendent pas l'issue de leur procès, ni leur transfert à Montpellier, pour reprendre le cours de leurs exploits. Avec la complaisance des geôliers ou la connivence de la garde nationale, les évasions sont de tous les jours (3). Lorsque la ruse ou la persuasion sont impuissantes à crocheter les serrures, la force vient à leur secours. Pendant que Nivet dirige une grande battue dans le Tanargue, une compagnie de 60 à 80 chouans envahit Aubenas, marche sur la maison de réclusion, enfonce les portes et délivre une vingtaine de détenus, sans que la population daigne esquisser le moindre geste de résistance. Le but avoué des assaillants était de soustraire au châtimement un de leurs chefs qui, surpris quelques jours auparavant par Montchauffé avec 80 cartouches dans les poches, relevait de la justice militaire (4).

La loi du 10 vendémiaire, dont tous les corps constitués vantent les effets salutaires, connaît les mêmes infortunes qu'en l'an VI. Les tribunaux ne se résignent que contraints et forcés à une mesure aussi impopulaire. A tout instant, les commissaires du directoire incriminent le mauvais vouloir des juges et provoquent de sévères rappels à l'ordre de la part du ministre de la justice (5).

Une douzaine de communes, en l'an VII, finissent par être rendues responsables des vols, pillages et assassinats, commis sur leur territoire (6). Mais il y a loin de la sentence à l'exécution. Toutes les

(1) Arch. Ard. L 252. Lettres de Robert au ministre de la police des 11 et 29 fructidor.

(2) *Ibidem*. Lettre du 11 thermidor.

(3) Cf. correspondance de Robert. Arch. Ard. L 214, 252 et 285.

(4) Rapport de Nivet. Cf. aussi Arch. Ard. L 252. Lettre de Robert au ministre de la police du 14 fructidor. Cf. encore Fonds Mazon Chr. T. 19. Etats décadaires de police.

(5) Lettre de Challamel du 24 pluviôse VIII, et Arch. Ard. L 253. Lettres du ministre de la justice au commissaire de l'Ardèche des 6 brumaire et 28 frimaire VII et du ministre de la police du 3 messidor VII.

(6) Arch. Ard. L 146, 148, 149 : Arcens, St-Martin-de-Valamas, St-Etienne-de-Lugdarès, Montréal, Le Béage, Chassiers, St-Montant, etc...

communes condamnées crient à l'injustice, aiment la population atteinte dans ses intérêts matériels et ont recours à tout l'arsenal de la chicane pour esquiver le paiement de l'amende. Elles rédigent de nombreux rapports et produisent des multitudes d'adresses pour établir leur innocence ; et les témoins, si timides en face des accusés, sont tous d'accord pour justifier l'attitude de leurs concitoyens. Tous ces jugements demeurent ensevelis dans les greffes des tribunaux d'appel et, le plus souvent, sont réformés sous les prétextes les plus frivoles. Pas un seul ne sera exécuté avant le 18 brumaire et presque tous seront révisés plus tard.

Les Jacobins protestent contre ces moyens dilatoires. Challamel demande l'exécution provisoire, mais immédiate, même en cas d'appel, de tous les jugements de cette nature. L'amende serait restituée si la population parvenait à faire la preuve de son zèle à prévenir le crime et de son activité à le venger (1). Robert voudrait même généraliser cette responsabilité pécuniaire des communes et l'étendre à tous les attentats des brigands (2).

V

C'était l'avoué que toutes les mesures de répression, aussi bien militaires que judiciaires, avaient fait faillite devant l'habile politique des chouans dans leurs rapports avec les citoyens paisibles. Le paysan, en effet, sait, par expérience, qu'il n'a rien à craindre des entreprises des rebelles, tant qu'il n'adoptera pas une attitude hostile à leur égard, mais il n'ignore pas, non plus, que, s'il se fait l'auxiliaire de la police, l'administration est incapable de le protéger contre leurs inexorables vengeances. De nombreux exemples lui prouvent que tout délateur, tout espion est voué, tôt ou tard, au vol, au pillage, à l'incendie et à la mort. Aussi, pour garantir sa parfaite sécurité, juge-t-il plus conforme à ses intérêts de payer une prime d'assurance aux proscrits en les accueillant, en leur offrant un asile, en les prévenant du mouvement des troupes et en refusant de porter témoignage contre eux. Ce pacte tacite est fidèlement observé par les deux partis qui y trouvent chacun leur avantage.

A tout instant, les patriotes dénoncent cette alliance criminelle de la population avec les malveillants. L'administration centrale inonde les municipalités et les agences de circulaires variées pour rappeler les habitants à leur devoir. Le 25 vendémiaire, an VII, elle proclame l'état de siège dans les douze cantons du Tanargue et dans les cantons de Satillieu et de Lamastre (3). Dès lors, toutes les auto-

(1) Lettre de Challamel, 24 pluviôse VIII.

(2) Fonds Mazon, chr. T. 19. Etats décadaires du commissaire central, 2^e décade de fructidor VII.

(3) Arch. Ard. L 145. Procès-verbal et proclamation du 15 vendémiaire VII. Cf. aussi L 327.

rités sont directement subordonnées aux généraux. Chaque jour, elles doivent assurer le service des patrouilles, surveiller les voyageurs et vérifier les passeports. Le manque de troupes rend cette mesure illusoire. Les administrations locales n'établissent pas de corps de garde, acceptent tous les papiers qu'on leur présente et les étrangers peuvent circuler partout avec la même liberté qu'auparavant.

Le 28 pluviôse, le département constate que ses arrêtés restent lettre morte et que la situation devient chaque jour plus critique. C'est en vain que, pour alarmer les intérêts du paysan, il dénonce les complices secrets des chouans qui insinuent partout que les brigands royaux n'agissent que contre les républicains et les caisses publiques. Il proteste contre cet aveuglement de parti qui leur prête ainsi des excuses, pervertit la morale publique et habitue à la licence et au crime. Les citoyens devraient savoir, cependant, que les bandits ne respectent personne et que les écus de l'aristocrate sont d'aussi bonne prise que l'argent du patriote (1). « Croyez-vous, écrira un peu plus tard Robert, qu'ils feront plus de grâce au royaliste qu'au républicain ? Non, le royaliste, le fanatique même serait par eux réputé républicain, s'il avait une jolie fille à déshonorer, une bonne cave à vider et des armoires à piller. » (2). Malheureusement, l'administration se garde bien d'illustrer ses affirmations d'exemples concrets, et la population accueille d'un sourire sceptique ces homélies de circonstance que démentent tous les faits connus.

Mais, si l'état de siège ne donne aucun résultat satisfaisant, il pèse lourdement sur le commerce et l'agriculture. Le paysan, qui en souffre, en rend responsables les fonctionnaires et les patriotes. Le département comprend le danger de ces vexations inutiles et, malgré l'opposition des commissaires du Directoire, provoque, au début de prairial, la levée de l'état de siège dans la plupart des cantons. En revanche, il renouvelle la défense, si souvent faite et si mal observée, d'entretenir des barques et barquots sur la rive droite du Rhône, qui ne servent qu'aux malveillants pour échapper aux poursuites de la colonne mobile (3).

Le 15 prairial, la nouvelle administration centrale invite, une fois de plus, les bons citoyens à collaborer avec elle dans sa lutte contre le brigandage. Le 1^{er} messidor, elle déclare que « le moment est venu où il faut que chacun se prononce » (4), mais la population

(1) Arch. Ard. L 146. Procès-verbal et arrêté du 28 pluviôse VII.

(2) Arch. Ard. L 285. Lettre de Robert, du 16 messidor, au commissaire de Burzet.

(3) Arch. Ard. L 147, 148. Procès-verbaux des 4 et 9 prairial.

(4) Fonds Mazon T. 19. Proclamation du 15 prairial. « On paraît ne menacer que des têtes républicaines ; demain, tout ce qui possède quelque chose sera signalé et, bientôt, celui qu'on aura employé comme instrument sera sacrifié ou deviendra victime. » Cf. aussi Arch. Ard. : L 148. Procès-verbal du 1^{er} messidor.

reste insensible à tous ces grands mots de solidarité et de moralité publique. Elle persiste dans son attitude de bienveillante neutralité à l'égard des brigands et attend toujours, pour modifier sa règle de conduite, que l'autorité soit en mesure d'assurer sa sécurité et de la mettre à l'abri des représailles et des vengeance.

A partir de messidor, Robert, le nouveau commissaire central, va se faire le champion d'une méthode de compression et de violence, pour effrayer les habitants des campagnes et briser, par la force, cette complicité des paysans et des rebelles. Il proteste contre la levée de l'état de siège (1), multiplie les garnissaires dans les familles des déserteurs et insoumis, et surtout, inaugure une lutte sans merci contre le fanatisme et les prêtres insermentés.

Depuis le coup d'état du 22 floréal, les lois de proscription avaient atténué insensiblement leurs rigueurs dans le département. L'ancien commissaire, Braveix, élu député aux élections de l'an VII, avait tempéré sa fougue révolutionnaire de beaucoup d'opportunisme. De vendémiaire à prairial, les réfractaires avaient été poursuivis assez mollement. Les arrestations avaient été rares et beaucoup des détenus avaient réussi à recouvrer leur liberté.

Robert réagit vigoureusement contre ce laisser-aller de son prédécesseur. A l'entendre, tout le mal dont souffre le pays provient du fanatisme. C'est lui qui est le seul responsable du mauvais esprit de la population. C'est lui qui a tissé le lien qui unit les paysans aux brigands. On n'arrivera à rompre cette connivence coupable qu'en pourchassant toutes les manifestations religieuses et en extirpant radicalement de l'âme populaire tout sentiment chrétien.

Il s'efforce de remettre en honneur le décadi et multiplie ses rappels à l'ordre contre les délinquants ; mais, il a beau faire dresser des procès-verbaux contre les ouvriers et les commerçants, chasser les frères ignorantins qui refusent de conduire leurs élèves au temple décadaire, les boutiques restent ouvertes le décadi et toute la population chôme le dimanche. Non seulement dans les campagnes, mais dans toutes les villes du département, et spécialement au chef-lieu, sous les yeux de l'administration, les citoyens, et jusqu'à des fonctionnaires publics, se moquent ouvertement du calendrier révolutionnaire et tournent en ridicule les cérémonies civiques. Le temple décadaire n'a souvent pas quinze assistants à ses réunions. On n'y voit que quelques agents du gouvernement qui, par crainte d'une destitution, se résignent, de mauvaise grâce, à donner le bon exemple, mais paraissent fort mortifiés et humiliés de cette corvée obligatoire (2).

(1) Arch. Ard. L 252. Lettre au ministre de la police du 27 messidor.

(2) Arch. Ard. L. 285. Lettres de Robert à l'agent municipal de Privas les 1 et 30 vendémiaire VIII, lettres aux diverses municipalités du 15 frimaire. Cf. aussi L 252. Ses lettres au ministre de la police des 7 et 29 thermidor et 2 et 11 fructidor. Le 4 nivôse VIII, il demande à l'administration centrale la destitution de son archiviste, qui ferme sa boutique le dimanche et Pouvre le décadi. L 214.

Pendant ce temps, la foule se presse dans les nombreux locaux privés où se célèbre le culte réfractaire. Dans sa lettre au ministre le la police générale du 29 thermidor, Robert ne signale pas moins de 18 non-conformistes à Villeneuve-de-Berg et autant à Aubenas.

Ce sont eux qui, de l'avis du fougueux commissaire, entretiennent dans le peuple l'hostilité contre la Révolution, qui préparent et dirigent les attentats des brigands pour déconsidérer le régime et hâter la réaction. Dans sa correspondance avec les ministres, Robert les accuse formellement d'être les instigateurs et les fauteurs de tous les vols, de tous les pillages et de tous les meurtres. Si les commissaires du pouvoir exécutif, Blachère-Laprade, Brun, Ducros et tant d'autres républicains sont tombés sous les coups des assassins, les seuls responsables sont les prêtres insermentés. Si, dans la nuit du 26-27 messidor, le tocsin sonne dans les communes de Gilhoc, St-Sylvestre et Colombier-le-Jeune, qui avaient été si tranquilles jusqu'alors, la faute en est aux réfractaires qui, dans le Mézenc comme dans le Tanargue, préparent une Saint-Barthélemy des patriotes (1). C'est encore à eux qu'il faut attribuer les falsifications si fréquentes dans la montagne des registres de l'état civil pour retenir illégalement les conscrits dans leurs foyers (2).

L'arrestation et l'internement, en attendant la déportation, sont les moindres peines que méritent de pareils forfaits. Aussi Robert supporte-t-il avec frémissement les mises en liberté ordonnées par le Directoire. Il les fait exécuter, mais la mort dans l'âme. Pour un peu, il accuserait jusqu'au gouvernement de connivence et de complicité avec ces éternels conspirateurs (3). Il bondit d'indignation lorsqu'il apprend l'évasion d'un de ces misérables ou sa libération, par la force, à la suite de l'émeute. Pour plus de sûreté, il prescrit le transfert de tous les détenus ecclésiastiques au château de Beau-regard, prison plus inviolable que les maisons de détention de Privas et de Largentièrre (4).

Robert voudrait que tous les prêtres soient soustraits à la compétence des tribunaux civils, qui risquent de les absoudre, et qu'ils soient déférés aux commissions militaires, qui offrent plus de garanties. Il réclame contre eux des lois plus sévères. Le 3 thermidor, il écrit que, « si on fusillait un prêtre rebelle avec celui qui l'a recelé, les scélérats ne trouveraient plus d'appui nulle part. » L'extermination de tous les réfractaires serait le seul moyen de purger le départe-

(1) Arch. Ard. L 252. Lettres de Robert au ministre de la police des 1 et 19 thermidor et 3 fructidor. « Des prêtres rebelles ont entraîné les crédules habitants des campagnes dans leur homicide complot. » Les prêtres ont seuls ordonné ce meurtre. » (de Brun).

(2) Arch. Ard. L 214. Lettre au président de l'administration centrale.

(3) Arch. Ard. L 252. Lettre au ministre de la police du 18 fructidor. Cf. aussi lettre au commissaire de St-Péray du 14 vendémiaire VIII L 285.

(4) Arch. Ard. L 252. Lettre au ministre de la police du 20 messidor sur l'enlèvement de l'abbé Court, à Annonay. Lettre du 28 thermidor. Cf. aussi L 149. Procès-verbal du 3 fructidor.

tement du fanatisme et d'en finir avec le brigandage. Tant qu'il y aura des insermentés et qu'ils auront accès auprès de lui, le paysan continuera à faire cause commune avec les brigands (1).

Il poursuit, avec la même vigueur, leurs alliés, les modérés, qui critiquent l'attitude des Jacobins, violent le décadi et intriguent contre l'administration. Il s'attaque encore à la cloche qui subsiste dans chaque paroisse. Pour la punir de sonner l'angelus (2) et de prévenir le peuple de la célébration du culte réfractaire, il demande, d'accord avec le général Nivet, sa disparition immédiate. La conservation de cet instrument de fanatisme est inconciliable, à son avis, avec la rénovation de l'esprit public dans les campagnes (3).

Cette activité rageuse se dépense, d'ailleurs, en pure perte. Si, au début de thermidor, Robert obtient la destitution des agents municipaux de Privas et d'Aubenas (4), la plupart des prêtres insoumis, protégés à la fois par les chouans et les paysans, trouvent partout des asiles inviolables et peuvent braver sa colère en toute impunité. Quelques-uns, cependant, tombent entre les mains de la colonne mobile, mais le département, malgré les instances de son commissaire, n'ose pas prendre contre eux des arrêtés de déportation. Les uns finissent par s'évader, les autres sont internés à Beauregard. Le seul résultat de ce sectarisme est d'exaspérer la population catholique et de provoquer dans toute la montagne une violente réaction antijacobine.

Robert compte sur la loi des otages pour refouler cette nouvelle vague d'hostilité et de haine. Il presse l'administration centrale de déclarer en état de troubles civils les divers cantons du Tanargue, mais le département, qui ne se soucie pas d'exciter encore le mécontentement des classes rurales, refuse énergiquement d'endosser la responsabilité d'une mesure aussi grave (5).

Le commissaire central ne comprend pas ces scrupules et accuse les administrateurs de faiblesse et de lâcheté. Il est plus heureux avec Nivet et Montchauffé, qui accueillent volontiers toute suggestion de rigueur et de violence et ne s'embarrassent guère de considérations légales. La férocité de Montchauffé, surtout, était devenue légendaire. La vie de ses prisonniers, bandits, déserteurs ou simples comparses, dépendait de l'humeur du moment. A partir de fructidor,

(1) Arch. Ard. L 252. Cf. aussi toute la correspondance de Robert L 214, 285, 495 et Arch. nat. F 7, 7.693, 7.698, 7.704 A et 7.710.

(2) Il semble résulter de la correspondance de Robert que, dans la plupart des paroisses, au moins dans la montagne, la sonnerie de l'Angelus était redevenue d'usage courant en l'an VII.

(3) Arch. Ard. L 252. Lettre au ministre de la police du 7 thermidor.

(4) Fonds Mazon, chr. T. 19. Arrêtés de destitution du 4 thermidor. Cf. aussi L 252 lettre de Robert au ministre de l'intérieur du 17 thermidor.

(5) Fonds Mazon F 16. Lettre de Cl. Blachère à Gleizal du 20 vendémiaire. « L'administration centrale paraît vouloir nous faire assassiner, en détail, du moment qu'elle refuse de faire déclarer notre pays en état de trouble. Sans les otages, nous ne parviendrons pas à les arrêter. Lahondès est un des plus acharnés à s'y opposer.

aux exécutions sommaires il ajoute, d'accord avec les Jacobins, les arrestations arbitraires (1). Il fait saisir, pêle-mêle, sans égard ni à l'âge ni au sexe, les parents des brigands et des émigrés, les royalistes et les paysans suspects de sympathie pour les rebelles. Tous sont jetés en prison sans mandat d'arrêt, ni interrogatoire. Beaucoup ne connaîtront jamais le motif de leur détention. Bientôt, les maisons de réclusion de Privas, de Largentièrre et d'Aubenas regorgent de prisonniers. Il suffit d'une vague dénonciation pour que d'excellents citoyens, qui jamais n'ont paru dans le moindre rassemblement séditieux, soient incarcérés dans les mêmes cellules que les criminels de droit commun (2).

A l'horreur de ces arrestations illégales s'ajoute l'indignation soulevée par les exactions, les outrages et les cruautés de la colonne mobile. Ces compagnies (3), recrutées dans les bas fonds de la société, ne comprennent guère que des gens de sac et de corde qui, s'ils font peu de mal aux chouans, portent l'effroi et le désespoir dans toutes les communes qu'ils parcourent, s'habillent et souvent s'enrichissent aux dépens du cultivateur forcé de les héberger. Ils se comportent comme en pays conquis, s'arrogent tous les droits et ne respectent pas plus son garde-manger que sa garde-robe et son porte-monnaie. A l'inverse des vrais brigands, ces misérables qui représentent la force légale et l'autorité, « maltraitent, violent, pillent, saecagent et assassinent les paisibles habitants des campagnes. Leur présence est une vraie calamité et souvent un martyre pour le paysan et sa famille (4).

Petit Guillaume reconnaît, le 25 pluviôse an VIII, qu'ils avaient terrifié le pays à un tel point que personne n'osait porter plainte (5). En prairial, le premier préfet de l'Ardèche note, lui aussi, que le régime inauguré par la colonne mobile « a fait un mal infini aux citoyens » de ce département (6). Le paysan, pour échapper à l'étreinte de ces scélérats, ne se contente plus de pratiquer une neutralité bienveillante à l'égard des insurgés, il fait appel à leur concours, se jette dans leurs bras et, de plus en plus, il prend une part active à leurs entreprises (7).

(1) Arch. nat. F 7, 7.710. Lettre de l'agent municipal d'Aubenas au ministre de la police du 1^{er} pluviôse VIII. Cf. aussi lettre du général Petit-Guillaume au ministre de la police du 25 pluviôse VIII. Cf. encore F 7 7.704 A. Lettre de Meynier du 21 ventôse VIII.

(2) *Ibidem*. Cf. aussi Fonds Mazon, chr. T. 27. Rapport des envoyés du département de l'Ardèche au citoyen Bonaparte, 1^{er} consul, du 10 vendémiaire IX. Cf. encore Arch. Ard. L. 495. Correspondance de Nivet, Petit-Guillaume et Ruby.

(3) Il avait été formé huit compagnies dont 3 en nivêse et 5 en messidor, mais deux, sans doute, avaient été dissoutes, car, au début de l'an VIII, il n'est jamais question que de six.

(4) Fonds Mazon, chr. T. 27. Rapport des envoyés du département de l'Ardèche à Bonaparte du 10 vendémiaire IX.

(5) Arch. nat. F 7, 7.710. Lettre de Petit-Guillaume au ministre de la police.

(6) Arch. nat. F 7, 7.704 A. Rapport du préfet de l'Ardèche au ministre de la police du 28 prairial an VIII.

(7) Arch. Ard. L. 495. Correspondance de Petit-Guillaume, Nivet et Ruby. Cf. surtout le rapport du général Ruby au général Férino du 13 prairial an VIII.

Tel est le résultat de cette politique de compression aveugle, préconisée par les Jacobins et appliquée par Nivet et Montchauffé. La population exaspérée, lorsqu'elle ne fait pas cause commune avec les brigands royaux, s'isole, de plus en plus, du petit groupe de patriotes et de républicains qui parlent et agissent au nom du Directoire. Elle n'a plus pour eux que haine, mépris et dégoût. Les agents du gouvernement ont perdu tout prestige et toute considération (1). Il n'y a plus d'administration régulière, mais seulement des soldats et quelques fonctionnaires campés en pays ennemi, au milieu de brigands dont le nombre croît chaque jour et d'une population frémissante d'indignation et de colère et prête, devant les abus de pouvoir dont elle est victime, à ne prendre conseil que de son désespoir (2). C'est l'anarchie et la terreur associées à la guerre civile. Jamais la situation n'avait été aussi grave dans l'Ardèche qu'à la veille du 18 brumaire.

Vu, le 2 Décembre 1929.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris.*

H. DELACROIX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER;

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

(1) Arch. nat. F 7, 7.704 A. Rapport du préfet du 28 prairial.

(2) Fonds Mazon, chr. T. 19. Mémoire non daté, mais du début de l'été 1800, signé de Rouchon et Rouvière, de Largentière, intitulé : « Aperçu de la situation du département de l'Ardèche à diverses époques de la Révolution, des causes qui ont introduit le brigandage et des moyens de le réprimer. »

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.	Pages 3
CHAPITRE I. — <i>La réaction politique et la chouannerie avant fructidor.</i>	
I. — La lutte des partis au début du Directoire.....	8
Les deux tendances contre-révolutionnaires. La mentalité des nouveaux élus et des commissaires du pouvoir exécutif. Leurs appuis. Mauvaise volonté des autorités dans l'application des lois révolutionnaires. La restauration religieuse. L'activité de Vernet et Pagonie du schisme constitutionnel. Les rétractations, le culte public. Les troubles. Violente agitation religieuse et politique à Laurac, Lamastre, Villeneuve-de-Berg, Joyeuse, Bourg-Saint-Andéol et Largentière.	
II. — La chouannerie de l'an IV et les corps constitués.....	25
Les menaces d'insurrection. Inquiétude des patriotes, négligence des diverses administrations. La préparation. Les principaux chefs et leurs affidés. L'explosion dans la région de Bannes et dans la montagne. Son échec. Efforts infructueux des Jacobins pour faire destituer l'administration centrale. Les représailles des administrateurs et l'hostilité populaire contre les patriotes. Impunité des malveillants.	
III. — La désagrégation du parti insurgé.....	38
Nouvelle tactique des chouans. Leurs divisions. La mission de Surville et son échec. Les chauffeurs et les crimes de droit commun. L'assassinat de Blachère-Laprade.	
IV. — Les élections de l'an V.....	43
L'éclipse du parti jacobin et le triomphe de la réaction. L'état d'esprit à la veille du 18 fructidor.	
CHAPITRE II. — <i>De la chouannerie au brigandage.</i>	
I. — L'application de la loi du 19 fructidor.....	47
La revanche des Jacobins après le 18 fructidor. Les destitutions. Projet de transférer le chef-lieu du département à Viviers. Les mesures contre les émigrés et les réfractaires. Leur échec par suite de l'hostilité des classes rurales. Suppression du culte public. Tentative infructueuse de réorganiser l'Eglise constitutionnelle. Maintien du culte privé par les réfractaires.	

II. — L'activité des chouans au début de l'an VI.....	54
Prise de Pont-St-Espirit. Les incursions des chouans dans la montagne et le sud du département. La terreur des patriotes et des acquéreurs de biens nationaux. Difficultés de la répression ; manque de troupes, mauvaise volonté des paysans et des gardes nationales. Insuccès des expéditions de Costes et du général Boisset. Le retour du général Motte. Dispersion des contre-révolutionnaires.	
III. — L'accalmie de l'hiver et les élections de l'an VI.....	64
La disparition d'Allier et de ses lieutenants ramène un peu de tranquillité à la fin de nivôse. Préparation des élections. Tactique des Jacobins et des modérés unis aux royalistes. Les scissions aux assemblées primaires et à l'assemblée électorale. Les élus de l'assemblée mère et de l'assemblée scissionnaire. Les intrigues des modérés et la loi du 22 floréal.	
IV. — La réaction de l'été et la reprise du brigandage.....	71
Les représailles des modérés. Découragement des Jacobins et relèvement des signes extérieurs du culte. Réapparition des chouans : prédominance des déserteurs et des contumaces. Pillages et assassinats. L'enlèvement de la recette de Joyeuse. Impuissance de l'autorité. Connivence de la population et des tribunaux. Acquittements et évasions. Les destitutions. Situation inquiétante du pays à la fin de l'an VI.	
CHAPITRE III. — <i>L'anarchie à la fin du Directoire.</i>	
I. — Les excès de l'an VII.....	81
L'évolution du brigandage au cours de l'an VII. Les pillages, vols et incendies des républicains. Les contributions imposées aux acquéreurs de biens nationaux. Les assassinats de fonctionnaires et de patriotes.	
II. — Le complot royaliste et les projets de soulèvement.....	91
III. — La répression militaire.....	93
L'activité d'Enjolras. Le conflit des généraux Malve et Petit Guillaume avec les Jacobins. L'énergie de Nivet et de Montchauffé. Les grandes battues. Résultats peu satisfaisants.	
IV. — La répression judiciaire.....	99
L'éloignement des tribunaux militaires compromet l'efficacité de leurs sanctions. Indulgence des tribunaux civils : ni dénonciations, ni témoins à charge. Evasions et enlèvements. Impossibilité d'appliquer la loi du 10 vendémiaire an IV.	
V. — Les causes de l'insuccès.....	101
Bienveillance des paysans à l'égard des brigands. Tentatives infructueuses de l'administration pour obtenir la collaboration des classes rurales. Les réfractaires et le mauvais esprit des campagnes. La reprise de la persécution. Les arrestations en masse et les excès de la colonne mobile. Exaspération des paysans et des catholiques. Violente réaction à la veille du 18 brumaire.	

